

# LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

MERCREDI 28 AOÛT 2024 / N° 8011



## Supplément

Retrouvez l'actualité et toutes les offres immobilières

## Retraite

Une inégalité cachée de l'AVS corrigée par une décision de la justice neuchâteloise ●●● PAGE 7

## Science

Les crabes bleus envahissent l'Italie et mettent en péril la biodiversité ●●● PAGE 9

## Cinéma

«La Prisonnière de Bordeaux», l'histoire d'une amitié par-delà la barrière des classes ●●● PAGE 16

### EDITORIAL

## La claque à la Suisse romande

MADELEINE VON HOLZEN  
✉ @MvonHolzen

Ils auraient tout pour bien faire. Des revenus stables, une marge impressionnante dans certains secteurs, une présence nationale, des professionnels dans les domaines porteurs. TX Group, maison mère de Tamedia, a la capacité financière pour gérer la restructuration de son secteur et investir dans les médias du futur.

Les annonces diffusées hier par Tamedia sont logiques, l'expression crue du marché. Le journal coûte trop cher et ne s'imprime plus, la Suisse est trop petite. Les dizaines d'employés travaillant pour le centre d'impression à Bussigny sont les premiers à en faire les frais. Zurich suivra; ne restera que Berne, pour des raisons logistiques. Est aussi annoncée la concentration sur quatre titres phares, dont seul 24 heures est mentionné pour la Suisse romande.

Sur le papier, si on peut dire, tout roule. La directrice générale allemande, Jessica Peppel-Schulz, arrivée en octobre 2023, fait son travail. Elle réduit les branches déficitaires et développe celles qui ne le sont pas, une poche ne finançant pas l'autre. Mais une question se pose: pour quoi faire?

Si le projet est financier, il est cohérent. Si le but est la production de journalisme au niveau national, c'est plus compliqué. Car, n'en déplaise aux dirigeants basés en Suisse alémanique, la Suisse romande, c'est une langue, des racines, des pratiques et des gens. La direction zurichoise l'avait d'ailleurs découvert avec surprise en 2013 en voyant un conseiller d'Etat PLR manifester avec les syndicats à Lausanne contre la restructuration annoncée. Choc des cultures.

S'adresser à des lecteurs et internautes romands implique a priori de parler d'eux, en partie en tout cas, et de les comprendre. C'est plutôt mal parti avec Jessica Peppel-Schulz, elle qui s'est récemment adressée à ses troupes francophones par le biais d'un avatar parlant français, à sa place.

Depuis le rachat d'Edipresse Suisse par Tamedia effectif en 2011, la Suisse romande se ratatine dans le portefeuille du groupe. Au fil des ans, ce morceau de pays a été mis à distance du centre de décision. A tel point que Genève, ses entreprises, ses organisations internationales, sa culture et ses genevoiseries deviennent une annexe vaudoise, si l'on décrypte les annonces de hier. Et, dans un futur proche, une entrée sur l'application mobile de 24 heures.

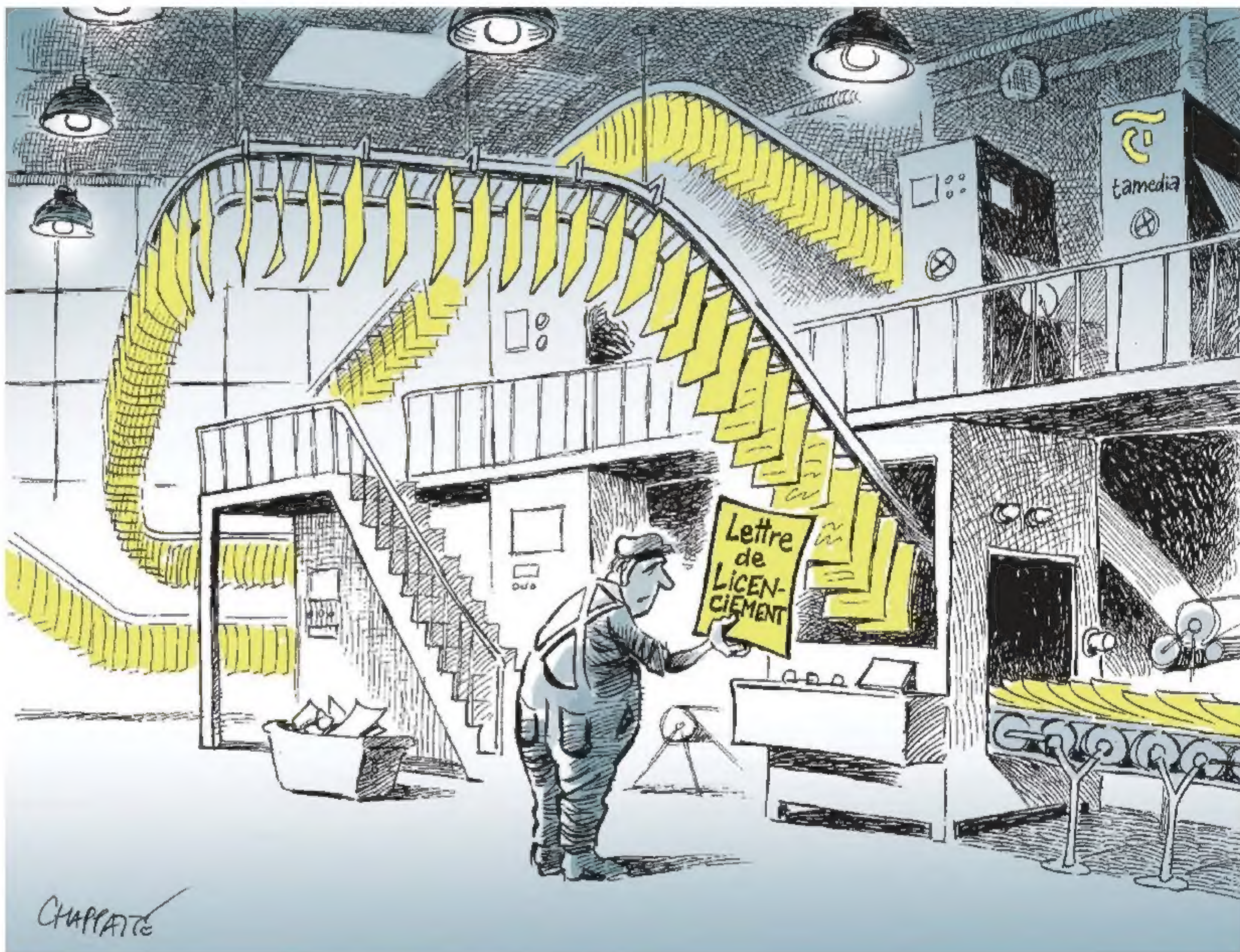
Hier, les politiques ont réagi avec amertume mais les jeux sont faits. C'est une claque de plus pour la Suisse romande. Rien dans les messages encore sibyllins diffusés ne laisse entrevoir des investissements dans les forces journalistiques, même à Lausanne. La famille Coninx, propriétaire historique du groupe, a bâti sa richesse avec la presse. Le rêve de ses descendants ne ressemble pas à un projet médiatique, en tout cas pas pour la partie latine du pays. Il serait peut-être temps d'avoir l'honnêteté de le dire. Pour les investisseurs, les employés, et bien sûr les lecteurs. ■

# Tamedia concentre ses forces et licencie encore

**PRESSE** Un seul centre d'impression national, à Berne, et une focalisation sur quatre grands titres. Telle est la réorganisation radicale qu'a présentée hier la directrice générale de Tamedia, filiale de TX Group

■ Les imprimeries de Bussigny et de Zurich seront fermées, entraînant 200 pertes d'emplois, dont 50 en Suisse romande. Le groupe mise sur les titres «Tages-Anzeiger», «Berner Zeitung», «Basler Zeitung» et «24 heures»

■ Si aucun média ne disparaît, 90 autres postes sont sabrés dans les rédactions. La «Tribune de Genève», jugée trop ancrée dans sa ville d'origine, est concernée. L'inquiétude est vive du côté politique et syndical



●●● PAGES 2, 3

## A Gaza, les opérations humanitaires à l'arrêt

**PROCHE-ORIENT** Les nouveaux ordres d'évacuation envoyés par l'armée israélienne dans le centre de la bande de Gaza ont provoqué depuis lundi l'interruption totale des opérations humanitaires des Nations unies dans le territoire palestinien, une première. «Nous ne pouvons plus rien faire», a indiqué un haut responsable onusien. Une situation qui s'applique aussi aux ONG internationales encore présentes. Depuis début août, les ordres d'évacuation ont entraîné le déplacement forcé de plus de 250 000 personnes. Un mélange d'angoisse, de désespoir, de lassitude règne désormais chez les civils. «Ça peut changer votre vie en un instant», soupire un travailleur humanitaire palestinien lui aussi déplacé. A Deir al-Balah, les patients ont dû quitter à la hâte l'hôpital Al-Aqsa, craignant d'être touchés par les combats. ●●● PAGE 5

## FlowBank: des clients perdront des avoirs

**FAILLITE** Tous les clients de la banque en ligne genevoise, qui a été fermée par la Finma, ne recevront pas l'entier de leurs avoirs, prévient son liquidateur

■ Environ 45 millions de francs ont déjà été remboursés à certains des 6500 clients. Ces derniers se plaignent de la lenteur des procédures

■ En raison de la multitude d'avoirs et de positions, la tâche du liquidateur s'annonce longue et difficile

●●● PAGE 11

## Une Suisse ambitieuse aux Jeux paralympiques

**SPORT** Avec 27 athlètes, la délégation helvétique aux Jeux paralympiques de Paris est la plus importante depuis 2008 et vise 14 médailles. Des podiums sont espérés en natation et en cyclisme, mais c'est en athlétisme que la Suisse est ambitieuse. Deux para-athlètes ont ainsi été désignés porte-drapeaux pour la cérémonie d'ouverture: la star Marcel Hug – quadruple médaillé d'or à Tokyo en 2021 – et Elena Kratter – médaillée de bronze en saut en longueur au Japon – porteront les couleurs du pays. Tour d'horizon des para-sportifs suisses les plus en vue. ●●● PAGE 15





## 2 Temps fort

# Tamedia amorce un virage historique

**PRESSE** Après la restructuration de 2023, le groupe zurichois a encore décidé de réduire son personnel d'environ 20%. A l'avenir, il veut se concentrer davantage sur «24 heures», au détriment de la «Tribune de Genève», jugée trop ancrée dans sa région

LASSILA KARUTA, ZÜRICH

Les mauvaises nouvelles en provenance de Zurich étaient attendues depuis quelques semaines. Dans la nuit de lundi à mardi, le groupe dirigé par la nouvelle directrice générale Jessica Peppel-Schulz a rendu son verdict: 200 postes à temps plein dans l'imprimerie et 90 dans les rédactions seront supprimés dans les prochains mois. Un environnement difficile et la volonté de «préserver l'efficacité et la qualité journalistique» sont évoqués pour justifier cette énième coupe.

**Cette concentration de l'impression mettra la pression sur les journaux externes du groupe**

Tamedia, préfère pour le moment ne pas communiquer sur les détails de cette restructuration et dit attendre les résultats du processus de consultation qui sera lancé mi-septembre. L'unique détail connu pour la Suisse romande, c'est que la fermeture de l'imprimerie de Bussigny affectera «environ» 50 emplois, a indiqué le directeur éditorial du groupe, Simon Bärtschi, lors d'une interview accordée hier en marge de la conférence de presse tenue à Zurich. L'impression des journaux de Tamedia, et des autres titres externes, sera regroupée à Berne. L'imprimerie de Zurich devra pour sa part mettre la clé sous le paillason d'ici à fin 2026. La surcapacité des centres explique cette décision.

**Titres concurrents impactés**

Cette concentration de l'impression sur la capitale helvétique mettra la pression en particulier sur les journaux n'appartenant pas à Tamedia. Ces derniers devraient éventuellement avancer l'heure du bouclage, ce qui fragiliserait ainsi la qualité des titres concurrents.

«Les contrats avec notre clientèle externe pourraient subir des changements d'horaire à moyen terme», a relevé la directrice générale Jessica Peppel-Schulz devant les journalistes.

Les titres romands du groupe tels que *Le Matin Dimanche*, *Tribune de Genève*, *24 heures*, *Bilan* et *Femina* continueront à exister même si leur développement, en particulier numérique, ne sera pas promu de la même manière. À côté du *Tages-Anzeiger*, de la *Berner Zeitung* et de la *Basler Zeitung*, *24 heures* est l'heureux élu dans les terres francophones, car son nom est jugé «plus neutre». «A moyen terme, l'application de *24 heures*, qui profitera des investissements du groupe, contiendra aussi des contenus de la *Tribune de Genève*», ont déclaré les responsables tout en soulignant que les différents journaux romands continueront à exister de manière indépendante.

**Recettes en baisse**

Tamedia, qui compte actuellement une audience d'environ 5,5 millions de personnes, va également restructurer sa division chargée de la commercialisation publicitaire afin de développer cette dernière. Actuellement trois quarts des recettes de l'entreprise sont générés par les abonnements, la publicité comptant pour le reste.

Le groupe TX, dont fait partie Tamedia a en outre annoncé ses résultats hier. Le chiffre d'affaires est resté quasi stable à 461 millions de francs tandis que le bénéfice opérationnel ajusté (Ebit) s'est amélioré à 56,5 millions contre 54,3 millions il y a un an. Au niveau de la filiale Tamedia, les revenus ont diminué de 8,7% à 203,3 millions.

Les investisseurs ne semblaient pas apprécier les nouvelles du jour. Le titre a terminé en baisse de 4,90% à 151,40 francs dans un marché de référence SPI en repli de 0,44%.

TX Group avait aussi procédé à des licenciements à la fin de l'année dernière. Près de 80 postes avaient été supprimés au niveau du groupe, notamment en Suisse romande au sein de ses titres gratuits (*20 minutes*) et payants (notamment *24 heures* et la *Tribune de Genève*), ainsi qu'à l'agence Sport-Center. ■



Jessica Peppel-Schulz, directrice générale de Tamedia, a livré hier en conférence de presse les grandes lignes de la réorganisation de l'entreprise zurichoise. (ZÜRICH, 27 AOÛT 2024/CHRISTINE GABELLA)

## «Nous voulons attaquer les autres régions romandes avec «24 heures»

**MÉDIAS** Combien de postes seront supprimés en Suisse romande? Quel avenir pour la «Tribune de Genève», supplantée par «24 heures» dans la restructuration de Tamedia annoncée hier? Les réponses du directeur éditorial de Tamedia, Simon Bärtschi



**«Les dernières années, nous avons coupé dans nos effectifs sans que nous ayons vraiment une stratégie. Ce n'est plus le cas»**

avons coupé dans nos effectifs sans que nous ayons vraiment une stratégie. Ce n'est plus le cas actuellement. Maintenant nous avons analysé la situation et élaboré une stratégie.

**Moins de journalistes, cela veut dire moins de contenu. Peut-on encore faire du journalisme de qualité avec ces réorganisations successives?** Nous sommes convaincus qu'avec notre nouvelle stratégie, cela marchera. Il faut notamment faire les choses autrement. Une autre sorte de journal, mais la qualité devra être au rendez-vous.

**La Suisse romande a payé un lourd tribut lors de la dernière restructuration – 28 postes sur les 80 supprimés. La nouvelle restructuration sera-t-elle dans les mêmes proportions?** Nous ne savons pas encore où nous allons supprimer des

postes. Cela dépendra aussi du processus de consultation.

**Pour Tamedia, «24 heures» est une marque d'avenir contrairement à la «Tribune de Genève»? Est-ce que ce journal disparaîtra à terme?** Non. Le titre *Tribune de Genève* reste, au niveau numérique mais également en format papier. *24 heures* a beaucoup plus de potentiel pour se développer sur toute la Suisse romande. La *Tribune de Genève*, avec son nom, est très liée à sa ville d'origine, et restera à Genève. Nous voulons attaquer les autres régions romandes avec *24 heures*.

**Est-ce que tout va être regroupé à Lausanne?** Non, les rédactions à Lausanne, à Genève ou dans les autres villes resteront là où elles sont maintenant parce que nous voulons continuer à faire du journalisme régional.

**Est-ce qu'à l'avenir, la technologie et l'intelligence artificielle remplaceront les journalistes?** Non, l'objectif est de continuer à faire du travail de qualité avec nos ressources humaines mais dans les rédactions, l'intelligence artificielle est un outil qui nous aide à faire mieux certaines choses. Mais la recherche et les contacts de nos journalistes avec leurs interlocuteurs ne peuvent pas être remplacés par l'intelligence artificielle.

**A l'avenir, vous allez imprimer les journaux à Berne. Comment assurer que les lecteurs romands seront livrés à temps?** C'est une question d'efficacité et de logistique. Je ne pense pas que cela sera un problème.

**Est-ce que les autres titres romands tels que «Le Matin Dimanche», «Bilan» et «Femina» continueront à exister?** Oui, il n'y a rien qui change de ce côté. La périodicité de *Femina* [un hebdomadaire, ndlr] pourrait toutefois changer, mais ce n'est pas encore tout à fait clair. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR L. K.

### MAIS ENCORE

**Les syndicats vent debout contre la restructuration**

Après les annonces de Tamedia hier, les syndicats des médias ont été parmi les premiers à réagir. Syndicom a «sévèrement critiqué le licenciement collectif» et la fermeture des deux centres d'impression. Pour lui, le plan social doit être amélioré. Impressum dénonce pour sa part une décision «catastrophique et démesurée», alors que les titres du groupe sont globalement rentables. Il demande un moratoire sur les licenciements. Le Syndicat suisse des médias (SSM) se montre aussi «profondément préoccupé». La diversité des médias est menacée, selon lui. (ATS)

### INTERVIEW

**En fin d'année dernière, vous aviez déjà mené une restructuration et supprimé 80 postes dans les rédactions. Pourquoi une deuxième si peu de temps après? Le chiffre d'affaires est resté quasi stable au premier semestre. Les dernières années, nous**





Le titre romand «24 heures» tire son épingle du jeu. (LAUSANNE, 22 AOÛT 2024/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)



Le centre d'impression de Bussigny doit être fermé en 2025. (27 AOÛT 2024/JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

## Le Conseil d'Etat genevois «n'est pas dupe» des annonces du groupe zurichois

**RÉACTIONS** La restructuration de Tamedia provoque la consternation dans l'ensemble de l'Arc lémanique. Les autorités ont sollicité des entrevues avec la direction du groupe de presse alors que la colère monte au sein du personnel

YAN PAUCHARD ET LAURE LUGON ZUGRAVU  
✉ @yanpauchard ✉ @laurelugin

Un «séisme», une «journée noire pour la presse», une «insulte» pour la Suisse romande... Les mots sont forts ce mardi, à la hauteur de la plus grande restructuration de l'histoire de Tamedia. L'émotion est vive à Genève. Le groupe a en effet décidé de miser sur quatre «marques» seulement au niveau national. En Romandie, *24 heures* a ainsi été retenu, mais pas la *Tribune de Genève* (TdG), une gifle pour la deuxième ville de Suisse.

L'annonce choc fait craindre à la rédaction «la disparition pure et simple» du titre. «Au mieux, on deviendra un onglet de *24 heures*», s'indigne un journaliste de la TdG. Heurté, en colère, abattu, il évoque «un désastre». «Si l'éditeur veut ne conserver qu'un journal romand, Genève ne peut pas figurer dans le titre, c'est évident. Ça me fait mal pour les Genevois qui y sont attachés.» Des politiques, il attend beaucoup sans espérer grand-chose: «On aimerait qu'ils se réveillent. Mais l'an dernier, lors de la précédente restructuration, ils n'ont rien fait.»

### Nathalie Fontanet «sous le choc»

Côté politique, la présidente du gouvernement genevois, Nathalie Fontanet, se dit «sous le choc»: «Le Conseil d'Etat n'est pas dupe de ces annonces, il nourrit une réelle inquiétude sur la disparition qui semble programmée de la *Tribune*. Nous voulons des explications quant à l'avenir de ce quotidien.» Aussi va-t-il solliciter la direction de Tamedia pour anticiper une rencontre qui était prévue en octobre. S'agit-il simplement de discuter des modalités d'un plan social? Nathalie Fontanet s'interroge quant aux perspectives de la TdG, y compris en dehors de ce groupe: «Des fonda-

tions, des associations ou des individus pourraient être intéressés à racheter ce titre. A voir...»

Des réponses apportées à chaud, alors que ce sujet sera évoqué ces prochains jours au sein du collège. «Les grands groupes ont d'autres objectifs que la variété de la presse et traitent l'information comme un bien de consommation ordinaire, poursuit la ministre. Or c'est faux, l'information permet de se forger une opinion, c'est un pilier de la démocratie.»

Même si l'avenir de «son» journal cantonal – *24 heures* – semble assuré, l'inquiétude est également grande du côté du Conseil d'Etat vaudois qui «s'alarme d'un nouvel appauvrissement du paysage médiatique en Suisse romande». «La question de la diversité de la presse dépasse les deux seuls cantons de Genève et de Vaud [la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) a d'ailleurs réagi mardi soir, ndr]», commente Christelle Luisier, la présidente du gouvernement. Si elle dit comprendre le contexte difficile lié à la crise des revenus publicitaires et de la mutation numérique, l'élue PLR ne comprend pas les décisions de Tamedia. A l'image de son homologue genevoise, elle «a sollicité une rencontre rapide». Elle déplore enfin avoir été prise de court, apprenant la restructuration en même temps que tout le monde alors que, lors des dernières réor-

ganisations, l'entreprise avait averti en amont les autorités.

### Une «rédaction unique» de Genève à Romanshorn

Cette évolution était inéluctable aux yeux du conseiller aux Etats Pascal Broulis. En 2013, déjà, alors membre du gouvernement vaudois, il avait manifesté contre des coupes de Tamedia portées à ses titres lémaniques. «Cette situation m'attriste, en particulier pour les près de 300 personnes qui vont perdre leur emploi et pour la diversité de la presse, réagit le PLR. Je l'ai malheureusement vue arriver. En sortant les petites annonces des journaux, Tamedia a vidé la presse de ce qui faisait sa rentabilité.» Pascal Broulis met en garde. Pour lui, l'avènement dans un tel groupe d'une «quasi-rédaction unique qui diffusera des contenus identiques de Genève à Romanshorn en Thurgovie, à l'aide de traductions générées par l'intelligence artificielle, est un danger pour un pays de diversité comme la Suisse.»

Le sentiment de danger est partagé au sein du personnel. «Nous assistons à une destruction radicale de ce qui fait l'ADN des médias, c'est-à-dire des rédactions ancrées régionalement, s'insurge Erwan Le Bec, président de la Société des collaborateurs de *24 heures*. Nos journaux deviennent des marques alibis, alors qu'ils sont des morceaux de notre patrimoine.» Le journaliste appelle aujourd'hui à «un sursaut civique, citoyen et politique», afin de sauver «les conditions mêmes de la production d'information» en Suisse romande.

Dans l'immédiat, les différentes entités romandes du groupe se sont réunies dans la journée en assemblée générale. Un participant décrit des «sentiments mêlés entre une résignation et une forte colère». «On sent néanmoins les collaborateurs plus combattifs que lors des dernières réorganisations», souligne-t-il. Pour l'heure, les rédactions romandes demandent «une révision de ce plan radical». Des actions telles que des manifestations ou des grèves ne sont pas exclues. ■

**«Nous assistons à une destruction radicale de ce qui fait l'ADN des médias, c'est-à-dire des rédactions ancrées régionalement»**

ERWAN LE BEC, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES COLLABORATEURS DE «24 HEURES»

## La région de Bussigny se relèvera de cette perte

**IMPRIMERIES** Tamedia a annoncé hier la fermeture de ses centres d'impression de Bussigny, près de Lausanne, et de Zurich. Une évolution inexorable dans la branche, mais une perte qui ne menace pas la vitalité économique de la commune et de la région

GREGOIRE NAPPEY  
✉ @gnappey

A ses débuts, en 1989, il s'appelait CIB, pour Centre d'impression de Bussigny; sous l'ère de son propriétaire alémanique, un L pour Lausanne a remplacé le B; vu de Zurich, la localité est ainsi noyée dans l'agglomération du chef-lieu vaudois. Et fin mars prochain, il n'y aura plus du tout de L – ni de Z aussi en 2026 – puisque Tamedia a annoncé la prochaine fermeture non seulement de son imprimerie romande, mais également de la zurichoise, symbole encore plus fort pour le groupe de presse. Deux cents emplois sont concernés pour les deux sites, dont une cinquantaine en Suisse romande.

Syndique de Bussigny jusqu'en 2023, la PLR Claudine Wyssa était déjà conseillère communale lorsque, en 1989, Edipresse, grand éditeur romand de journaux, puis tard racheté par... Tamedia, a construit et ouvert son centre d'impression «en bas», au sud de la gare, dans la zone industrielle. «Vous savez, nous, on dit toujours «24 heures» quand on parle de l'imprimerie. Ici, les gens se souviennent que le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz était venu en hélicoptère pour l'inauguration.»

La perte est donc considérable, mais Bussigny s'en remettra. La fermeture est d'abord le symbole des difficultés de la presse. Claudine Wyssa contextualise: «Bussigny a plus que doublé sa population en trente ans, à près de 11 000 âmes aujourd'hui. Comme dans l'ensemble de l'Ouest lausannois, le développement économique y a été énorme et se poursuit, notamment dans le tertiaire. La disparition de ces emplois est regrettable et dure pour les personnes concernées, mais ne met pas en danger la vitalité de notre localité, qui compte quelque 7000 places de travail.»

Sa successeur à la syndication, la socialiste Patricia Spack Isenrich, confirme alors que sa ville s'est associée au communiqué «indigné» des villes de Lausanne et Genève: «Je suis triste que ce savoir-faire disparaisse, aussi à l'échelle du canton. Et je pense aux personnes touchées. Ceci dit, il y a une dynamique économique dans notre région, tous secteurs confondus, qui ne sera pas enrayerée par ce départ.»

### Fatalisme ambiant

L'ambiance est donc à une sorte de fatalisme, que l'on retrouve chez les professionnels. Michel Berney a longtemps dirigé les activités d'imprimerie du groupe Edipresse. Il n'est pas surpris par cette issue et confie même qu'au moment du rachat par Tamedia en 2010 la fermeture était déjà évoquée: «Je me suis battu à l'époque et je crois que cela a permis de prolonger en démontrant qu'il n'y avait alors pas de surcapacité. N'oublions pas qu'il y a eu une période où le site tournait 24h/24. Et nous étions en pointe à l'échelle européenne. Plus de 200 millions de francs ont été investis ici.»

Directeur de la filière des arts graphiques Dpsuisse, Beat Kneubühler confie au *Temps* – aussi imprimé à Bussigny et dont la capacité de production n'est pas remise en question – ne pas être étonné par la décision de Tamedia: «On s'attendait à ce qu'il ne subsiste qu'un seul centre d'impression pour ce groupe en Suisse. La question était où. Maintenant ils ont décidé, c'est Berne, le plus centré géographiquement, ce qui est important pour la distribution.»

**«Le développement économique a été énorme et se poursuit, notamment dans le tertiaire»**

CLAUDINE WYSSA, ANCIENNE SYNDIQUE DE BUSSIGNY

Le responsable constate que l'impression de journaux en Suisse n'est plus un marché régional, mais national. Il comprend donc le problème de surcapacité pour Tamedia aujourd'hui avec ses trois centres, même si c'est douloureux pour l'emploi. «Par contre, pour la suite, le secteur va devoir continuer à être pragmatique en imaginant des partenariats entre les acteurs, même concurrents, afin de jouer sur la complémentarité de leurs installations subsistantes.» Les autres grands éditeurs suisses comme Ringier ou CH Media ont aussi récemment redimensionné, parfois drastiquement, leur parc d'imprimeries.

### Un avenir plutôt industriel sur place

Mais alors, s'il ne doit plus y avoir de rotatives ici, quel est l'avenir du site? Au moment du rachat d'Edipresse Suisse par Tamedia, le CIL était le seul bien immobilier figurant dans le paquet. Il est donc aujourd'hui propriété du groupe zurichois. Annonçant sa fermeture, il ne dit rien en revanche sur son avenir. Vente? Opération immobilière? Nouvelle activité économique? Patricia Spack Isenrich est claire: «C'est une zone industrielle et elle le restera. Dans les plans d'aménagement du territoire, au niveau cantonal comme régional, la vocation industrielle de la zone est clairement défendue. Sa situation et le réseau de transports sur route et rail dans le secteur permettent encore des développements. Nous ne nous arrêtons pas.»

Même si, juste à côté, un important projet rendu possible à la suite d'un changement d'affectation (qui a pris des années) doit permettre l'installation prochaine de quelque 1000 nouveaux habitants. Municipal de l'urbanisme jusqu'en 2021, Jean-Daniel Lüthi a longtemps suivi les évolutions du site et les conflits sociaux au fil des restructurations. Alors que la rumeur prêtait à Tamedia l'arrière-pensée d'une belle opération immobilière avec la fermeture du site, il n'y croit pas non plus. «Mais cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas une autre activité, par exemple dans le domaine de la logistique, vu la proximité de la gare et le projet d'une nouvelle jonction autoroutière pas loin.» Ainsi souffle et tourne parfois le vent de l'économie. ■



# Au Burkina Faso, une hécatombe de civils

**AFRIQUE** Des djihadistes affiliés à Al-Qaida s'en sont pris à des habitants qui, suivant les recommandations du chef de la junte, creusaient une tranchée pour protéger leur village. Au moins 100 civils ont été tués dans l'attaque, l'une des plus meurtrières de l'histoire du pays

MORGANE LE CAM (LE MONDE)  
X @MorganeLeCam

A Barsalogho, les civils n'ont pas eu le temps de finir de creuser la vaste tranchée censée protéger leur village des attaques djihadistes récurrentes. Dimanche 25 août, une vidéo montrant des dizaines de cadavres gisant dans un large fossé en cours de construction autour de cette localité du centre-nord du Burkina Faso a circulé sur les réseaux sociaux. A côté de corps inertes en tenue civile, on peut y voir des pioches et des pelles abandonnées, mais aussi des hommes armés de kalachnikovs, sur fond de bruits de tirs.

La veille au matin, plusieurs dizaines d'hommes à moto ont mitraillé ces civils qui, comme ceux des autres zones menacées par les groupes djihadistes, avaient été incités à creuser des tranchées de défense par le capitaine Ibrahim Traoré, le chef de la junte au pouvoir à Ouagadougou. Selon les sources sécuritaires et

humanitaires burkinabées et ouest-africaines contactées par *Le Monde*, le bilan fluctue de 100 à plusieurs centaines de morts.

### Dégradation sécuritaire

De quoi en faire un des assauts les plus meurtriers des djihadistes contre des civils depuis l'attaque de Solhan (nord-est). En juin 2021, 160 personnes avaient été abattues lors de cette tuerie attribuée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaida) mais qui n'a jamais été officiellement revendiquée. Dans un message diffusé sur les réseaux sociaux samedi, le groupe commandé par le djihadiste malien Iyad Ag Ghali a cette fois annoncé avoir pris le «contrôle total du quartier général des milices burkinabées à Barsalogho», sans donner davantage de précisions.

Le ministre de la Communication, Jean Emmanuel Ouedraogo, s'est pour sa part contenté de préciser que «la plupart des victimes sont des civils innocents, des femmes, des enfants, des hommes, des per-

sonnes âgées», lors d'une interview réalisée à l'hôpital de Kaya dimanche et diffusée dans la foule sur les antennes de la télévision nationale. A ses côtés au chevet des centaines de blessés qui y

«Ils ont voulu envoyer un message de dissuasion aux populations qui collaborent avec le régime»

UNE SOURCE SECURITAIRE BURKINABEE

ont été transférés, le ministre de la Sécurité, Mahamadou Sana, a quant à lui admis «plusieurs» morts et blessés dans les rangs de l'armée et des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP, les supplétifs civils de l'armée) et promis une riposte.

Peinant à empêcher la dégradation sécuritaire à travers son pays, le capitaine Ibrahim Traoré avait personnellement encouragé ses compatriotes à creuser des tranchées autour de leurs villages pour limiter les incursions djihadistes et favoriser la riposte de l'armée. «Il faut que tout le monde se mette à la tâche [...] Je ne veux plus entendre «On est attaqués». Vous allez mobiliser vos populations pour creuser des tranchées et vous protéger le temps que les machines [commandées] arrivent chez vous», avait ordonné, fin mai, le jeune président de transition face aux représentants des VDP convoqués pour l'occasion à Ouagadougou.

Depuis son arrivée au pouvoir par un coup d'Etat, fin septembre 2022, le capitaine Traoré a basé sa stratégie de lutte anti-djihadiste sur l'implication – volontaire comme forcée – des civils aux côtés des forces de défense et de sécurité. Une tactique qui a fait flamber les violences car, pour répliquer, le GSIM, qui a

toujours ciblé principalement les forces étatiques et leurs soutiens, a augmenté la cadence et l'ampleur de ses attaques. Depuis l'arrivée au pouvoir de la junte, le groupe djihadiste a ainsi mené plus de 2900 assauts au cours desquels environ 11 700 personnes ont été tuées, selon l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled).

### Un cycle de vengeance infernal

«A Barsalogho, le GSIM a voulu envoyer un message de dissuasion aux populations qui envisagent de collaborer avec le régime. Seuls les civils ayant creusé la tranchée ont été tués, les terroristes n'ont pas poursuivi leur attaque à l'intérieur du village», analyse une source sécuritaire burkinabée. Ce secteur du centre-nord du pays est stratégique pour le GSIM, car il se situe dans un couloir reliant deux de ses zones d'influence: le centre du Mali et le nord du Bénin. Tout comme les localités de Mansila (nord-est) et

de Boungou (est), où une centaine de soldats ont été tués les 11 juin et 8 août.

Les natifs de Barsalogho et les nombreux déplacés qui s'étaient réfugiés dans ce village sont, eux, pris au piège d'un cycle de vengeance infernal depuis le massacre de Yirgou, à 50 km plus au nord. Dans la nuit du 31 décembre 2018 au 1er janvier 2019, près de 210 civils y avaient été tués par des supplétifs de l'armée en représailles à une attaque djihadiste qui les avaient visés. «Le GSIM a toujours promis de venger les civils tués lors de ce massacre. Or beaucoup des VDP impliqués dans le massacre de Yirgou étaient originaires de Barsalogho», glisse la source sécuritaire citée plus haut.

Dès 2018, les civils de Barsalogho furent parmi les premiers à prendre les armes pour aider l'armée face aux djihadistes. Ils ne cessent depuis d'en payer le prix fort: avant ce 24 août, le GSIM avait déjà ciblé plus de 30 fois cette localité, selon Acled. ■

## Avec ses stocks de matières premières, la Chine ne craint plus personne

**GÉOPOLITIQUE** Les réserves chinoises de pétrole, de céréales et de métaux se remplissent rapidement. De quoi atténuer la dépendance de Pékin à l'égard de l'Occident et, par la même occasion, les répercussions d'un éventuel conflit avec Taïwan

JANNIK BELSER, FORREST ROGERS (NZZ)  
X @JannikBelsr

Garder dans sa cave un petit stock de conserves, de pâtes, d'eau minérale et de papier toilette, c'est être prévoyant. La Confédération recommande d'ailleurs une réserve d'une semaine par foyer. Certains vont plus loin et se préparent à une catastrophe imminente. Ils sont souvent considérés comme paranoïaques et peuvent faire l'objet de railleries. Mais lorsque ce sont des États qui accumulent de telles réserves, cela éveille la méfiance. Surtout quand il s'agit d'une grande puissance comme la Chine.

Depuis le début du siècle, l'Empire du Milieu n'a pas cessé d'augmenter ses capacités de stockage. Rien qu'en 2023, le volume des réserves dans ses entrepôts de matières premières a augmenté de 16%, selon le journal britannique *The Economist*. On parle ici de denrées alimentaires, comme les graines de soja ou le maïs, de métaux – du cuivre au nickel – mais également de charbon et de pétrole.

Au port de Dalian par exemple, au nord-est du pays, plus de 300 silos géants sont recensés. Ils contiennent surtout des denrées alimentaires importées. Ce parc logistique s'est beaucoup agrandi au fil des ans au point qu'il est devenu aujourd'hui le plus grand du monde.

### Préparatifs de guerre?

De quoi susciter des questions à Washington, voire des inquiétudes. Les autorités américaines ont consacré une journée en juin à la politique de réserves de la Chine. Dans ce cadre, des scientifiques ont proposé au Congrès américain de lui dédier un programme de surveillance. Un intervenant a d'ailleurs comparé l'approche chinoise à des préparatifs de la Seconde Guerre mondiale. Avant l'invasion de la Pologne en 1939, l'Allemagne nazie avait accumulé suffisamment de cuivre pour maintenir une économie en autarcie pendant neuf mois.

Le gouvernement chinois ne publie pas de données fiables sur ses réserves de matières premières. Mais selon des experts, elles sont bien remplies. Gabriel

Collins, un chercheur du Baker Institute for Public Policy, estime que les réserves chinoises de pétrole peuvent couvrir entièrement les besoins de l'économie chinoise pendant cinq mois en cas d'isolement complet.

Si cet Etat devait rationner sa consommation tout en maintenant des relations d'approvisionnement avec des pays amis, comme la Russie et le Kazakhstan, ses réserves en énergies fossiles lui permettraient de tenir pendant deux à quatre ans, selon Gabriel Collins. «Pourquoi, si ce n'est pour se préparer à l'éventualité d'une guerre, faudrait-il stocker autant de matières premières?» demande-t-il.

«En développant rapidement de telles réserves, le gouvernement répond au fort besoin de sécurité et de stabilité de la société chinoise», estime de son côté Jacob Gunter, du Mercator Institute for China Studies, un institut de recherche privé à Berlin.

### Un idéal de stabilité

Il cite l'exemple de la politique alimentaire chinoise. Pour les céréales, la nation de Xi Jinping a un taux d'autosuffisance d'environ 95%. Mais avec l'augmentation de la prospérité, les habitudes de consommation ont changé. Les importations élevées d'aliments pour animaux, comme le soja, ou de produits de luxe, comme les grains de café, inquiètent le gouvernement.

«Sur les images satellites, on ne voit pas encore d'accumulation suspecte de réserves en mer de Chine méridionale»

JACOB GUNTER, SPECIALISTE DE LA CHINE

Selon des estimations, la Chine possède 60% des réserves mondiales de céréales, alors que moins d'un cinquième de la population mondiale y vit. La grande famine sous Mao, ce précédent historique, expliquerait en partie la politique chinoise aujourd'hui, selon Jacob Gunter.

Pékin cherche aussi à gagner en influence sur les prix des matières pre-

mières, selon le chercheur. Lorsque la peste porcine africaine s'est répandue en Chine dès 2018, réduisant massivement le nombre de pores de boucherie dans le pays, les autorités ont été contraintes de réagir. Elles ont puisé dans leurs stocks de viandes congelées pour inonder le marché afin de ramener les prix à un niveau socialement acceptable.

Les relations commerciales avec les pays occidentaux se sont également dégradées, en particulier pour les industries dont la production dépend de produits technologiques comme les semi-conducteurs.

A partir de quand les réserves de matières premières ne sont-elles plus un garant de stabilité mais une préparation à la guerre? Dans l'immédiat, c'est surtout la question de Taïwan qui s'impose, car Pékin aspire à une «réunification» avec l'Etat insulaire à moyen terme. Jacob Gunter ne pense pas qu'une intervention militaire soit imminente: «Pour une invasion militaire, il faudrait un déplacement massif de matières premières énergétiques et de matériel de guerre. Sur les images satellites, on ne voit pas encore d'accumulation suspecte de réserves en mer de Chine méridionale», dit-il.

Le spécialiste relève toutefois que le ton s'est durci. Lorsque Pékin a annoncé en juillet vouloir développer à l'avenir une industrie de secours dans l'arrière-pays occidental, cela a à nouveau rappelé une politique des années de Mao qui visait à éloigner les secteurs industriels importants de la côte, exposée pour des raisons stratégiques.

«Contrairement aux villes prospères de la côte est de la Chine, il serait nettement plus difficile d'attaquer les montagnes à l'ouest du pays en cas de guerre. Apparemment, le gouvernement accepte un développement industriel inefficace afin de se protéger plus largement contre un scénario d'escalade», selon Jacob Gunter.

L'économie chinoise reste imbriquée dans les économies occidentales. Des contre-mesures économiques, que ce soit à la suite d'une prise de parti plus nette en faveur de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine ou d'une invasion de Taïwan, toucheraient durement l'Empire du Milieu – du moins dans un premier temps. Car chaque année, la Chine se détache davantage de telles dépendances, et réduit ainsi les coûts que générerait une prise de contrôle de Taïwan par la force. ■

## Kiev continue d'avancer, Moscou frappe encore

**GUERRE** L'Ukraine a revendiqué hier le contrôle d'une centaine de localités dans la région de Koursk où elle mène sa contre-offensive. La Russie intensifie les attaques de drones et de missiles et dit progresser à l'est

ATS

L'Ukraine a essuyé de nouvelles frappes russes qui ont fait au moins cinq morts dans la nuit de lundi à mardi, au lendemain d'une des attaques les plus «massives» depuis le début du conflit.

De son côté, Kiev a revendiqué de nouvelles avancées dans la région frontalière russe de Koursk et la capture de 594 prisonniers depuis le début de son incursion surprise il y a trois semaines.

«Les crimes contre l'humanité ne peuvent être commis en toute impunité», a déclaré le président Volodymyr Zelensky dans un message publié sur les réseaux sociaux mardi à propos des frappes aériennes. Le président ukrainien a aussi déclaré hier que ses forces avaient notamment eu recours à des avions de chasse F-16 fournis par les Occidentaux pour contrecarrer l'attaque. Volodymyr Zelensky a aussi répété que le nombre d'appareils reçus par Kiev n'était pas «suffisant».

A la peine sur le front de l'est face à des troupes russes plus nombreuses et mieux équipées, l'Ukraine continue son offensive

sur la région russe de Koursk. Le commandant en chef de l'armée ukrainienne, Oleksandre Syrsky, a déclaré hier que ses forces avaient réalisé de nouvelles avancées et qu'elles contrôlaient désormais 100 localités sur une superficie de 1294 km² dans cette région. Il a également affirmé que Moscou avait redéployé quelque 30 000 soldats pour tenter de contrer l'incursion ukrainienne.

**A proximité d'une centrale nucléaire**

En visite dans la région, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a souligné hier le danger posé par la proximité des combats avec la centrale nucléaire de Koursk. «Une centrale nucléaire de ce type si proche du point de contact ou d'un front militaire est un fait extrêmement grave», a déclaré Rafael Grossi.

Hier matin, le gouverneur de la région russe de Belgorod, frontalière de l'Ukraine et voisine de Koursk, a par ailleurs dit avoir reçu des informations faisant état d'une nouvelle tentative d'incursion des forces armées ukrainiennes.

La Russie continue néanmoins de réaliser des gains réguliers sur le front est, qui demeure l'épicentre des combats. Elle a revendiqué hier la capture d'un nouveau village ukrainien, celui d'Orlivka, près de la ville stratégique de Pokrovsk. ■

### EN BREF

#### Coup d'Etat raté en RDC: peine de mort requise contre 50 prévenus

La peine de mort a été requise hier contre 50 personnes, dont trois Américains, poursuivies pour une «tentative de coup d'Etat» le 19 mai en République démocratique du Congo, une demande jugée «très sévère» par la défense, qui doit plaider vendredi. Au petit matin du 19 mai, plusieurs dizaines d'hommes avaient attaqué le domicile du ministre sortant de l'Economie, Vital Kamerhe, devenu depuis président de l'Assemblée nationale, avant d'investir le palais de la Nation, abritant des bureaux du président Félix Tshisekedi. AFP



# «De toute façon, nous avons déjà tout perdu»

**PROCHE-ORIENT** Israël a envoyé de nouveaux ordres d'évacuation dans le centre de la bande de Gaza. Dans le plus grand hôpital encore fonctionnel de ce secteur, c'est la panique. Et l'ONU a été obligée d'interrompre ses opérations

ALICE FROUSSARD (JÉRUSALEM),  
EN COLLABORATION AVEC MOHAMED  
EBEID (GAZA)

✉ @alicefrsd

Amna Abdallah se faisait soigner à l'hôpital Al-Aqsa de Deir al-Balah, l'un des derniers hôpitaux encore fonctionnel du centre de la bande de Gaza ravagée par la guerre. Il y a plusieurs semaines, une de ses jambes a été écrasée par les débris de la maison où elle était déplacée. Le bâtiment s'est effondré sur elle après un bombardement. Plusieurs de ses os sont cassés et Amna a dû être amputée.

«Où devons-nous aller? Je ne peux plus marcher»

Cette Palestinienne d'une cinquantaine d'années pensait rester en convalescence dans cette petite salle de l'hôpital où se trouvaient une dizaine d'autres blessés, entourés de leurs familles. Mais son lit d'hôpital, elle avec, et des centaines d'autres patients, ont été évacués lundi. Ordre d'Israël qui a signalé une possible opération terrestre dans le secteur. Tous ont fui, craignant d'être engloutis dans les combats.

«Je ne sais pas comment je vais pouvoir continuer à être suivie», soupire Amna. Où devons-nous aller? Je ne peux plus marcher, les routes ne sont pas sécurisées, et ce n'est pas comme s'il y avait d'autres hôpitaux fonctionnels à proximité. Tout le monde est parti à la hâte, sans savoir

où aller. Elle décrit l'agitation du service hospitalier, vidé en à peine quelques heures. Certains accompagnants couraient avec des béquilles à la main, d'autres poussaient des lits médicaux ou portaient leurs proches blessés. «Désormais les couloirs de l'hôpital sont plutôt vides», confirme Khalil Degran, porte-parole du

Ministère de la santé de Gaza qui était sur place encore lundi en fin d'après-midi. L'homme exhorte la communauté internationale à agir et demande la protection de tous ceux qui se trouvaient dans l'hôpital – les patients, le personnel médical et les déplacés. «À l'intérieur, il reste des chaises roulantes vides, et il manque des matelas sur la plupart des lits car les gens les ont pris en évacuant les patients. Chacun se débrouille à sa façon, car il n'y a pas vraiment d'endroit sécurisé ici.»

A Gaza, la situation empire. Deir al-Balah était jusqu'ici une zone relativement épargnée mais depuis plusieurs jours, les évacuations ont lieu quotidiennement. Quatre écoles du secteur ont également été vidées de leurs occupants. D'après les données de l'ONU, les déplacés palestiniens ne sont plus concentrés que sur 11% des 365 kilomètres carrés de la bande de Gaza. Il faut dire que le mois d'août a été celui durant lequel l'armée israélienne a délivré le plus grand nombre d'ordres d'évacuations: 16 depuis le début du mois, émis en moyenne tous



Des patients quittent l'hôpital Al-Aqsa après qu'Israël a signalé une possible opération terrestre dans le secteur. (DEIR AL-BALAH, 25 AOÛT 2024/ABDEL KAREEM HANA/AP PHOTO)



Carte: Le Temps

les deux jours, entraînant le déplacement forcé de plus de 250 000 personnes.

«À chaque fois, ce sont des tracts qui tombent du ciel, un appel téléphonique ou encore un message Facebook posté par l'armée. Dessus, il y a une carte de Gaza, des blocs et des petits numéros: vous devez identifier votre zone et voir si elle est concernée ou non. Et ça... eh bien ça peut changer votre vie en un instant», soupire Mohammad Abou Dakka, la trentaine, travailleur humanitaire pour une organisation internationale, originaire de Khan Younés mais déplacé à Al-Mawasi. L'armée israélienne estime de son côté que ces déplacements

sont «nécessaires», affirme que le « Hamas lance des roquettes depuis les zones humanitaires » et précise que « les hôpitaux et les écoles » ne font pas partie des évacuations. Mais à l'hôpital Al-Aqsa, la plupart des déplacés ont fui après avoir entendu une explosion à quelques centaines de mètres ou par peur que l'établissement devienne la cible d'un raid militaire de grande envergure. Tous se rappellent les scènes dévastatrices d'incursions de soldats dans les hôpitaux de Gaza.

«Le seul moyen d'aider, c'est un cessez-le-feu»

Ces mouvements n'épuisent pas que la population: ils rendent également impossible le travail des humanitaires. L'ONU a été obligée d'interrompre ses opérations sur place. «Sur le plan pratique, nous ne pouvons plus fonctionner: toutes les opérations ont été extrêmement réduites car quasi plus aucune aide n'entre via Kerem Shalom», explique Sam Rose, directeur de la planification de l'UNRWA. Il souligne que son organisation ne part pas. «En revanche, nous estimons que les personnes à qui nous devons apporter une aide alimentaire en août seront privées de nourriture», déplore-

t-il, alors que la malnutrition atteint des niveaux record chez les plus jeunes. L'UNRWA n'est pas l'unique concernée: quasi toutes les équipes des ONG internationales doivent revoir leurs actions, évacuer leur personnel et leurs familles. «Notre capacité à opérer à Gaza s'est restreinte en à peine quelques mois», confirme le responsable logistique d'une grande organisation médicale qui opère sur place et préfère rester anonyme. «Et cela arrive au moment où le système humanitaire dans son ensemble aurait besoin de toutes les ressources possibles

pour faire face aux problèmes de la population. Le seul moyen de l'aider effectivement, c'est un cessez-le-feu.»

Sur place, depuis l'annonce de l'interruption des opérations des Nations unies, il règne un mélange d'angoisse, de désespoir, de lassitude. Et parfois, le sarcasme prend le dessus. «Les humanitaires vivent ce que nous vivons depuis plus de dix mois», lâche Ibrahim Hussein, 22 ans, dans le nord de Gaza. S'ils suspendent leurs opérations, nous ne le verrons pas immédiatement. Et de toute façon, nous avons déjà tout perdu.»

## SUR LE FIL

■ L'armée israélienne a annoncé hier avoir sauvé un otage, Kaid Farhan Alkadi, 52 ans, originaire de Rahat, une ville bédouine du désert du Néguev, lors d'une opération complexe dans le sud de la bande de Gaza. ATS

■ Au moins 11 Gazaouis, dont au moins trois enfants d'une même fratrie, ont été tués dans des bombardements israéliens dans deux camps de réfugiés dans le centre et le secteur de Khan Younés (sud). Hier, Israël a mené de nouvelles frappes meurtrières et a multiplié les ordres d'évacuations, aggravant selon l'ONU la catastrophe humanitaire en cours dans le territoire assiégé. ATS

PUBLICITÉ

## WEBINAIRE

Mardi 3 sept. 2024, de 15h à 16h

## Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la LPP

Futurs retraités ou employeurs, la votation sur la prévoyance professionnelle du 22 septembre nous concerne tous. Encore faut-il en maîtriser les tenants et les aboutissants. Taux de conversion, déduction de coordination, bonifications... Des experts répondront à vos questions. Rendez-vous sur [events.letemps.ch/webinaire-lpp](https://events.letemps.ch/webinaire-lpp)



SCHWEIZERISCHER ARBEITSGEBERVERBAND  
UNION PATRONALE SUISSE  
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI  
Avec le soutien de



LE TEMPS  
Organisateur



# 6 Suisse

## Les profs de l'école enfantine vaudoise tirent la sonnette d'alarme

**INSTITUTION** Un collectif d'enseignants et enseignantes – des femmes à une écrasante majorité – a déposé hier une pétition pour alerter sur «le manque criant de moyens» dans leur métier

ATS

Les enseignantes des classes de 1-2P s'alarment des difficultés croissantes de leur métier où elles rencontrent de plus en plus d'élèves en souffrance et aux comportements problématiques. Appuyées par les syndicats, elles ont remis hier au Grand Conseil vaudois une pétition munie de plus de 2225 signatures qui réclame plus de moyens pour encadrer les jeunes élèves.

En juin dernier, après une année scolaire difficile, un collectif d'enseignantes et d'enseignants – des femmes à une écrasante majorité – s'est créé pour tirer la sonnette d'alarme concernant «le manque criant de moyens» pour accompagner les élèves de 4 à 6 ans dans leur début de scolarité. Il a lancé une pétition qui décrit la difficile réalité du terrain et énumère sept revendications.

### Troubles et violences

Dans de nombreuses classes, il y a des élèves aux comportements problématiques, qui ont une grande violence en eux. Chez certains, des troubles ont été identifiés (autisme ou hyperactivité) mais l'aide apportée est «clairement insuffisante». Chez d'autres, aucun diagnostic n'a encore été posé. Une prise en charge par un spécialiste doit être lancée, mais elle tarde souvent à se mettre en place parce que tous les services sont débordés, relate la pétition.

Pour toutes sortes de raisons, des enfants subissent des violences, d'autres sont angoissés et ceux qui vont plutôt bien doivent subir en classe un «nombre incalculable» de mélodrames et de crises. «Nous avons l'impression que l'Etat nous abandonne», écrivent-elles.

«Le constat était assez unanime. Nous vivons toutes et tous la même chose dans nos classes. Et nous avons eu besoin de dire ce qu'il se passait et d'alerter», a expliqué Anne Maillard, membre du collectif. Les pétitionnaires réclament notamment un co-enseignement – soit deux enseignants par classe – les quatre matins où les 1-2P sont ensemble. ■

### MAIS ENCORE

**A Schwanden, l'une des catastrophes les plus coûteuses de Suisse**

Les glissements de terrain survenus il y a un an à Schwanden (GL) constituent l'une des catastrophes naturelles locales les plus coûteuses qu'ait connues la Suisse. La facture se chiffre en dizaines de millions de francs, dont 18 millions devront être couverts par la commune de Glaris-Sud, indiquait hier cette dernière. (ATS)

# Genève vote sur une nouvelle baisse fiscale pour choyer ses entrepreneurs

**SCRUTIN** Attaquée par un référendum, la réforme de l'imposition de l'outil de travail doit bénéficier aux patrons salariés de leur entreprise. Depuis 2020, ils ont déjà obtenu une baisse sur le bénéfice et les dividendes, et peut-être, bientôt, sur le revenu

MARC GUENIAT

Il y a au moins une chose sur laquelle s'accordent partisans et opposants à la réforme de l'imposition de l'outil de travail des entrepreneurs, soumise au vote à Genève le 22 septembre: le débat démocratique doit avoir lieu. Aussi ont-ils modifié l'horaire de leur conférence de presse respective ce mardi, qui devait initialement se chevaucher.

Combattue par la gauche en référendum, la loi est en fait une réduction de l'impôt sur la fortune. Elle concerne la part du patrimoine des personnes qui détiennent 10% au moins des actions de l'entreprise qui les emploient à titre principal, pour autant que ces titres ne soient pas cotés en bourse. Ultime condition: être domicilié à Genève.

Cette proposition constitue une priorité du Conseil d'Etat, qui a déposé un projet sitôt entré en fonction en juin 2023. Le Grand Conseil l'a suivi en janvier, moyennant une petite retouche. Le rabais d'impôt atteint 80% pour les actions dont la valeur ne dépasse pas 10 millions de francs, et 40% au-delà. Sur la base de l'année de 2021, le Département des finances évalue la perte de recettes à 27,9 millions pour l'Etat de Genève et à 5,4 millions pour les communes.

### Une fortune «fictive»

Toute la droite y est favorable. Et ce sont les faitières économiques qui la défendent avec le plus d'ardeur. Devant la presse, réunie dans les locaux de Devillard SA, firme qui fournit des équipements de bureau, son patron Claude Devillard explique que la taxation de l'outil de travail est une forme d'injustice puisque la valorisation fiscale du siège social et des biens qui s'y trouvent est parfois estimée à un niveau supérieur à la valeur comptable de ceux-ci. Il s'agit d'une fortune «fictive».

A ses côtés, Isabelle Harsch, qui a racheté à son père en 2015 l'entreprise Henri Harsch HH SA, précise que son «patrimoine immobilisé», ou «illiquide», se compose de quelque 60 camions et dépôts. Ils ne permettent pas de s'offrir une voiture ou un chalet. Si bien qu'elle a dû parfois extraire des ressources de l'entreprise, par exemple sous forme de dividende, pour s'ac-

quitter de cet impôt alors qu'il vaudrait mieux investir. Les deux entrepreneurs n'ont pas donné de chiffres précis sur le «soulagement» que leur procurerait cette réforme, mais ont avancé «quelques dizaines de milliers de francs» d'impôts en moins. Mais l'essentiel est ailleurs pour les associations patronales. Philippe Fleury de la FER note que «Genève étant le canton qui exploite le plus le potentiel fiscal, il s'agit d'accroître sa compétitivité».

### La fin d'un cycle?

Après avoir baissé, ces quatre dernières années, l'impôt sur le bénéfice et la taxation des dividendes, avec l'acceptation probable de la réforme de l'outil de travail et bientôt, peut-être, de l'impôt sur le revenu des personnes, arrive-t-on au bout d'un cycle ou les faitières envisagent-elles d'autres projets? «Nous sommes, en effet, au bout d'un cycle, répond Philippe Fleury. D'autres cantons nous envient le fait que les choses bougent à Genève.» Embrayant, Vincent Subi-

## «C'est l'impôt de trop»

**TÉMOIGNAGE** A la tête d'une entreprise de culture maraîchère, Georges Vuillod pose un diagnostic sur une fiscalité lourde qui l'empêche d'investir autant qu'il le voudrait. Dans un secteur hyper-concurrentiel, c'est d'autant plus difficile

LAURE LUGON ZUGRAVU

✉ @laurelugon

«L'imposition de l'outil de travail, c'est l'impôt de trop.» Dans son bureau au-dessus de ses locaux de conditionnement des légumes, au cœur de la campagne genevoise dans la commune de Bardonnex, Georges Vuillod témoigne de sa réalité d'entrepreneur avant de retourner aux affaires de la terre. Il est préoccupé.

Dans la famille Vuillod, on a le maraîchage dans le sang. A 56 ans, il est le représentant de la troisième génération à la tête de l'entreprise, et la quatrième se prépare. «Quatre générations d'épargne, de construction de l'outil de travail», pour une exploitation de 80 hectares de cultures et qui emploie 50 collaborateurs. PAV SA cultive, conditionne et vend les légumes. Les Vuillod produisent des légumes bios et conventionnels, vendus dans les grandes surfaces, les collectivités publiques (écoles, crèches, hôpitaux), en partenariat avec l'Union maraîchère de Genève (UMG),

lia de la CCIG souligne que le canton «revient de très loin». «De plus, renouer avec une fiscalité plus douce ne se fait pas au détriment de l'arsenal social», plaide-t-il.

A gauche, le son de cloche est autre. A l'origine, elle n'était pas défavorable à cette réforme, ce qui est visible dans le rapport de la commission fiscale. Alors, pourquoi avoir finalement lancé ce référendum? Député socialiste, Sylvain Thévoz l'attribue au «dogmatisme de la droite»: «Nous voulions entrer en matière, exprimer notre compréhension, afin de trouver un compromis sur le vaste chantier mené en parallèle: la baisse de l'impôt sur le revenu.»

Cela n'a pas été possible. La majorité du Grand Conseil a adopté à marche forcée cette baisse générale d'impôt, estimée à 434 millions de francs pour l'Etat et les communes. La définition de «classe moyenne», à qui elle est censée profiter prioritairement, est plutôt large, puisque la baisse atteindra 11,3% pour un couple marié disposant d'un revenu imposable de 410 775 francs. Ce

une coopérative qui assure la commercialisation et permet aux agriculteurs de mutualiser les ressources et d'écraser les coûts. Depuis quelques années, PAV fabrique aussi des soupes, des tapenades et prépare des légumes prêts à l'emploi. Entendez les carottes tordues et autres étrangetés qui ne plaisent pas au consommateur. Ainsi, 7 à 8% de légumes sont récupérés au lieu d'être détruits pour défauts esthétiques.

### Se verser des dividendes pour payer le fisc

Avec le système actuel d'imposition, Georges Vuillod est coincé aux entourloupes. «Il est arrivé qu'on ait dû se verser des dividendes pour payer l'impôt.» Beaucoup d'entreprises en effet ne disposent pas des liquidités suffisantes pour contenter le fisc, car l'impôt sur l'outil de travail est basé sur l'estimation de la valeur supposée de l'entreprise qu'on taxe une seconde fois: «C'est un impôt utopique parce qu'il repose sur des éléments peu solides. Il y a mieux à faire avec cet argent, qui pourrait servir à augmenter les ressources et l'emploi», poursuit le cultivateur.

L'outil de travail de sa société, ce sont des terrains, des tracteurs, des récolteuses, des planteuses, des machines à emballer les légumes, des véhicules de livraison. Des investissements extrêmement lourds qui, au fil des années,

quifera l'objet d'un autre vote populaire en novembre. En attendant, l'outil de travail est combattu. Réunie sous la bannière de la Plateforme pour la justice fiscale, la gauche y voit un cadeau octroyé sans contrepartie. Il a été demandé notamment de lier la baisse d'impôts à la création de places d'apprentissage ou de la plafonner à une valeur de 30 millions de francs. «Résultat: pour eux», fait valoir le syndicaliste du SIT Jean-Luc Ferrière.

A l'inverse, 23 grands patrons vont économiser, toujours en moyenne, 500 000 francs d'impôts. De qui s'agit-il? Secret fiscal oblige, on l'ignore. Un expert consulté en commission exclut la plupart des banquiers privés de l'équation. Par contre, la conseillère d'Etat chargée des Finances, Nathalie Fontanet, a admis que la baisse avantage les entreprises réalisant des bénéfices élevés. ■

représentent des millions de francs. «Ce calcul hypothétique de la valeur de ma société tient aussi compte de cela. Mais si, par hypothèse, je voulais vendre, je ne suis pas sûr qu'on m'en donnerait le montant de la valeur fiscale. Car dans le secteur agricole, le risque est très élevé.» Si cette réforme passe, c'est plus de 50 000 francs qu'il épargnera et pourrait réinvestir au lieu de nourrir les caisses de l'Etat. «Nous devons renouveler notre flotte de véhicules, explique le patron. Mais la surtaxe pour des véhicules électriques est élevée et ne va pas nous amener un franc de plus. Sans alléger la fiscalité, nous ne pouvons pas nous le permettre et allons au plus rentable.»

De surcroît, la concurrence dans le secteur est rude et la pression des prix, forte. «Nous sommes dans un domaine extrêmement concurrentiel, y compris vis-à-vis du reste de la Suisse, explique l'entrepreneur. L'écart entre Genève et Zurich en termes de temps de travail et de coûts représente 25%! Cet impôt handicape encore plus notre capacité à être concurrentiel.» D'autant plus que les agriculteurs genevois ont aussi dû digérer le salaire minimum agricole. «Si le peuple accepte cette réforme, au moins serons-nous en phase avec le canton de Vaud sur le plan fiscal.» Réponse le 22 septembre dans les urnes. ■

# Au Tessin, le président du Tribunal pénal sous le feu des critiques

**TENSIONS** Depuis des mois, le climat au sein de la magistrature pénale cantonale est toxique. La publication récente d'une photo à caractère sexuel envoyée par son président à une secrétaire ajoute au malaise, alors que les appels à la démission se multiplient

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LOCARNO

Face à l'ambiance délétère qui s'est installée depuis des mois entre les cinq juges du Tribunal pénal (TP) tessinois, la pression augmente pour que son président, Mauro Ermani, s'en aille. Tout a commencé ce printemps, lorsque le Conseil de la magistrature a été saisi. Dans un premier temps, les juges Siro Quadri et Francesca Verda Chiochetti lui ont signalé une affaire de mobbing présumé à l'encontre d'une secrétaire. Leurs trois collègues – Mauro Ermani, son vice-président Marco Villa et Amos Pagnamenta – ont riposté en saisissant eux aussi l'instance. Estimant leur honneur entaché, Siro Quadri et Francesca Verda Chiochetti ont encore contre-attaqué le mois dernier en déposant une plainte pénale pour diffama-

tion auprès du Ministère public tessinois. Parmi les documents qu'ils ont transmis figure une photo qui a soulevé l'indignation dans le canton.

### Comportement inacceptable

Publiée récemment par *La Regione*, elle montre une femme assise sur un banc entre deux imposantes sculptures de pénis et porte une légende jouant sur les mots: «*Ufficio penale*» [bureau des poursuites pénales]. Mauro Ermani l'aurait envoyée à la victime présumée de mobbing via WhatsApp. Un comportement jugé inadmissible de la part du président de la vénérable institution, à l'encontre de qui les demandes de démissions se multiplient désormais.

La situation est «triste et délétère pour l'image de la justice cantonale», estime Fiorenzo Dadò, président du Centre tessinois et de la Commission justice et droits au législatif cantonal. «La valeur de celle-ci ne dépend pas que de la qualité du travail qui s'y fait, mais aussi par la perception qu'ont les citoyens de leurs magistrats.»

Pour lui, il est inacceptable qu'un juge qui doit traiter des affaires de crimes

contre l'intégrité des personnes se permette d'envoyer des photos obscènes à une secrétaire. «Il est évident qu'une réflexion sérieuse doit être menée. S'il s'agissait d'un politique, les demandes de démission seraient probablement arrivées le jour même.»

## «L'image des institutions judiciaires cantonales ne sortira pas indemne de cette affaire»

NORMAN GOBBI, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT TESSINOIS DES INSTITUTIONS

Lundi, la Commission justice et droits s'est réunie de manière extraordinaire pour discuter de cette situation «grave et préoccupante». «Nous souhaitons que les enquêtes administrative et pénale se fassent dans les délais les plus brefs», signale Fiorenzo Dadò. «Beaucoup d'infor-

mations sont parues dans la presse, mais rien d'officiel n'a été communiqué par les organes responsables.»

La commission a demandé un point de la situation au Conseil de la magistrature et à l'avocate Maria Galliani, chargée par le Conseil d'Etat de faire la lumière sur la situation au sein de l'institution judiciaire. La nomination de l'avocate spécialisée dans les affaires pénales a été critiquée de toute part, ses clients étant jugés par le TP. Par souci d'indépendance, le gouvernement tessinois a donc décidé de confier le dossier pénal au procureur en chef adjoint des Grisons, Franco Passini.

«Cette histoire va mal se terminer, soutient Norman Gobbi (Lega), directeur du Département tessinois des institutions. Le fonctionnement même du Tribunal pénal cantonal est menacé, car ces cinq juges sont appelés à cohabiter. L'image des institutions judiciaires cantonales ne sortira pas indemne de cette affaire.»

Après la publication de l'image compromettante, le parti d'extrême gauche Mouvement pour le socialisme (MPS) a écrit une lettre ouverte au parlement pour demander que l'activation de la

Haute Surveillance (*Alta Vigilanza*, le contrôle politique d'un organe de l'Etat) soit discutée lors de sa session du 16 septembre, «vu la gravité et l'urgence de la situation».

La missive indique le juge Ermani s'est régulièrement retrouvé sous les feux de la rampe ces dernières années pour des comportements «honteusement sexistes» et «inacceptables, a fortiori quand ils sont commis par quelqu'un occupant une fonction aussi importante».

«Qu'un juge envoie un message à caractère pornographique à une secrétaire est intolérable. Cela va à l'encontre du bon sens, mais aussi de la loi», observe Matteo Pronzini, député du MPS au Grand Conseil. Il ajoute qu'il est inadmissible que le juge Ermani présidait ce lundi encore un procès lié à un délit de nature sexuelle.

Cette affaire illustre le caractère décadent de la magistrature tessinoise, avance-t-il encore. «Cette déchéance résulte de la division partisane des postes au sein du pouvoir judiciaire propre au canton. Les juges ne devraient pas être élus par les partis politiques.» ■



# L'AVS en passe de devenir plus égalitaire

**RENTES** Les bonifications éducatives doivent être attribuées en totalité à la personne du couple qui a baissé son temps de travail, estime le Tribunal cantonal neuchâtelois. Cela permettra à de nombreuses femmes de ne plus être pénalisées au moment de leur retraite

AINA SKJELLAUG

En Suisse, 90% des travailleurs qui réduisent leur taux d'activité salariale pour élever leurs enfants sont des femmes. Des bonifications éducatives sont attribuées par l'AVS pour compenser les différences au moment de la retraite, mais elles sont partagées entre les deux conjoints, et n'entrent donc uniquement que pour moitié dans le calcul de la rente AVS si une femme prend sa retraite avant son mari. Cette inégalité est sur le point de changer.

Le directeur de Pro Familia Philippe Gnaegi a recouru personnellement contre une décision de la caisse de compensation appliquant cette disposition, invoquant le fait que lui-même avait continué à exercer son activité professionnelle à 100% et que son épouse avait réduit son taux d'activité pour s'occuper de leurs trois enfants.

Ainsi, dans le cas d'espèce, seule l'épouse qui avait atteint l'âge de la retraite, et qui avait réduit son taux d'activité à l'arrivée de ses enfants, subissait les conséquences financières de l'application de cette disposition sur sa rente AVS. Dès lors, le recourant a souhaité que les bonifications éducatives soient attribuées en totalité, jusqu'à l'âge légal de sa retraite, à son épouse.

## Une présomption de discrimination

Le Tribunal cantonal de la République et canton de Neuchâtel a soutenu cette argumentation, ce qui devrait permettre à beaucoup de femmes – ou d'hommes – en Suisse, qui ont diminué leur taux d'activité professionnelle durant une certaine période pour s'occuper de leurs enfants, de ne pas être pénalisées. La Cour a estimé, dans le cas d'espèce, que le partage pour moitié des boni-

fications éducatives constituait une présomption de discrimination indirecte envers les femmes, qui réduisent leur taux d'activité pour s'occuper du ménage et des enfants.

**«Certes, c'est une instance cantonale qui a tranché, mais des rentiers d'autres cantons pourront s'en prévaloir»**

PHILIPPE GNAEGI, DIRECTEUR DE PRO FAMILIA

Philippe Gnaegi se réjouit de ce changement de paradigme «qui impliquera la révision de nombreuses rentes de vieillesse en Suisse». «Certes, c'est une ins-

tance cantonale qui a tranché, mais des rentiers d'autres cantons pourront s'en prévaloir tant que leurs autorités ne prennent pas de décision contraire, prédit le directeur de Pro Familia. J'espère également que des parlementaires fédéraux s'empareront de ce cas pour modifier la loi sur l'AVS qui, sur ce point-là, va à l'encontre de l'égalité entre hommes et femmes.»

## Corriger cette inégalité au niveau fédéral

Du côté socialiste, la conseillère nationale Valérie Pillar Carrard salue cette décision qui rétablira une égalité de traitement. «Ces bonifications éducatives doivent profiter à la personne du couple qui a baissé son taux de travail, c'est leur raison d'être.» L'élue profitera de la rentrée parlementaire pour aborder avec son groupe politique cette «présomption de discrimination» telle qu'elle a été présen-

tée par le Tribunal cantonal de la République et canton de Neuchâtel. «Cela suscitera des discussions, et nous pourrions interpellier l'Office fédéral des assurances sociales dans l'optique de corriger cette inégalité.» Selon la politicienne, il faut que cette discrimination soit rétablie au niveau fédéral.

Même son de cloche de la part de Céline Amaudruz. «Tout ce qui permet de rendre ce premier pilier de prévoyance vieillesse, qui est censé être le plus social, juste et égalitaire, ne peut être qu'une bonne nouvelle et je m'en réjouis», s'exclame la conseillère nationale UDC.

«La réalité d'une femme qui réduit son temps de travail pour se dévouer à ses enfants doit le moins possible lui être imputée au moment de sa retraite, qui sera déjà moindre qu'un homme qui a continué à travailler à 100%. J'espère que cette décision fera un jour jurisprudence, j'ose

1574

C'est, en francs, la rente moyenne des femmes mariées – lorsque l'autre partenaire n'y a pas encore droit. Celle des hommes s'élevant, elle, à 2047 francs.

imaginer que certains partis de gauche s'empareront de ce cas pour rectifier la loi sur l'AVS, et à titre personnel, je les soutiendrai», garantit-elle.

Selon le rapport annuel statistique de l'AVS 2023, parmi les personnes mariées, lorsque l'autre partenaire n'a pas encore droit à une rente, la rente moyenne des femmes, en raison de leur parcours professionnel, s'élève à 1574 francs, alors que celle des hommes est de 2047 francs. ■

## Davos prise au cœur de nouvelles tensions antisémites

**GRISONS** Un juif orthodoxe s'est fait agresser et cracher dessus en pleine rue vendredi dernier dans la station alpine. C'est un nouveau revers dans cette bataille de longue date pour réconcilier la communauté avec le village

BORIS BUSSLINGER, ZÜRICH  
X @BorisBusslinger

Il fait nuit à Davos alors qu'Eli K, juif orthodoxe d'origine britannique, remonte paisiblement la Promenade, l'avenue principale de la ville, à destination de son hôtel. Aux alentours de 1h du matin, «comme sorti de nulle part», ainsi que le jeune homme de 19 ans a conté son histoire dans un journal grison, deux hommes d'une trentaine d'années le prennent à partie, commencent à le frapper, arrachent sa kippa et lui crachent dessus. Le Londonien, qui n'a pas été blessé dans l'incident, parvient à prendre la fuite et se réfugie dans son établissement. Derrière lui, ses agresseurs hurlent «Free Palestine».

L'homme a porté plainte. L'épisode fait les gros titres à Davos, lieu de villégiature prisé par la communauté juive orthodoxe, où les autorités tentent depuis des années d'apaiser la situation à la suite d'une recrudescence d'incompréhensions mutuelles et autres scandales antisémites.

### «L'incident de la luge»

C'était en février dernier. Le gérant d'un magasin de sport de Davos suscitait une polémique nationale (voire internationale) après avoir suspendu un écriteau en hébreu excluant la location de matériel de sport aux juifs – «l'incident de la luge», comme l'ont nommé les médias allemands. Malgré ses excuses, ce dernier a été reconnu coupable de discrimination par refus de prestation en raison de la race, de l'ethnie ou de la religion par la justice grisonne le mois dernier. L'occasion de tourner la page, espérait Davos.

Quelques semaines plus tard, la problématique antisémite est de retour. «J'ai rencontré la victime hier, il se porte bien», rassure Jonathan Kreutner, le secrétaire général de la Fédération suisse des communautés israéliques (FSCI), qui a décidé de passer la semaine sur place «afin d'échanger avec les touristes et la population». L'atmosphère est «calme», précise ce dernier. Eli K a d'ailleurs décidé de poursuivre ses vacances dans le vil-



La Fédération suisse des communautés israéliques gère le projet Likrat depuis 2019 et encourage la compréhension mutuelle entre les hôtes et les visiteurs juifs, comme ici, lors d'une promenade de deux concernés au bord du lac de Davos. (DAVOS, 26 AOÛT 2024/GIAN EHRENZELLER/KEYSTONE)

lage grison. L'Anglais connaît bien l'endroit, dont il a fréquenté l'école talmudique durant deux ans. Sans jamais être inquiété de la sorte.

**«Il ne faut pas confondre ce qui s'est passé vendredi dernier avec la situation générale à Davos avec les touristes juifs qui, elle, est bonne»**

JONATHAN KREUTNER, FÉDÉRATION SUISSE DES COMMUNAUTÉS ISRAÉLITES (FSCI)

«Les événements antisémites se multiplient malheureusement en Suisse, regrette Jonathan Kreutner. Le pays était jusqu'ici particulièrement épargné par le phénomène. Mais depuis le 7 octobre, les incidents

ont décuplé. Les juifs sont rendus responsables de ce qui se passe à Gaza.»

A Davos, les frictions sont cependant largement antérieures au réveil du conflit israélo-palestinien. En 2019, après avoir constaté que le dialogue pouvait être «amélioré» entre la communauté juive et le reste de la population, la FSCI et la région de Davos lançaient un projet commun destiné à apaiser les tensions. Avec un succès modéré.

En août 2023, l'office du tourisme de la station dénonçait unilatéralement la collaboration, arguant par la voix de son ancien directeur, Reto Bransch, que «les hôtes juifs étrangers ne respectent pas les formes minimales de respect». Pour ne pas rester sur un échec, et avant même «l'incident de la luge», une task force menée par l'ancien diplomate suisse Michael Ambühl était constituée dans la foulée. Ses résultats ont été publiés en juillet.

Dans une feuille de route en dix points, celle-ci préconise l'implication d'un rabbin auprès de la communauté, la présence d'une douzaine de médiateurs dédiés en ville, la publica-

tion de nouvelles brochures d'information, la mise en place d'un point de contact central afin de régler les éventuels conflits durant l'été. Ou encore la mise en place d'un réseau dans les pays d'origine des touristes juifs orthodoxes – généralement pointés du doigt par les locaux comme les moins courtois – afin de les informer des us et coutumes en vigueur avant leur arrivée en Suisse. Or, estime Jonathan Kreutner, l'exercice n'a pas été vain: «Il ne faut pas confondre ce qui s'est passé vendredi dernier, qui est un acte d'antisémitisme pur, qu'on ne peut malheureusement pas forcément empêcher, avec la situation générale à Davos avec les touristes juifs, qui est bonne. Les mesures recommandées par la task force fonctionnent.»

Ne reste plus qu'à espérer que l'harmonie se maintienne. Dans une interview accordée l'année dernière à la NZZ, un membre octogénaire de la communauté juive orthodoxe zurichoise soulignait que le débat autour des incompréhensions régulières entre sa communauté et les habitants de Davos était peu ou prou le même dans les années 1970. ■

## EN BREF

### La guerre des chiffres sur la LPP s'intensifie

La bataille de chiffres sur la réforme de la LPP, en votation le 22 septembre, continue. Les pertes de rentes toucheront beaucoup plus de monde qu'annoncé par le Conseil fédéral, affirme l'Union syndicale suisse (USS), sur la base de ses calculs. La Confédération s'en tient à ses modèles. «Il s'agit d'une votation absolument fondamentale pour la population, qui touche tout le monde», a déclaré hier Daniel Lampart, chef économiste de l'USS. Les chiffres publiés par la Confédération «enjolivent considérablement la situation et l'effet sur les rentes de retraite», selon lui. Alors même que l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) s'est déjà trompé sur les perspectives financières de l'AVS. ATS

### La cadence du Léman sera renforcée dès lundi

Dès lundi, la cadence du Léman Express sera renforcée. Les trains circuleront tous les quarts d'heure entre la ville française d'Annemasse et Coppet (VD) du lundi au samedi jusqu'à minuit et les dimanches jusqu'à 22h, dans les deux sens. Le renforcement des cadences entre Genève et Coppet du lundi au samedi à partir de 22h et le dimanche toute la journée permet d'offrir aux passagers des horaires homogènes entre Coppet et Annemasse, indiquait hier le Département de la santé et des mobilités du canton de Genève. Actuellement, la cadence est à la demi-heure le dimanche et après 20h. ATS

### Le tunnel du Mont-Blanc fermera quinze semaines

Le tunnel du Mont-Blanc fermera du 2 septembre au 16 décembre pour lancer des travaux de rénovation profonds sur sa voûte, ont annoncé hier les sociétés concessionnaires. Construit il y a 60 ans, emprunté quotidiennement par des milliers de véhicules, l'ouvrage bidirectionnel d'une longueur de 11,6 km arrive à une période où il «nécessite des travaux de génie civil de grande ampleur», note la société d'exploitation TMB-GEIE dans un communiqué, relayé par les concessionnaires français Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc (ATMB) et italien SITMB. Ce «chantier test» consiste en des travaux expérimentaux «qui permettront d'identifier le meilleur mode opératoire pour la suite». ATS



# Clause de sauvegarde et bilatérales, un équilibre nécessaire

ALLO BRUXELLES, ICI BERNE

Commençons par trois faits: la Suisse est un pays extrêmement attractif au cœur de l'Europe. Elle n'est pas membre de l'UE et n'a pas l'intention de le devenir. La Suisse et l'UE ont réglé leurs relations par des accords bilatéraux qui doivent continuer à exister. Ces trois paramètres sont au centre de l'équation bilatérale Suisse-Union européenne (UE).

La grande attractivité de notre pays se traduit par une proportion élevée d'étrangers en comparaison européenne et par une immigration en provenance de l'UE supérieure à la moyenne, à laquelle s'applique le cadre réglementaire de la libre circulation des personnes.

Après la décision du Conseil fédéral de rompre les négociations avec l'UE sur un accord-cadre en mai 2021, il fallait que la Suisse et l'UE remettent l'ouvrage sur le métier et posent de nouvelles bases pour négocier les domaines dans lesquels les deux parties ont intérêt à discuter et à décider ensemble de nouveaux accords ou du développement des accords existants.

Deux défis principaux se posent à mon avis: premièrement, la compatibilité des nouveaux accords avec les règles de la démocratie directe en Suisse. La décision finale doit revenir au peuple. Deuxièmement, la prise en compte des intérêts de la Suisse, principalement dans les domaines de la protection des salaires et de l'immigration.

Les négociations portent sur ce que l'on appelle le «domaine institutionnel» et sur la question de savoir qui décide, en cas de positions divergentes entre la Suisse et l'UE. Le concept de l'UE prévoit qu'un tribunal arbitral, composé de manière paritaire, s'en charge. Mais ce tribunal arbitral doit, en cas de litige concernant le droit européen, faire appel à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE),



GERHARD PFISTER  
PRÉSIDENT LE CENTRE SUISSE  
ET CONSEILLER NATIONAL (ZG)

**Il serait judicieux d'opposer à l'initiative de l'UDC un contre-projet direct, qui intégrerait une clause de sauvegarde**

dont le jugement est «contraignant» pour le tribunal arbitral. Ainsi, c'est en fait la CJUE qui décide, et non le tribunal arbitral. Cela n'est pas compatible avec la démocratie directe. Car dans celle-ci, c'est le peuple qui doit trancher. Pour simplifier: le peuple est à la Suisse ce que la CJUE est à l'UE. Il faut et il est possible de trouver ici des solutions qui conviennent à la fois à l'UE et à la Suisse.

En ce qui concerne la protection des salaires, l'UE a fait une concession: la Suisse n'est pas obligée de reprendre les développements de la réglementation européenne si ces derniers entraînent une détérioration de la protection des salaires. Dans les faits, il s'agit d'un *opting out*, une chose que l'UE ne voulait jusqu'à présent accorder à aucun pays tiers.

En ce qui concerne l'immigration, la Suisse doit pouvoir prendre des

mesures autonomes dans les régions et les branches où l'immigration est supérieure à la moyenne par rapport aux Etats membres de l'UE. L'ancien secrétaire d'Etat Michael Ambühl a développé à cet effet une clause de sauvegarde très pragmatique et ciblée.

L'initiative de l'UDC pour la limitation de l'immigration veut que les accords bilatéraux soient dénoncés si la population suisse devait dépasser les 10 millions d'habitants. Il serait judicieux, afin de maintenir les accords bilatéraux tout en limitant l'immigration, d'opposer à cette initiative un contre-projet direct, qui intégrerait une clause de sauvegarde.

Si le peuple acceptait ce contre-projet, la clause de sauvegarde deviendrait une disposition constitutionnelle que l'Union européenne devrait prendre en compte. Il s'agit de trouver un équilibre entre respect de notre Constitution, responsabilité sociale et ouverture au marché européen. Cet équilibre est possible, car les lignes bougent du côté de l'UE. L'UE a d'ailleurs envoyé un signal positif en reconnaissant dans le «common understanding» que la Constitution prime sur la directive sur la citoyenneté de l'Union. Il y a donc une possibilité de dialogue sur ce point qu'il faut saisir de manière constructive et pragmatique. La Suisse doit prendre ses responsabilités sans claquer la porte. Car les défis de l'immigration doivent être abordés en Suisse, avec une disposition constitutionnelle qui ne mette toutefois pas en jeu les bilatérales. Si l'on veut préserver les bilatérales, il faut trouver une solution à l'immigration. Le traitement parlementaire de l'initiative de l'UDC est la bonne occasion pour cela. ■

## Macron bannit la gauche, ce roman dit un peu comment

RÉSIDENT DE  
LA RÉPUBLIQUE



PAUL ACKERMANN  
CORRESPONDANT A PARIS

Coincidence improbable: un roman de la rentrée littéraire aide à comprendre pourquoi Emmanuel Macron pense pouvoir ne pas cohabiter avec la gauche. Et ce, même si l'alliance de ce camp, le Nouveau Front populaire (NFP), est sortie (légèrement) en tête de la tripartition issue des législatives anticipées de début juillet. Une drôle de rencontre fortuite éclaire effectivement les derniers soubresauts de l'actualité française: en même temps que les «rounds de concertation» du président en vue de nommer un premier ministre, sort *Les Derniers Jours du Parti socialiste* (Le Seuil), fiction «à clé» d'Aurélien Bellanger, auteur à succès spécialiste du genre.

Plusieurs longues semaines après le vote des Français qui lui a fait perdre sa majorité relative, Emmanuel Macron a effectivement relancé, ces derniers jours, son processus de nomination d'un nouveau gouvernement.

Les grandes vacances et la trêve olympique sont passées (même si les Jeux paralympiques commencent ce mercredi). Le feuilleton politique a repris fortissimo avec un rebondissement par jour.

Après avoir reçu la gauche vendredi et laissé le temps au centre et à la droite de faire savoir qu'ils voteraient la censure d'un gouvernement issu de cette alliance, le président français a écarté, ce lundi, l'option de nommer la première ministre que le NFP s'était choisie, la haut fonctionnaire Lucie Castets. Emmanuel Macron claque ainsi la porte de manière attendue, même si Jean-Luc Mélenchon a fait savoir ce week-end de façon très tactique qu'il était ouvert à un soutien de son parti à un gouvernement Castets sans participation, ce qui avait été désigné comme une ligne rouge par les députés macronistes.

Le refus d'Emmanuel Macron provoque une nuée de réactions, poussant même des profils plus modérés à gauche, sur lesquels certains espoirs de solution se portaient, comme Marine Tondelier, la secrétaire nationale des écologistes, à parler de «dérive illibérale» et à appeler à continuer le combat «dans la rue» lors de grandes manifestations dont la première pourrait avoir lieu le 7 septembre.

Pour comprendre ce qui se joue autour de cette constitution sans cesse repoussée (voire désormais impossible) d'un gouvernement de gauche en France, il peut donc être intéressant de noter la polémique autour de la publication quasi simultanée des *Derniers Jours du Parti socialiste*, ce livre romançant l'émergence du débat sur la laïcité à gauche, notamment porté par Manuel Valls après les attentats de 2015. Tous les salons parisiens ne bruissent que de cet ouvrage dans lequel l'auteur veut démontrer l'émergence d'un «racisme à gauche» nourri par ceux qui veulent exclure l'aile radicale de ce camp, en raison de ce qu'ils désignent comme un penchant communautariste et une tolérance pour l'islamisme. Des accusations qui ne seraient, selon l'auteur, qu'une forme d'islamophobie déguisée et manipulatrice.

L'explosivité de ce débat explique peut-être pourquoi il est aujourd'hui si facile de brandir les travers mélenchonistes comme un chiffon rouge qui disqualifierait toute la gauche. Et ce, même si La France insoumise a été un des acteurs bienvenus du «front républicain» qui a empêché l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir. Car si, parmi les promesses du NFP, Emmanuel Macron ne veut probablement surtout pas d'une abrogation de sa réforme des retraites, qu'il a eu tant de mal à faire passer, et des augmentations d'impôt, auxquelles il semble allergique, son camp s'appuie toujours sur la laïcité du communautarisme, de la laïcité qui serait mise en danger par l'islam en France et donc de l'antisémitisme qui est bel et bien dopé par le débat israélo-palestinien, comme la tentative d'attentat contre la synagogue de La Grande-Motte l'a encore montré ce week-end. ■

SUR NOTRE SITE

**Sous le roman, l'économie**

Gros plan sur ces fictions romanesques qui racontent, même en creux, une réalité économique. «Robinson Crusoe» de Defoe, «La Case de l'oncle Tom» d'Harriet Beecher Stowe, «Les Temps difficiles» de Dickens, «Farinet» de Ramuz, «La Grève» d'Ayn Rand, «Brothers» de Yu Hua: retrouvez toute notre série d'été dans notre dossier.



[www.letemps.ch/dossiers](http://www.letemps.ch/dossiers)

## Comment quantifier les risques émergents?

OPINION



FRANÇOIS-VALÉRY LECOMTE  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BELFIUS ASSET  
MANAGEMENT



CHARLES CUVELLIEZ  
UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES, RISK  
MANAGEMENT, BELFIUS BANQUE ET ASSURANCE

C'est peu dire que de nouveaux risques sont apparus ces dernières années dans le monde: risques de pénurie d'énergie, géopolitique, chaîne d'approvisionnement rompue, taux d'intérêt élevé, inflation, risques liés au climat...

Ces risques ont un attribut unique: on n'a aucun recul, aucune donnée historique qui devrait alimenter les modèles qu'utilisent les banques pour calculer leurs risques de crédit (et en déduire les provisions contre les défauts).

Comment font les banques? Et qu'en pense la Banque centrale européenne, qui s'en est inquiétée cet été?

La BCE a demandé à la moitié des banques sous sa supervision comment elles répondaient face à ces risques de pénurie d'électricité, de chaîne d'approvisionnement rompue, risques d'inflation et géopolitiques, en leur ajoutant les risques des taux d'intérêt élevés et les risques sur l'immobilier commercial qui va si mal.

Tous récents, ces six risques n'ont pas produit de données historiques: donc pas de modèle à faire tourner, pas de calcul possible des provisions à appliquer pour s'en prémunir. Aucune n'est capable de capturer ces nouveaux risques dans un modèle statistique tout à fait fonctionnel, écrit la BCE. Cela va même plus loin: inclure de nouveaux risques dans un modèle sans suffisamment de données, c'est amener le modèle hors de son domaine de fonctionnement. Et ignorer les nouveaux risques serait encore pire!

La meilleure manière de prendre en compte ces nouveaux risques réside dans les marges de sécurité, en prévoyant des coussins de provisions contre les risques de défaut de crédit, à ajouter au-dessus des provisions qui sortent des modèles. Ils portent le joli nom d'«ajustement». On

les a vus apparaître, dit la BCE, pendant la pandémie et on les a vus revenir avec la guerre en Ukraine. Ils sont devenus monnaie courante.

Mais la question revient: comment calculer un bon coussin sans données ou au moins l'estimer? La BCE veut qu'on passe par des hypothèses raisonnables, basées sur des simulations de scénarios imaginés sur la base de l'expérience en interne des banques, de l'information publique ou même venant des pairs. La fréquence avec laquelle les banques ont recours à ces coussins de provision varie de banque à banque. C'est étrange, dit la BCE, cette variance est suspecte: est-ce à dire que certaines banques continuent à faire confiance et à utiliser leurs modèles traditionnels même sans données en volume suffisant pour qu'ils donnent des résultats corrects?

Il y a aussi encore trop de banques qui ne prennent pas en considération les nouveaux risques même s'il y a eu beaucoup de progrès: selon la BCE, 33% des banques, en 2023, ne prenaient toujours pas en compte les risques climatiques et environnementaux, 12% les risques de pénurie d'énergie, 16% les risques sur les chaînes d'approvisionnement et 14% les

risques géopolitiques. Heureusement, la situation est meilleure pour les risques plus classiques qui ressortissent plus à leur métier de départ: seules 8% des banques ne prenaient pas en compte les risques sur les taux d'intérêt et 2% sur l'inflation.

Les risques liés à l'immobilier commercial qui va mal sont très bien pris en compte: 55% des banques le font en 2024. Elles n'étaient que 16% en 2023. Mais, dit la BCE, cette prise en compte repose encore trop sur le jugement expert. Il faudrait plus travailler sur des scénarios de probabilité de défaut.

Qu'est ce qui pourrait poser problème dans les coussins de prévision, qu'on peut finalement rapprocher des marges de sécurité que pratiquent les ingénieurs? Quand le coussin est appliqué à la louche, indifféremment à tous les nouveaux risques, on risque d'avoir un coussin trop large pour tel risque, trop étroit pour un autre risque. A chaque risque doit correspondre un scénario finement pensé pour l'éviter. Autre écueil critiqué par la BCE: que certaines banques prennent en compte ces nouveaux risques via une hypothèse de variation sur le PIB du pays dans lequel elles opèrent. C'est un agrégat bien trop global.

La bonne nouvelle, c'est que peu de banques, finalement, n'ont pas encore intégré le nouveau monde des risques émergents. Et il y a peu de chance que l'IA qu'on met à toutes les sauces y trouve sa place: pas de données, pas d'IA...

Un risque manque d'ailleurs dans cette liste: le risque cyber. Il n'a pas d'impact global sur le risque crédit. Ce risque est aussi à part: on ne disposera jamais de données historiques car le risque cyber évolue en continu dans un jeu du chat et de la souris entre hackers et technologies de défense. ■



# L'Italie lance une offensive contre la prolifération des crabes bleus

**ESPÈCE INVASIVE** Le crustacé originaire d'Amérique a envahi le delta du Pô, mettant en danger la biodiversité et l'aquaculture. Rome a nommé un commissaire pour tenter de résoudre le problème

ANTONINO GALOFARO, MILAN  
✉ @ToniGalofaro

«Le tueur des mers», avec ses deux pinces bleues, terrorise les fonds marins du nord de l'Adriatique et le delta du Pô. Le crustacé ne mesure pas plus de 20 centimètres de large, mais est tout de même devenu la bête noire des crustacés et autres mollusques du nord de la Péninsule, ainsi que celle des pêcheurs, qui lui ont attribué son sobriquet menaçant.

Sa prolifération inattendue il y a un an et sa voracité ont finalement contraint le gouvernement à intervenir. Début août, Rome a nommé un ex-préfet comme commissaire extraordinaire: Enrico Caterino. Celui-ci doit maintenant s'entretenir avec les autorités des régions concernées afin d'apporter une réponse coordonnée au problème ayant déjà coûté près de 100 millions d'euros au secteur de la pêche.

Le crabe bleu «a mis en péril certaines activités économiques et, surtout, sans mesures stratégiques, il risque de compromettre tout l'écosystème», a prévenu le ministre de l'Agriculture, Francesco Lollobrigida, l'un des hommes les plus proches de la première ministre Giorgia Meloni. L'exécutif a mis à disposition du commissaire, dont le mandat s'achève fin 2026, une enveloppe de 10 millions d'euros.

## Palourdes menacées

Coldiretti, le principal syndicat du monde agricole, salue la décision du gouvernement mais estime que les autorités ont sous-évalué le problème et ont tardé à agir. Son président, Ettore Prandini, a réclamé une «rencontre immédiate» avec le commissaire. Selon l'industriel, la priorité doit maintenant être d'aider les entreprises locales. Rome a aussi chargé le commissaire de «protéger les cultures de palourdes et autres crustacés, réduire la présence du crabe bleu et valoriser la vente commerciale de ce dernier.»

L'espoir du syndicat et de ses pêcheurs est un retour à la norma-



L'impact du «Callinectes sapidus», ou crabe bleu, est dévastateur car il s'agit d'une espèce très gourmande. (IMAGO-IMAGES DE)

lité: pouvoir à nouveau cultiver et pêcher la palourde, l'ingrédient de l'un des plats italiens les plus connus, les «spaghetti alle vongole». Car selon Coldiretti, le crabe «a réduit la production à zéro et, en dévastant les élevages non seulement de palourdes mais aussi de moules et d'huîtres, a mis en danger l'emploi de près de 2000 familles».

Les petites entreprises de pêche ont ainsi «besoin d'être aidées pour investir dans l'achat de nouveaux filets de protection afin de pouvoir protéger leurs cultures», assure Daniela Borriello, responsable du secteur halieutique de Coldiretti. Car le crabe bleu s'est déjà adapté et réussit désormais à passer outre les filets installés ces derniers mois.

L'animal est, en effet, très friand de coquillages. Il réussit avec l'aide de ses pinces à ouvrir la coquille et à prélever le corps mou. Originaire des côtes atlantiques du continent américain, le crabe bleu est présent en Italie depuis le milieu du XXe siècle. Mais ces deux dernières années, le changement climatique et l'augmentation de la température de la mer

Adriatique ont créé un habitat idéal, similaire à celui de ses eaux d'origine. Et en l'absence de prédateurs, le crustacé a proliféré notamment dans le delta du Pô.

## Il faut prélever les femelles durant l'été

«Il s'agit d'une espèce très gourmande», détaille Mattia Lanzoni, chercheur en sciences de l'environnement à l'Université de Ferrare, en Émilie-Romagne, l'une des régions les plus touchées par le problème. Il a donc provoqué la disparition totale de certains mollusques typiques de ces eaux de transition, ces zones aquatiques intermédiaires situées entre les eaux douces et les eaux marines, notamment dans les lagunes et sur les côtes de tout le nord de l'Adriatique. Son impact est dévastateur pour la biodiversité. La diminution des mois les plus froids a permis au crabe de rester actif plus longtemps durant l'année et d'allonger sa période de reproduction.

La femelle du crabe bleu produit entre un et trois millions et demi d'œufs par saison. La pêche inten-

sive seule ne permet donc pas de ralentir sa prolifération. «Sa reproduction a lieu vers la fin de l'été, début de l'automne, lorsque les femelles migrent vers la mer», explique Mattia Lanzoni. Il faut donc prélever ces femelles déjà durant l'été. Et si le crustacé n'a pas vraiment de prédateur dans l'Adriatique, certains poissons comme le bar, s'en délectent néanmoins lorsqu'il est encore à l'état larvaire ou dans son plus jeune âge.

«Il faudrait donc abolir la pêche de ces poissons durant une longue période de l'année, pendant trois ans, de manière à augmenter la densité de bars», assure le biologiste. Le manque à gagner pourrait être couvert par la récolte des crabes bleus. Coldiretti espère en effet que le crustacé devienne un produit phare de la production locale et puisse être exporté. Car outre-Atlantique, sa chair est réputée tandis que sa population est paradoxalement menacée par la surpêche. En attendant, en Italie, les recettes de «spaghetti al granchio blu» fleurissent sur les sites culinaires. ■

## EN BREF

### En Inde, la foudre tue de plus en plus

Le changement climatique suscite en Inde une hausse inquiétante du nombre d'éclairs meurtriers. Ceux-ci tuent près de 1900 personnes par an dans ce pays, le plus peuplé du monde, d'après une équipe de chercheurs dirigée par l'Université Fakir Mohan dans l'Orissa (est). Entre 1967 et 2020, la foudre a tué 101309 personnes en Inde, avec une accélération notable entre 2010 et 2020. L'étude porte sur des données concernant le nombre de morts et non le nombre d'éclairs, mais estime toutefois que «l'activité de la foudre en Inde devient de plus en plus imprévisible». AT5

### Peu d'eau de pluie fraîche dans les rivières alpines

L'eau de pluie fraîche ne représente qu'une petite partie du volume des rivières alpines. Comme le montre une équipe de recherche austro-suisse, la proportion d'eau de plus d'un mois dans les rivières alpines est d'environ 93%. Une grande partie de l'eau des rivières des régions alpines provient du sous-sol, c'est-à-dire de l'eau qui était stockée dans les sols et les nappes phréatiques, selon cette étude publiée dans la revue *Hydrology and Earth System Sciences*. AT5

### Vaccins covid: rares complications cardiaques

Les troubles cardiaques liés aux vaccins anti-covid à ARN messager, c'est-à-dire ceux de Moderna et Pfizer/BioNTech, donnent lieu à peu de complications dans les dix-huit mois qui suivent leur apparition. C'est ce que montre une étude française publiée dans la revue américaine *JAMA*. Ce travail est l'une des premières études qui permettent d'évaluer à long terme les conséquences des effets secondaires des vaccins anti-covid. AT5

### SpaceX reporte sa mission à cause d'une fuite d'hélium

L'entreprise SpaceX a annoncé lundi le report d'au moins 24 heures de la première mission spatiale privée prévoyant une sortie extravéhiculaire, qui devait décoller hier de Floride. Elle a pris cette décision en raison d'une «fuite d'hélium». Ce vol inédit doit permettre pour la première fois à des passagers à titre privé de sortir de leur module pour évoluer dans l'espace, protégés par leur seule combinaison. AT5

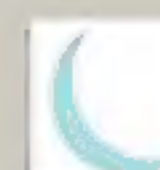
## MÉTÉO

## ÉPHÉMÉRIDE

Mercredi 28 août 2024



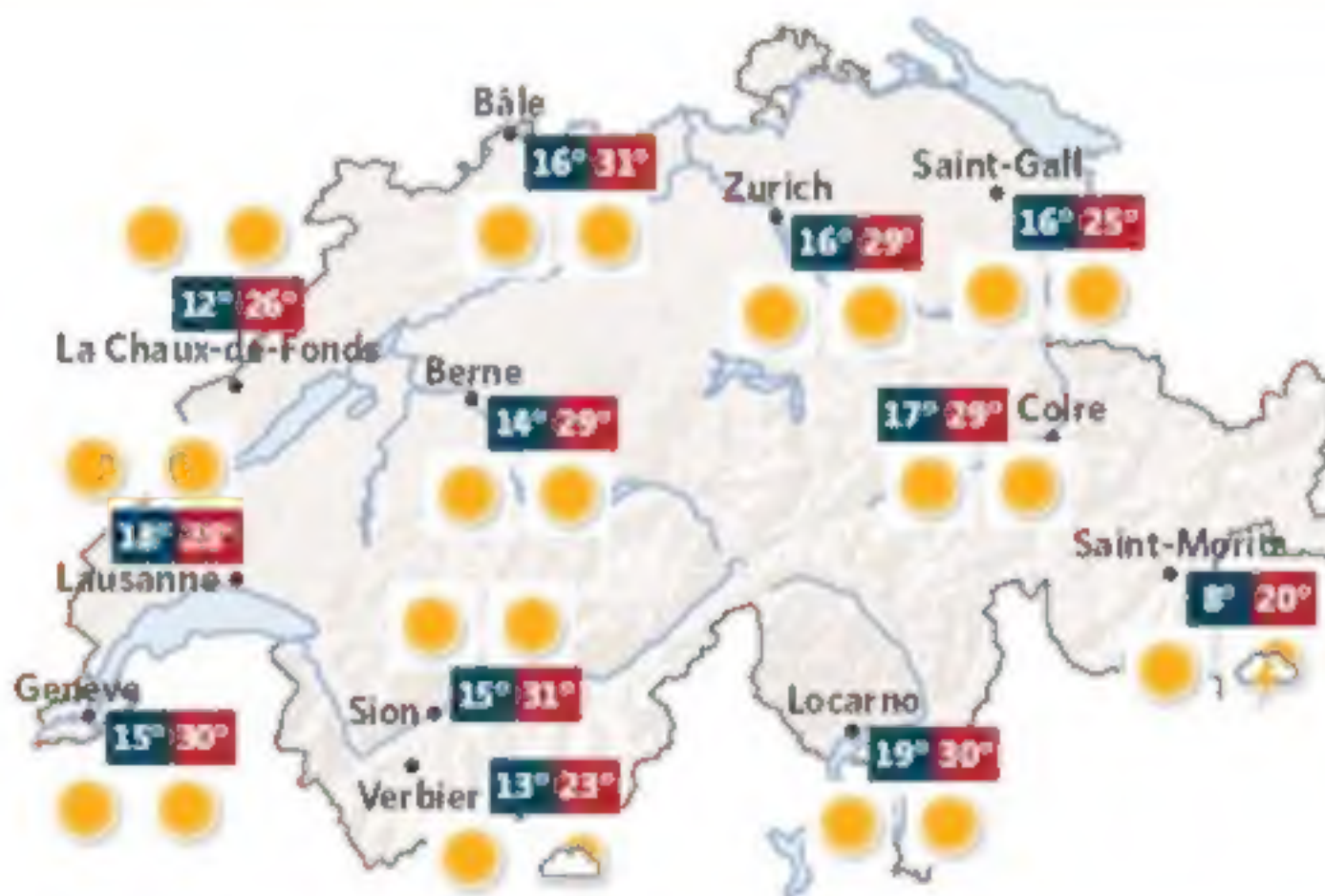
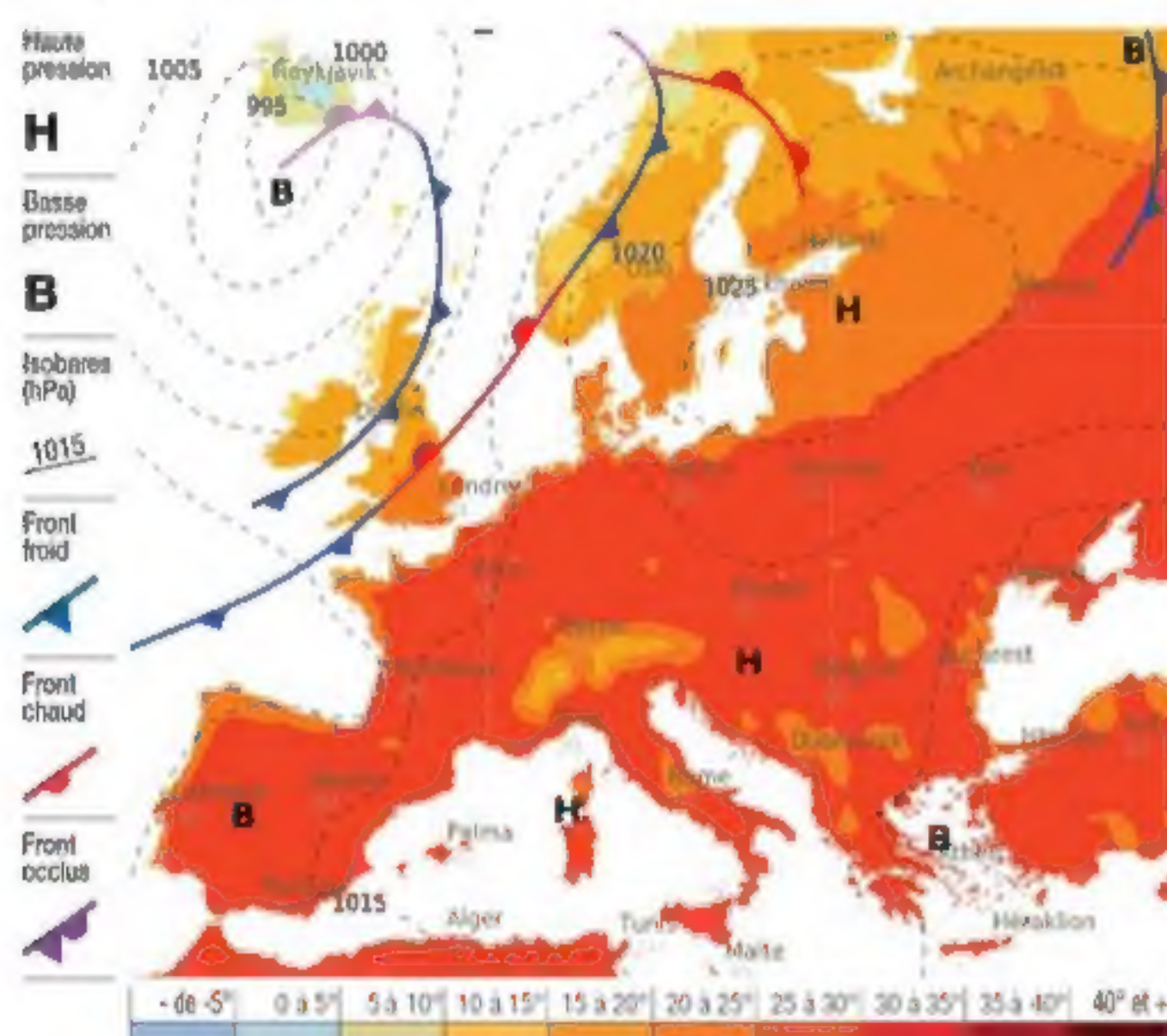
lever: 06h51  
coucher: 20h21  
4 minutes de soleil en moins



lever: 00h26  
coucher: 17h41

lune décroissante  
taux de remplissage: 28%

## Situation générale aujourd'hui à 13h



**LA PRESSION** est relativement élevée ce mercredi, ce qui nous vaudra une journée largement ensoleillée et chaude. Des cumulus pourront tout de même générer des averses locales en montagne. Demain et vendredi, une crête de haute pression

devrait maintenir un temps sec, largement ensoleillé et chaud en toutes régions. Samedi, un léger courant du sud-ouest pourrait apporter de l'air plus humide et plus instable. Averses et orages à surveiller, surtout en fin de journée.

## PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	JEUDI 90%	VENDREDI 80%	SAMEDI 80%	DIMANCHE 70%	LUNDI 50%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	16° 31°	16° 30°	17° 29°	16° 28°	16° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	16° 32°	17° 32°	17° 30°	17° 29°	16° 26°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	16° 31°	16° 31°	17° 30°	17° 29°	17° 26°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	20° 30°	20° 31°	20° 30°	21° 29°	20° 27°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.

Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

[www.MeteoSuisse.ch](http://www.MeteoSuisse.ch)



# FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG  
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi, 27.08.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

## BONHÖTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur [bonhote.ch/produits](http://bonhote.ch/produits)

Fonds immobiliers				
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 30	145.50	5.4	

## SYNYCHRONY Funds

Fonds en obligations				
Synchrony (L) World Bonds (CHF) A	CHF 100	95.00	1.8	
Synchrony (L) World Bonds (EUR) A	CHF 100	99.62	0.9	
Synchrony LPP Bonds B	CHF 100	107.80	2.7	
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 100	95.68	3.3	

Fonds en actions				
Synchrony (L) HighDiv US Stocks A	CHF 100	100.78	14.8	
Synchrony (L) HighDivEuroP St. A	CHF 100	126.21	8.9	
Synchrony (L) S&P 500 ZS A	CHF 100	125.32	11.5	
Synchrony (L) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 100	157.12	9.7	
Synchrony (L) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 100	156.90	7.8	
Synchrony (L) SwissSm&MidCaps A	CHF 100	130.49	4.0	
Synchrony (L) World Equity (EUR) A	CHF 100	217.38	8.2	
Synchrony All Caps CH A	CHF 100	137.16	10.9	
Synchrony Europe Equity A	CHF 100	99.80	6.6	
Synchrony High Div Sw Stocks A	CHF 100	132.79	9.6	
Synchrony High Div Econ Eq. A	CHF 100	104.20	6.8	
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 100	130.97	4.7	
Synchrony Swiss Equity A	CHF 100	108.03	10.2	
Synchrony Swiss Equity C	CHF 100	108.07	10.4	
Synchrony Swiss Equity I	CHF 100	108.06	-	
Synchrony US Equity A	CHF 100	206.73	17.0	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 100	140.15	6.6	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	CHF 100	146.27	5.1	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 100	97.75	4.0	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 100	129.82	8.7	
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 100	98.00	3.6	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 100	148.41	10.6	
Synchrony (L) Balanced (L) A	CHF 100	140.42	4.4	
Synchrony (L) Dynamic (EUR) A	CHF 100	176.39	6.2	
Synchrony LPP 25 B	CHF 100	124.95	5.5	
Synchrony LPP 40 B	CHF 100	130.54	6.8	
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 100	118.93	6.5	
Synchrony LPP 80 B	CHF 100	132.42	9.2	

## BBGI GROUP

Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior Value	CHF 100	162.80	13.1	
BBGI - Swiss Phys. Good Cl. CHF	CHF 100	119.00	20.6	
BBGI - Swiss Phys. Good Cl. CHF Hdg	CHF 100	80.40	16.9	
BBGI - Swiss Phys. Good Cl. EUR	CHF 100	161.70	18.5	
BBGI - Swiss Phys. Good Cl. EUR Hdg	CHF 100	100.20	18.4	
BBGI - Swiss Phys. Good Cl. USD	CHF 100	134.40	18.8	
BBGI Commodities (USD) A	CHF 100	111.20	10.5	
BBGI Natural Resources (USD)	CHF 100	191.00	6.0	
BBGI Share Alternative Energy (USD)	CHF 100	70.40	16.4	

## BCV

Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balanced (CHF) ESG	CHF 100	101.17	7.5	
BCV Actif Defensif (CHF) ESG	CHF 100	90.95	5.3	
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 100	97.79	9.9	
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 100	91.27	3.0	
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 100	137.61	12.8	
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 100	109.93	9.8	
BCV Stratégie Équivalent ESG A	CHF 100	163.57	7.4	
BCV Stratégie Équivalent ESG Amb.A	CHF 100	97.92	6.2	
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 100	85.37	2.3	
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 100	113.69	5.2	
BCV Stratégie Revenu ESG Amélior.A	CHF 100	104.20	4.3	

## Berninvest

Fonds immobiliers				
Good Buildings SREIF	CHF 50	138.00	4.6	
Immo Helvetic	CHF 50	215.00	5.9	

## BLACKROCK

Fonds en obligations				
BGF FISCAL Ops. 02 USD	USD 100	172.3	4.8	
BGF Gbl Corp Bond 02 USD	USD 100	163.6	4.3	

Fonds en actions				
BGF Syst Gbl Eq Hl 02 USD	USD 100	245.2	15.8	
GblInnov Eq B Acc. USD	USD 100	182.37	10.8	

## bordier | 1844

Fonds en obligations				
BO Fd N-Bondier Allo Bal USD	USD 100	117.75	9.2	
BO Fd N-Bondier Bal. Fix Inc EUR	EUR 100	105.97	3.3	
BO Fd N-Bondier GblFix Inc USD	USD 100	117.84	5.0	

Fonds en actions				
BO Fd N-Bondier Core Hld Bal EUR	EUR 100	160.64	6.8	
BO Fd N-Bondier Core Hld Bal EUR	EUR 100	150.26	7.2	
BO Fd N-Bondier GblEconM USD	USD 100	182.27	6.0	
BO Fd N-Bondier Sat Eq Eur EUR	EUR 100	124.56	10.6	
BO Fd N-Bondier US SatEq I USD	USD 100	208.92	17.8	
BO Fd N-Bondier US SatEq I USD	USD 100	233.09	16.4	

## BRUNO WALTER

Fonds en actions				
Aifround Quadinvest Fund ESG B	EUR 100	214.46	1.2	
Aifround Quadinvest Fund ESG C	EUR 100	160.63	1.3	
Aifround Quadinvest Fund ESG D	EUR 100	238.24	1.5	
Aifround Quadinvest Fund ESG Du	EUR 100	96.79	1.5	
Aifround Quadinvest Growth B	EUR 100	298.70	9.5	
Aifround Quadinvest Growth C	EUR 100	304.31	7.8	
Aifround Quadinvest Growth D	EUR 100	314.13	9.3	
Aifround Quadinvest Growth Du	EUR 100	283.60	9.3	
Aifround Quadinvest Growth DE	EUR 100	292.23	8.7	

## bwm

VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:  
LB Swiss Investment AG

Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 100	561.90	10.6	
Classic Value Equity Fund	CHF 100	174.64	9.0	

## caceis

INVESTOR SERVICES

Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 100	120.51	10.9	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 100	95.90	12.7	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 100	133.80	10.6	

## carne

Fonds en actions				
Kornacker Gold Equity Fd CHF - B	CHF 100	255.48	32.8	
Kornacker Gold Equity Fd EUR - B	EUR 100	257.68	36.1	
Kornacker Gold Equity Fd USD - B	USD 100	218.77	36.4	

## CITESTION

PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs				
WF Asset Allocation Fund A EUR	CHF 100	112.81	6.0	
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 100	104.54	4.0	
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 100	127.02	6.7	

## CREDIT SUISSE

Part of UBS Group

Fonds en Instruments du marché monétaire				
CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 100	953.21	6.8	
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 100	1057.13	2.2	
CS MoneyMarket Fund USD B	USD 100	1176.78	3.2	

Fonds en obligations				
CS (CH) Corporate Cl. 02 A	CHF 100	111.27	2.5	
CS (Lus) Asia Corporate Bond Fund B	USD 100	117.89	6.2	
CS (Lus) Corp ST Duration CHF Bf B	CHF 100	112.94	1.7	
CS (Lus) Corp ST Duration EUR Bf B	EUR 100	130.08	2.4	
CS (Lus) Corp ST Duration USD Bf B	USD 100	165.48	3.8	
CS (Lus) EM Corp IG Bal Fd B	USD 100	147.21	4.5	
CS (Lus) Emerging Mkt Corp Bld Fd B	USD 100	142.77	7.4	
CS (Lus) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 100	506.82	2.0	
CS (Lus) GL Bal Convertible B	USD 100	176.20	5.2	
CSF (Lus) Gbl Inv Grade Conv Bld Fd B	USD 100	160.87	6.0	

Fonds en actions				
CS (CH) 130.00 Swiss Equity Fd B	CHF 100	41.42	9.7	
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 100	401.24	3.5	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 100	14.73	7.5	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 100	23.34	10.4	
CS (CH) SwissSec EF B	CHF 100	94.00	9.8	
CS EF (CH) S&P 500 Cap Switz Eq Fd B	CHF 100	1462.41	6.9	
UBS (Lus) Digital Health Eq Fd B USD	USD 100	630.11	-1.2	
UBS (Lus) European Integr Eq Fd B EUR Run. 100	EUR 100	4283.84	9.4	
UBS (Lus) Gbl SmallMid Cap Eq B EUR	EUR 100	2739.37	-8.8	
UBS (Lus) Gbl Quality Dividend Eq Fd B	USD 100	26.95	14.0	
UBS (Lus) Infrastructure Eq Fd B	USD 100	226.27	8.1	
UBS (Lus) Security Equity Fund B	USD 100	48.52	6.9	

Fonds d'allocation d'actifs				
CS (CH) Int. & Div Focus Growth CHF US	CHF 100	131.88	7.4	
CS (CH) Int. & Div Focus Bal CHF US	CHF 100	115.90	5.4	
CS (CH) Int. & Div Focus Bal CHF US	CHF 100	106.92	2.8	
CS (CH) Privilege 20 CHF US	CHF 100	107.03	4.2	
CS (CH) Privilege 35 CHF US	CHF 100	110.35	5.4	
CS (CH) Privilege 45 CHF US	CHF 100	127.58	6.6	
CS (CH) Privilege 75 CHF US	CHF 100	119.07	9.6	
CS (Lus) Global High Income USD US	USD 100	206.72	7.2	
UBS (Lus) Syst Index Pd Balan CHF US	CHF 100	123.52	6.2	
UBS (Lus) Syst Index Pd Growth CHF US	CHF 100	140.39	8.6	
UBS (Lus) Syst Index Pd Yield CHF US	CHF 100	108.66	4.1	

Fonds immobiliers				
CS Real Estate Fund LogisticalPlus	CHF 100	97.80	3.2	
CS REF Green Property	CHF 100	119.00	-1.6	
CS REF Hospitality	CHF 100	80.00	12.4	
CS REF Interecon	CHF 100	173.00	8.1	
CS REF LivingPlus	CHF 100	145.00	1.0	
CS REF S&P	CHF 100	228.00	7.8	

Investissements alternatifs				
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BN CHF	CHF 100	111.24	-2.9	
UBS (Lus) Real SmallMid Cap Eq LS Fd B	EUR 100	156.87	-4.0	

Autres fonds				
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 100	19.39	9.0	
CSF (Lus) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 100	251.55	5.8	
UBS (Lus) Com Ids PI USD Fd B	USD 100	68.17	1.0	
UBS (Lus) Commodity Allocation Fd B	USD 100	72.61	2.6	

## CRONOS

FINANCE

Fonds immobiliers				
Cronos Immo Fund	CHF 100	114.00	-3.0	

## CRONOS

FINANCE

## DE PURY PICTET TURBETTINI

Fonds en actions				
Cadmos - Emg Mkts Engo B	USD 100	202.72	4.3	
Cadmos - Emg Mkts Engo I	USD 100	83.88	4.6	
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 100	204.40	7.3	
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 100	225.97	8.8	
ENETA Energy Infra. Fund 05 EUR	EUR 100	17469.02	7.8	
ENETA Energy Transition Fund 05 EUR	EUR 100	131.04	-7.7	
White Fleet N-Asc Brk In S EUR Hedged	CHF 100	11991.01	4.1	
White Fleet N-Asc St. Brk USD	USD 100	43.90	-9.4	
White Fleet N-Sec. Brk S USD	USD 100	206.36	15.0	

Fonds d'allocation d'actifs				
Cadmos Balanced CHF B-Bld	CHF 100	124.52	6.2	

Autres fonds				
Physical Gold B2	USD 100	137.20	21.4	

## Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers				
ERRES Swiss A-CHF	CHF 100	148.50	6.8	

## ethos

Fonds en actions				
Vontobel (CH) Ethos Swiss MS S A	CHF 100	-485.91	-	

## FIR

FONDS IMMOBILIER ROMAND

Fonds en obligations				
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 100	157.64	2.8	
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 100	105.45	3.6	
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 100	98.10	1.8	

Fonds en actions				
GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 100	411.11	11.6	

Fonds d'allocation d'actifs				
GENERALI Anlagfonds	CHF 100	136.89	4.9	
GENERALI ESG Equity-Fund C	CHF 100	91.47	12.0	
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 100	97.47	7.4	
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 100	111.78	9.5	
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 100	150.39	2.0	
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 100	93.40	1.6	
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 100	93.75	1.6	
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 100	94.74	1.5	
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 100	90.99	1.5	
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 100	94.75	1.4	</



# Economie & Finance

## -0,1%

**L'ALLEMAGNE A BIEN ENREGISTRÉ UN RECUL INATTENDU DE 0,1% DE SON PIB AU DEUXIEME TRIMESTRE**, freinée par son industrie et la faiblesse des investissements, selon l'estimation définitive publiée hier par l'institut de statistique Destatis

**KEIR STARMER**
**Premier ministre britannique**

Le budget du gouvernement travailliste, qui sera présenté fin octobre, promet d'être «douloureux», a prévenu hier le chef d'Etat, qui a dénoncé le «trou noir économique» laissé par les conservateurs



## 528 millions

**EN 2023, LE «PROGRAMME BÂTIMENTS» DE LA CONFEDERATION ET DES CANTONS A ENREGISTRÉ UNE ANNÉE RECORD**, avec près de 528 millions de subventions versées. Ce montant est le plus élevé depuis sa création et représente une progression de 25% par rapport à 2022

SMI	12 296,72	Dollar/franc	0,8436
	17	Euro/franc	0,9420
Euro Stoxx 50	4898,78	Euro/dollar	1,1166
	+	Livre st / franc	1,1166
FTSE 100	8345,46	Banl Brent/dollar	79,85
	+	Once d'or/dollar	2512

## Les dessous de la liquidation de FlowBank

**BANQUE** Le liquidateur de la faillite de l'institution en ligne genevoise a déjà remboursé 45 millions de francs aux clients. Pourquoi les prochaines étapes prennent du temps et comment se présente-t-on dans les locaux d'une entreprise pour annoncer sa fermeture

**SEBASTIEN RUCHE**
**@sebruche**

Comment fait-on pour que les 6500 clients de la défunte FlowBank récupèrent leurs avoirs? Nous avons posé la question à l'étude d'avocats Walder Wyss, nommée liquidatrice par la Finma lorsqu'elle a mis en faillite la banque de trading en ligne, le 13 juin dernier. Les clients de FlowBank, dissoute fin juillet, ont récupéré une grande partie de leur cash, mais l'opération est plus complexe pour leurs titres.

### ■ Comment a commencé le travail sur la faillite

Les liquidateurs ont été nommés le 12 juin et ont commencé à travailler sur ce dossier le 13 juin à 8h, lorsqu'ils se sont présentés à la banque, accompagnés d'employés d'une société de sécurité. Tout le personnel de FlowBank était présent, le directeur général est arrivé un peu plus tard. Le liquidateur les a informés de la mise en faillite, ils n'avaient pas été prévenus.

### ■ Quelle a été la réaction des employés

Ils ont été sous le choc. La première action du liquidateur a été de débrancher la plateforme informatique de la banque, de

manière à sécuriser les actifs. Il fallait s'assurer que personne ne puisse transférer des avoirs hors de FlowBank, qu'aucun client ne retire son argent avant les autres. Mais il n'y a pas eu de tentative, selon le liquidateur.

### ■ A quelle étape se trouve le processus de liquidation

Sous réserve de quelques cas particuliers, tous les clients qui avaient 100 000 francs ou moins et qui ont envoyé des instructions au liquidateur ont récupéré l'intégralité de leurs liquidités. Cela représente 45 millions de francs, qui ont été pris sur les fonds disponibles dans la banque. Il s'agit de 85% des dépôts privilégiés, hormis une centaine de comptes bloqués pour d'autres raisons. Les dépôts privilégiés sont ceux qui sont couverts par la garantie des dépôts bancaires de 100 000 francs. En pratique, si un client possédait 150 000 francs sur son compte chez FlowBank, 100 000 francs sont privilégiés et doivent être remboursés par le liquidateur dans les sept jours qui suivent la réception des instructions du client. Il reste encore 8,5 millions de dépôts privilégiés à distribuer, pour lesquels le liquidateur n'a pas encore reçu d'instructions. Quant aux liquidités qui dépassent 100 000 francs,

elles tombent dans la masse en faillite et sont traitées dans les étapes ultérieures de la faillite.

### ■ Quelle réponse ont obtenue les clients mécontents

Certains se plaignent avec raison, selon le liquidateur, car FlowBank est tombée en faillite et ils n'ont pas accès à leurs avoirs. Ils expriment également leur mécontentement de recevoir des e-mails types, mais le liquidateur lui-même a 6500 clients qui envoient des centaines de messages par jour et des questions reviennent fréquemment. D'autres, enfin, voudraient vendre leurs actions et se plaignent que leurs titres n'aient pas été transférés vers une autre banque, mais le processus est complexe, entièrement manuel et prend beaucoup de temps.

### ■ Le transfert des titres est-il plus complexe?

Les titres détenus par les clients de FlowBank sont déposés auprès de différentes contreparties, soit des banques suisses et étrangères. Après les avoir toutes contactées pour leur ordonner de bloquer toute transaction, le liquidateur a dû leur donner l'ordre de débloquent. Cela peut prendre quelques semaines, ces établissements doivent procéder à différentes

vérifications quant à l'identité des personnes leur donnant des instructions. Si ces contreparties sont étrangères, elles demandent que la décision de faillite soit validée par un tribunal, etc.

### Tous les clients ne récupéreront pas l'intégralité de leurs avoirs

### ■ Comment transférer des titres cotés à l'international

Ces contreparties détenaient toutes les actions des clients de FlowBank. Ces titres de différentes sociétés sont déposés au nom de FlowBank chez ces contreparties, pas aux noms des clients finaux de FlowBank. Il faut donc chercher dans les systèmes de FlowBank quel client détient quelle action ou quelle quantité de cash. Ensuite, chaque client doit envoyer au liquidateur des instructions précises quant à ses avoirs ou la banque où ils doivent être transférés. C'est important pour éviter les fraudeurs et les requêtes non justifiées. L'équipe informatique de FlowBank a fait en sorte que ces instructions

puissent être transmises via le système d'e-banking de la banque, pour gagner en efficacité. Mais dans ces instructions, si l'IBAN du client contient une faute de frappe ou n'importe quelle information erronée, il faut trouver l'erreur manuellement, cela prend du temps. D'autant plus que dans ce dossier, le liquidateur se trouve face à de nombreux clients - 6500 - avec souvent un petit nombre d'actions. Enfin, il faut que la banque depositaire, FlowBank et la nouvelle banque du client disposent des mêmes informations et se mettent d'accord pour effectuer ces transferts. Cela nécessite d'innombrables allers-retours.

### ■ Combien de personnes sont impliquées dans le processus

Une dizaine de spécialistes côté liquidateur, à des temps d'occupation variables selon leurs domaines d'expertise. S'y ajoutent 60 à 70 employés de la banque, principalement dans l'informatique ou le transfert de titres. Il serait toujours possible d'employer davantage de personnes via des missions temporaires, mais cela augmenterait les coûts, nécessiterait de former ces employés aux systèmes de la banque et diminuerait l'argent qui reviendra finalement aux clients.

L'augmentation du nombre d'employés ne serait en outre pas forcément efficace, car elle compliquerait la coordination des opérations de transfert.

### ■ Quelles sont les prochaines étapes

Le liquidateur travaille sur l'état de colocation, c'est-à-dire la liste des créanciers et leurs prétentions. Il faudra encore quelques semaines pour les analyser et les valider, sachant que la banque comptait des centaines de fournisseurs. Puis la Finma publiera cet état de colocation et les créanciers pourront le contester s'ils le souhaitent.

### ■ Les clients récupéreront-ils l'intégralité de leurs avoirs?

Il est trop tôt pour le dire. La masse en faillite sera répartie entre les créanciers. Il n'y aura probablement pas assez d'actifs pour tout le monde. Tous les clients ne récupéreront pas l'intégralité de leurs avoirs. Certains actifs, comme une entité de FlowBank en Angleterre, sont difficiles à valoriser. A ce stade, on compte environ 350 millions de francs de liquidités dans la banque et près de 400 millions de dépôts des clients, il y a donc déjà un manque.

## Les entreprises achètent des crédits carbone de faible qualité et peu coûteux

**CLIMAT** Le marché volontaire du CO2 ne favorise pas la réduction des émissions mondiales, montre une nouvelle étude à laquelle a participé l'EPFL. Pire, la demande croissante de crédits de faible qualité par les grands groupes contribue à aggraver les problèmes

**ALEXANDRE BEUCHAT**
**@beuchat\_a**

La compensation carbone est sous le feu des critiques. Ce dispositif controversé permet à des entreprises d'équilibrer leur bilan CO2 en finançant des projets présentés comme bons pour le climat. Plusieurs enquêtes ont montré que le monde des crédits carbone reste un far west ouvrant de nombreuses possibilités d'écoblanchiment. Début 2023, le *Guardian* et *Die Zeit* ont révélé que plus de 90% des crédits carbone liés à la déforestation étaient probablement des «crédits fantômes» et «ne représentaient pas de réductions réelles des émissions».

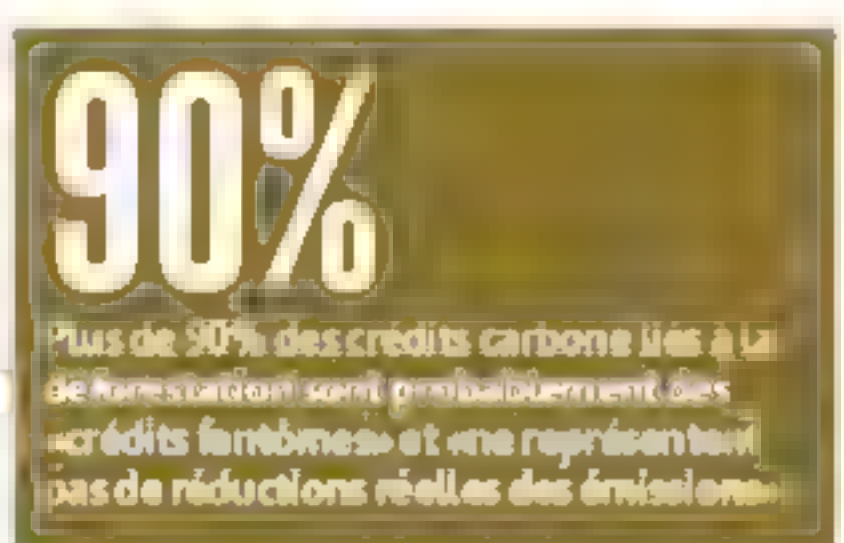
### Shell et Delta Airlines en tête

L'attrait des compensations réside dans leur capacité à permettre aux entreprises de confier leurs efforts de décarbonation à des initiatives externes, évitant ainsi la tâche plus difficile de transformer leurs propres opérations et chaînes d'approvisionnement et d'éliminer progressivement les combustibles fossiles. Évalué à environ 2 milliards de dollars en 2022, le marché volontaire du carbone devrait encore gagner en valeur et en ampleur à mesure que les entreprises chercheront à compenser leurs émissions.

Une nouvelle étude, menée conjointement par l'EPFL et les universités de Hambourg

et de Kyoto, ne risque pas de restaurer la confiance dans la compensation carbone. Contrairement aux recherches précédentes qui se concentraient sur l'offre, l'étude, qui a été publiée dans la revue *Nature Communications*, se focalise sur le comportement d'achat des entreprises.

Le problème est que ces informations ne sont pas publiques. Les chercheurs se sont donc basés sur les registres des trois grands systèmes de certification, le label VCS (Verified Carbon Standard), le Gold Standard (GS) et le Mécanisme pour un développement propre (MDP) des Nations unies, afin de constituer leur propre base de données, en libre accès.



L'étude se concentre sur les 20 entreprises qui ont retiré le plus de compensations du marché volontaire du carbone au cours de la période 2020-2023. Parmi elles, on retrouve des firmes pétrolières (Shell, Chevron, PetroChina), des entreprises actives dans le transport aérien (Boeing, Delta Airlines, EasyJet) ou dans l'industrie automobile (Volkswagen, Audi). Ensemble, les 20 entreprises ont retiré 134 millions de tonnes de CO2, une somme de compensations qui dépasse les émissions annuelles de la Suisse. Les deux plus gros acheteurs sont Shell et Delta Airlines.

Afin d'examiner la qualité et les bénéfices pour le climat des crédits carbone, les auteurs de l'étude ont pris en compte quatre critères. L'utilisation de compensations provenant de projets à faible ou à haut risque, l'âge des projets et des crédits, leur prix ainsi que le pays de mise en œuvre.

«Nos résultats montrent clairement que le marché volontaire du carbone, tel qu'il fonctionne actuellement, ne favorise pas la réduction des émissions mondiales», affirme au *Temps* le coauteur de l'étude Sascha Nick. De nombreux projets de compensation sont de mauvaise qualité et ne parviennent pas à réduire les émissions comme ils le prétendent.

«Nous avons constaté que 87% des compensations présentent un risque élevé de ne pas fournir de réductions d'émissions réelles et supplémentaires», indique Sascha Nick. La plupart des compensations ne répondent pas aux normes du secteur en ce qui concerne l'âge et le pays de mise en œuvre. De plus, la majorité des entreprises évaluées ont tendance à se tourner vers les crédits les moins chers.

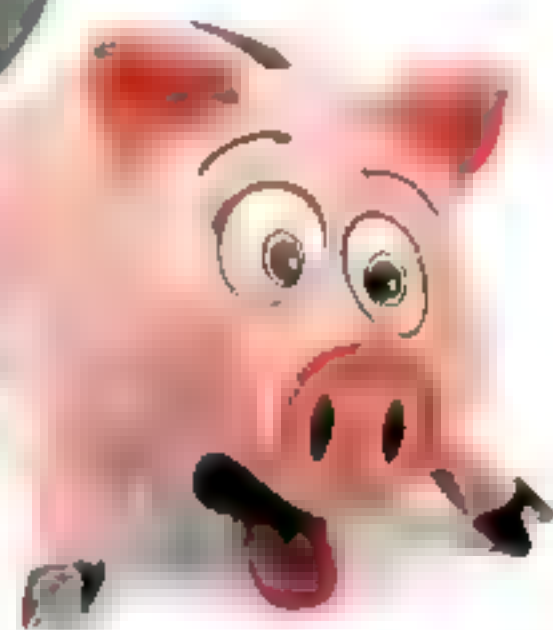
### Priorité aux chaînes d'approvisionnement

En matière de compensation carbone, l'enjeu est de garantir «l'additionnalité». Un projet est considéré comme additionnel s'il ne peut avoir lieu sans le mécanisme de la compensation. La majorité des projets porte sur la réduction de la déforestation ou les énergies renouvelables. «Or, une fois qu'on dépasse les 5% de renouvelable dans un pays, le marché est établi, compétitif, la compensation n'est plus additionnelle, explique Sascha Nick.

Pourtant beaucoup de crédits concernent des pays qui n'en ont plus besoin, comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, contrairement par exemple à la Mauritanie.»

Pour le chercheur, ces résultats montrent que «les entreprises ne sont pas naïves et ont une stratégie cohérente pour réduire leurs émissions à bon compte». Ce marche a-t-il quand même un avenir?

Selon Sascha Nick, les recommandations de l'initiative Science Based Targets (SBTi), un partenariat créé en 2015 dans le cadre de la COP21 à Paris, vont dans la bonne direction. A ses yeux, les entreprises doivent d'abord réduire leurs émissions et s'efforcer ensuite de décarboner leurs propres chaînes d'approvisionnement. «Mais cela coûte plus cher.»

**PUBLICITE**
**La LPP mérite mieux !**
[www.reforme-manquee-NON.ch](http://www.reforme-manquee-NON.ch)
**p.a. Centre Patronal**  
Rte du Lac 2, 1094 Paudex


# NON

à la réforme manquée de la LPP le 22 septembre



## 12 Finance &amp; Bourses

## «Les dommages naturels restent assurables»

**RÉSULTATS** La Vaudoise est parvenue à accroître son chiffre d'affaires et son bénéfice au premier semestre, malgré une augmentation des sinistres. Pour son directeur général, Jean-Daniel Laffely, le système suisse a fait ses preuves

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ALEXANDRE BEUCHAT  
@beuchat\_a

La Vaudoise poursuit sur la voie de la croissance. L'assureur coopératif établi à Lausanne a augmenté au premier semestre son bénéfice consolidé de 15,9% à 81,2 millions de francs, alors que son chiffre d'affaires s'est étoffé de 8,1% à 1,05 milliard, a-t-il annoncé mardi. La société se rejouit en particulier de l'augmentation de 5,3% des primes brutes dans les affaires non-vie, au-dessus de la croissance du marché suisse (4,1%). La performance semestrielle a été portée par le très bon résultat des placements. Le directeur général, Jean-Daniel Laffely, répond aux questions du *Temps*.

La Vaudoise a réalisé une excellente performance semestrielle. La seule ombre au tableau est la dégradation

du ratio combiné (somme des charges d'assurance et d'exploitation en pourcentage des primes encaissées), qui atteint 98,3%, contre 96,6% fin 2023. S'agit-il d'un motif de préoccupation? Notre ratio combiné reste en dessous de 100%.

Nous demeurons donc dans une zone profitable, même si nous avons perdu quelques plumes par rapport à l'année passée. Nous ne sommes pas préoccupés, mais suivons très attentivement la situation avec la direction.

Nous avons enregistré d'excellents résultats financiers, ce qui a permis de plus que compenser la hausse de la sinistralité. Les turbulences survenues en juillet et en août sur les marchés ne changent pas notre vision à fin juin. Il faut cependant prendre des horizons plus larges pour observer la sinistralité. Je rappelle qu'en 2023 la seconde partie de l'année a été très lourde sur le plan des dommages

naturels. L'énorme grêle au Tessin survenue le 26 août 2023 avait coûté cher. Pour la Vaudoise, ces dommages avaient représenté le coût moyen par cas le plus élevé de son histoire.

A combien se monte la facture des dommages naturels des derniers mois? Nous avons subi des dommages naturels dans toute la Suisse, surtout en Valais, au Tessin et dans les Grisons. Au niveau suisse, les assureurs privés sont organisés en pool, c'est-à-dire que nous conservons 20% des sinistres et les 80% sont repartis proportionnellement à nos parts de marché. Nous sommes donc plus affectés par les retombées indirectes de nos concurrents que par nos propres dommages. Pour la Vaudoise, les coûts se chiffrent à une quinzaine de millions de francs. Ce qui a affecté notre ratio combiné de 1,5 point. A notre niveau, ce n'est pas négligeable. Toutefois, les dom-



«Depuis la fin du covid, les coûts sur les réparations en casco ont augmenté d'au moins 15%»

Les dommages naturels ne sont pas la seule cause de la détérioration du ratio combiné.

Quelles sont les autres raisons de la détérioration du ratio combiné? L'autre élément important à prendre en compte est le renchérissement sur les réparations en casco. Depuis la fin du covid, les coûts ont augmenté d'au moins 15%. Ce phénomène s'explique aussi bien par les augmentations de coûts pour les constructeurs automobiles que par les problèmes rencontrés sur les chaînes d'approvisionnement. Nous devons repérer à un moment donné ces augmentations sur la clientèle. Car les coûts continuent d'augmenter. En 2024, les coûts de réparation et des pièces de rechange ont encore progressé de 3%, soit un niveau supérieur à l'inflation. L'électrification des véhicules, même si elle constitue une part congrue du portefeuille, fait également grimper la facture.

La Vaudoise a-t-elle dû augmenter ses tarifs? Nous avons adapté nos tarifs dans la partie casco. Dans le

cas des dommages naturels, c'est différent, car ils sont régis par la loi. La prime a été adaptée à la baisse en 2023 pour les bâtiments. La Finma est garante du respect de l'adéquation de la prime par rapport aux coûts. Nous avons calculé que pour 1 million de somme assurée sur un bâtiment, la prime annuelle est de 310 francs. Nous sommes loin de la situation qui prévaut aux États-Unis où les clients renoncent à s'assurer, car les primes atteignent des niveaux extrêmement élevés. La prime est la même dans tous les cantons qui ne disposent pas d'établissements cantonaux d'assurances. La Suisse peut se targuer d'avoir depuis 1936 un système efficace et performant, ou toute l'industrie de l'assurance est derrière ce pool des dommages naturels. Nous sommes dans une situation de saines répartitions des risques sur le marché. Le risque des dommages naturels en Suisse reste assurable. ■

## BOURSE 27.08.2024

↓ SMI 12296 72 -0.47% ↓ SPI 16317 09 -0.44% ↓ SLI 1993 79 -0.52% ↓ SMIM 2674 905 -0.25% ↑ VSMI 13 6152 3.51%

## SMI

Titre	Div	Rend du div.	Cours	Variation %	Plus bas / Plus haut
27.08.			cloture	jour d'avant	52 semaines
ABB NA	0.87	1.82	47.83	-0.25	29.13
Acon N	0.24	0.30	81.08	0.15	61.28
Gebert NA	12.70	2.39	530.80	-1.01	409.00
Gvaud	68.00	1.62	4198.00	-0.14	2769.00
Holcim N	2.80	2.48	80.64	-1.01	54.34
Kühne+Nagel	10.00	3.86	258.90	-0.42	234.50
Logitech NA	1.06	1.52	76.52	-1.03	59.68
Lonza Gr	4.00	0.73	551.60	-0.72	308.60
Nestlé NA	3.00	3.35	89.68	-1.03	85.70
Novartis	3.30	3.28	100.50	-0.12	81.63
Pharmas	39.00	3.24	1202.50	-2.32	926.60
Richemont	3.50	2.04	134.60	-1.82	102.95
Roche Hld GS	9.60	3.40	282.00	-1.05	212.90
Sika N	3.30	1.24	266.20	-0.26	206.90
Solvay	4.30	1.47	293.00	-0.85	205.80
Swiss Life	33.00	4.89	675.00	-0.41	541.20
Swiss Re NA	6.22	5.38	115.45	-0.26	84.62
Swisscom	22.00	4.11	535.50	-0.19	486.80
UBS Group	0.64	2.42	26.44	0.15	20.88
Zürcher St. Gr	26.00	5.31	489.50	0.06	407.60

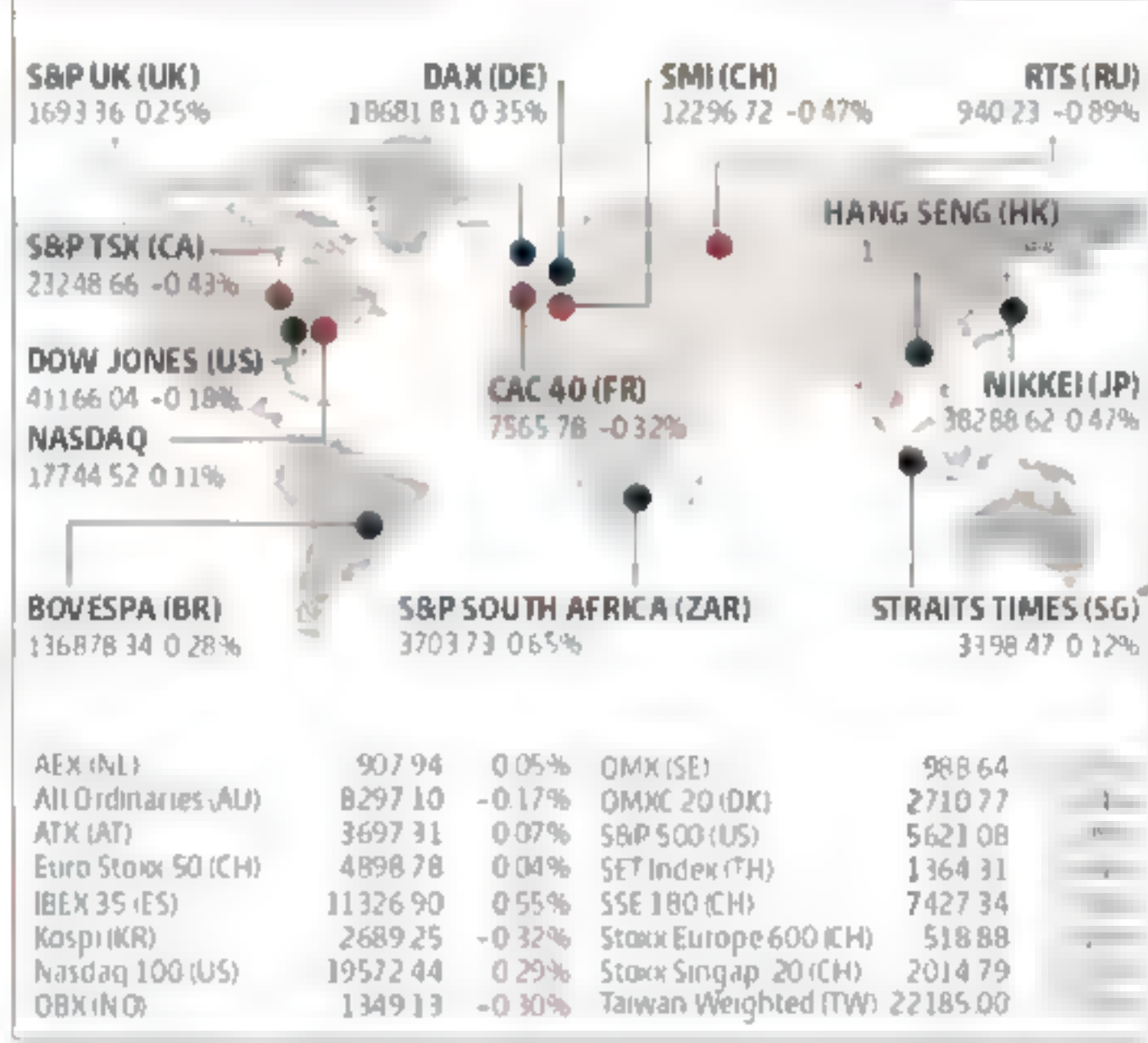
## ↑ GAGNANTS

Cours du SPI du 27.08.2024	PERDANTS ↓
Adax Therap	0.077 +28.09%
Kudecki	1.50 +3.45%
Kardex	258.50 +2.78%
Swiss Steel H.	5.12 +2.40%
Atres 5 SA	0.45 +2.27%

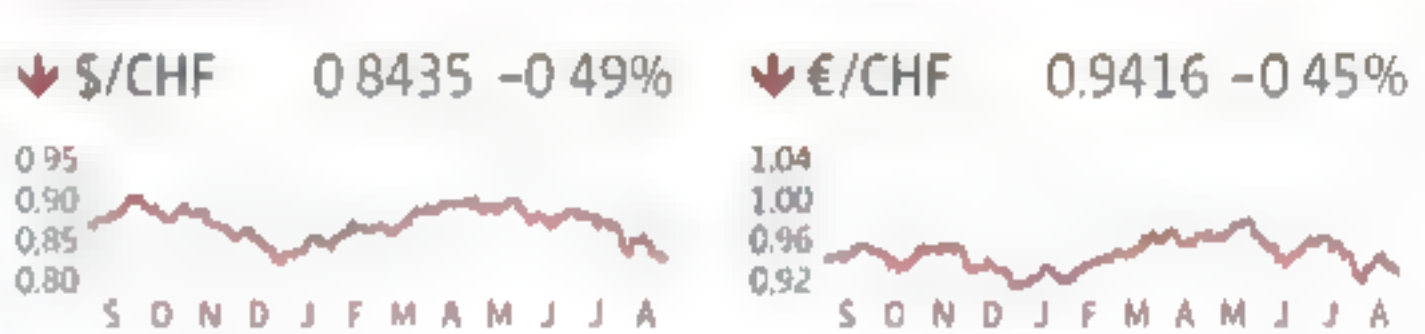
## SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI 3000 SMI)

Cours 27.08.	Var %	52 semaines	Cours	Var %	52 semaines
cloture	J. d'av.	Haut	Bas	J. d'av.	Haut
Accelleron	42.48	1.53	44.3	21.4	
Adax Therap	0.077	28.09	0.26	0.04	
Adax Therap	29.18	0.14	42.2	27.3	
Adax Tech	85.00	-	116	83.0	
Aesvis Vici NA	14.60	-1.02	19.0	13.8	
Aesvis SA	0.45	2.27	0.72	0.25	
Aureal NA	158.20	-0.50	159	140	
Auro Houd ng	246.50	-2.95	282	206	
ams-OSRAM	1.02	±0.00	3.48	0.92	
APG SGA NA	197.50	-1.25	226	165	
Arbonia NA	12.70	-2.31	13.5	7.08	
Arundel NA	0.12	-	0.27	0.00	
Aryata NA	1.71	-0.93	1.83	1.34	
Ascom NA	5.68	-1.05	10.9	5.29	
Asma World	1.42	-2.07	1.94	1.25	
Autonorm H NA	121.80	-0.49	167	98.8	
Avolta	33.20	-0.42	39.8	29.0	
Bachem H NA	80.25	-1.77	91.7	54.0	
Balbiore NA	160.40	-0.25	163	126	
Barry Callebaut	1367.00	-0.44	1627	1215	
Basel and KB	854.00	-0.23	894	830	
Bausila Pharm	44.60	-0.22	49.0	42.0	
Baxter KB PS	66.00	±0.00	69.6	62.0	
BB Biotech	39.20	-0.76	49.8	35.4	
Belimo	555.50	-0.36	559	369	
Belt Food	261.50	0.58	285	238	
Belvue Gr	16.50	0.61	24.8	16.0	
Bentl Engele	40.60	0.74	45.9	39.7	
Beimer KB	229.00	-1.72	253	229	
BKW	154.10	0.78	168	122	
Bossard	215.00	-0.23	230	173	
Bq. Cant. de G	274.00	±0.00	317	213	
Bq. Cant. de J	58.50	±0.00	66.5	49.2	
Bq. Cant. vaud	91.05	-0.44	113	89.0	
Bucher Ind	353.50	-0.70	402	314	
Bundner KB	1710.00	±0.00	1815	1630	
Burckhardt	585.00	-0.17	666	436	
Burkhalter	89.00	-0.89	101	83.0	
BVZ	960.00	±0.00	1080	820	
Bystronic	315.00	-0.32	598	299	
Calda Holding	29.00	1.40	32.0	25.0	
Carlo Gavazzi	242.00	-0.82	354	232	
Cembra Money	77.90	0.71	78.9	60.0	
C. Com	1.25	-	2.38	0.90	
Cleor Technol.	51.00	±0.00	53.4	43.0	
Clariant	13.17	-0.75	15.3	10.8	
Coltene	51.00	1.59	72.4	44.1	

## INDICES BOURSIERS



## CHANGES



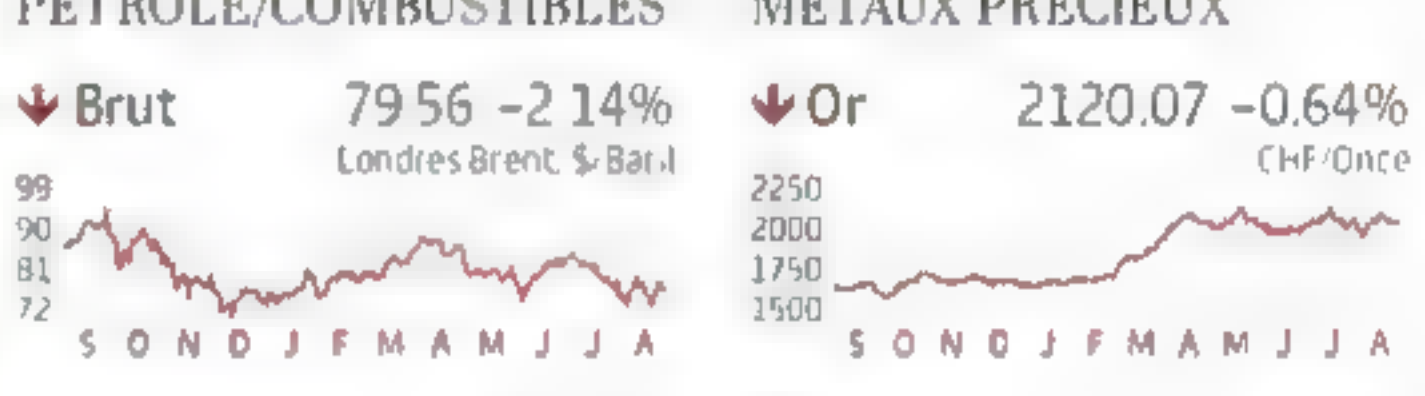
La Banque	Devises	Billets	avec 100 fi
27.08.	achete	vend	on achete
1 Euro	0.9451	0.9453	0.92
1 Dollar US	0.8462	0.8464	0.81
1 Dollar canadien	0.6283	0.6285	0.59
1 Dollar australien	0.5740	0.5742	0.54
100 Dollar hongkong	10.8464	10.8494	10.20
100 Yen	0.5844	0.5845	0.54
1 Livre sterling	1.1199	1.1203	1.04
100 Couronnes suédoises	8.2972	8.3032	0.00
100 Couronnes norvég.	8.0389	8.0447	0.00
100 Couronnes danoises	12.6671	12.6711	0.00

Monnaies	27.08.	27.08.	27.08.	27.08.	27.08.
Franc suisse	1.1855	1.0618	0.8400	170.9318	1.5957
Dollar US	0.8434	0.8957	0.7558	144.1740	1.3461
Euro	0.9417	1.1164	-	160.9738	1.5028
Livre sterling	1.1159	1.3230	1.1850	190.7644	1.7809
Yen	0.5849	0.0069	0.0062	-	0.0093
Dollar canad.	0.6265	0.7428	0.6654	107.1070	-
Rouble	0.0092	91.4942	0.0098	1.5756	0.0147

## TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Saron	27.08.	27.08.	27.08.
ESTR	1.209	1.209	1.209
ESTR	3.665	3.665	3.665
ESTR	3.723	3.723	3.723
ESTR	3.841	3.841	3.841
ESTR	3.912	3.912	3.912

## PÉTROLE/COMBUSTIBLES



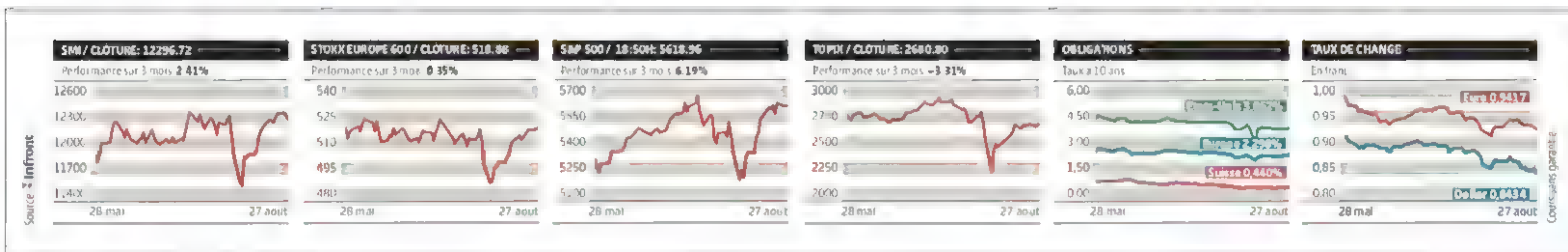
CHF	27.08.	27.08.	27.08.
Pieces	400.50	426.00	426.00
8 Florin	2090	2205	2205
Kru gerand	2090	2196	2196
Maple leaf	388.00	436.00	436.00
Napoleon 20 Fr	489.00	550.00	550.00
Souverain nouveau	489.00	545.00	545.00
Vienet 20 Fr	390.00	436.00	436.00

## MATIÈRES PREMIÈRES

27.08.	26.08.	27.08.	26.08.
Cuivre (LME) \$/t	93.27	1.67%	
Etain (LME) \$/t	332.58	1.21%	
Plomb (LME) \$/t	2097	0.16%	
Aluminium hg (LME) \$/t	2530	-0.27%	
Ble (CBOT) €/t	535.50	2.15%	
Mais (CBOT) \$/cvs bu	393.00	1.81%	

EXPLICATIONS : tous les prix des actions de la bourse de Zurich. \* = dernier prix mentionné. Div. = dividende. GS = bons de participation. 1 = actions au porteur. NA = actions non payées. PS = bons de participation. St = actions ordinaires. Vz = actions privilégiées. le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Métaux et devises étrangères données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie.



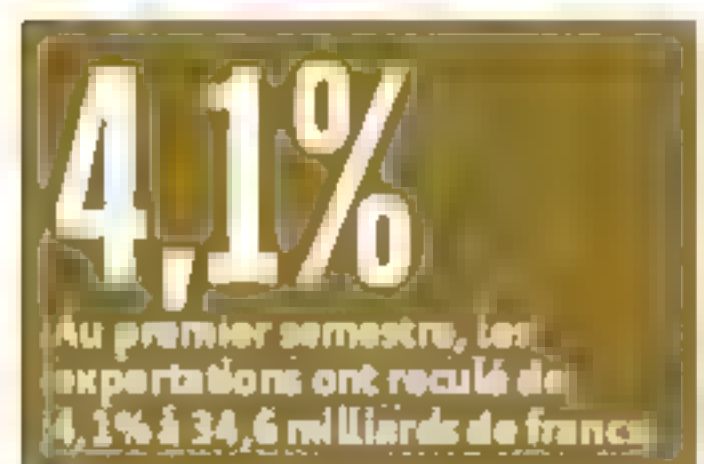


## Fort vent contraire pour l'industrie des machines

**CONJONCTURE** La branche ne présente toujours aucun signe de reprise. Les exportations sont en net recul sur le premier semestre de l'année sur tous les débouchés clés. Avec la faiblesse marquée des partenaires européens, l'Allemagne en tête. Une vague de licenciements se profile à l'horizon

STEPHANE GACHET

L'industrie tech suisse (regroupant machines, équipements électriques et métaux) fait toujours face à un fort vent contraire. Les chiffres semestriels publiés mardi par l'association faitière, Swissmem, ne sont pas encourageants. Les exportations au niveau mondial ont reculé de 4,1% à 34,6 milliards de francs. Avec un écart marqué entre les grandes entités et les affaires de plus petites tailles. Ces dernières ont moins souffert, souligne l'association.



Selon Philippe Cordonnier, dirigeant de l'antenne romande de Swissmem, cette différence tient dans la capacité d'adaptation, les PME se montrant plus flexibles. Il souligne que de nombreux entrepreneurs sont déjà en phase de diversification et investissent dans ce sens.

### Le spectre du chômage partiel

Le coup de sonde réalise auprès des membres de l'association n'ouvre pas de perspective de retournement rapide. Si 32% des entrepreneurs s'attendent à une augmentation des commandes de l'étranger ces douze prochains mois, 25% tablent sur une baisse, et 43% sur une situation inchangée.

Il y a un signal plus inquiétant, la faitière reçoit de plus en plus de demandes de conseils pour les dossiers de réduction de l'horaire de travail (RHT). Philippe Cordonnier parle de «solicitations quotidiennes» à l'antenne romande. Ce

qui, selon lui, constitue une «phase préliminaire». Swissmem ne tient pas de statistiques précises, mais la prochaine étape sera vraisemblablement la mise en application des RHT. Voire pire. Selon la faitière, certains entrepreneurs anticipent des issues plus funestes, chômage complet et même licenciement collectif. Pour Philippe Cordonnier, il vaut mieux se préparer: «Il y aura très probablement une augmentation des suppressions de postes dans les mois à venir.»

Pour les entrepreneurs, poursuit le responsable romand, la coupe française reste la mesure de dernier recours. La priorité est au maintien des forces de production et des compétences. Pour l'heure, le secteur se montre stable. La branche a compté 329 900 employés au deuxième trimestre, soit 400 personnes de moins qu'au trimestre précédent.

### Le problème n'est pas structurel

Stefan Brupbacher, directeur de Swissmem s'est surtout efforcé de tempérer: «Les chiffres d'affaires de l'industrie tech suisse montrent que la reprise est encore retardée.» En insistant sur le fait que le secteur «ne souffre pas de problème structurel, mais conjoncturel»: «La récession chez nos voisins se répercute inévitablement sur notre branche.» Le terme de «voisins» n'est pas une image. Les exportations vers l'Europe sont en effet les plus touchées. Elles ont diminué de 6,8% vers l'Union européenne sur les six premiers mois de l'année – contre une baisse de 4,1% au niveau mondial. L'Allemagne, qui a compte certaines années pour plus d'un quart des exportations, apparaît particulièrement affaiblie, avec un recul de 8,4%. Stefan Brupbacher maintient toutefois une vue positive à moyen terme: «Un renversement de tendance interviendra en 2025.»

En marge des chiffres d'exportation, Swissmem se prépare à une levée de bouilliers contre l'initiative pour l'avenir et son projet d'imposition massive des successions dépassant 50 millions de francs. Selon Philippe Cordonnier, le risque est majeur d'assister à des délocalisations, sinon des faillites, si le projet devait passer la rampe. ■

### MAIS ENCORE

**Madrid met son veto à une OPA hongroise dans le secteur ferroviaire**  
Le gouvernement espagnol a mis son veto hier au nom de la «sécurité nationale» du pays à une tentative d'OPA lancée par Ganz.

**Private Limited**  
une compagnie magyare liée au gouvernement du premier ministre hongrois Viktor Orbán sur le constructeur de trains espagnol Talgo (AFP)

## Cinq mensonges à décortiquer autour de Telegram

**POLÉMIQUE** L'arrestation de Pavel Durov, directeur de la messagerie, a suscité un nombre impressionnant de contre-vérités et d'inexactitudes. Entre les affirmations d'Elon Musk, celles du Kremlin et de Telegram, voici de quoi y voir plus clair

ANOUGH SEYDAGHIA

X @Anouch

Il y a les anti-Telegram, les pro-Telegram, ceux qui en profitent pour jeter de l'huile sur le feu et enfin ceux qui diffusent des approximations dangereuses. L'arrestation de Pavel Durov, samedi soir à Paris, a suscité une vague impressionnante de commentaires et d'affirmations. Alors que le directeur de Telegram a vu sa garde à vue prolongée jusqu'à mercredi, voici cinq contre-vérités, décortiquées, autour de l'application de messagerie.

### 1 Le début d'une censure de masse?

Elon Musk a été l'un des premiers à hurler contre l'arrestation de Pavel Durov. Il a publié sur X le hashtag #FreePavel et écrit «Liberté. Liberté! Liberté!». Il est allé beaucoup plus loin en écrivant qu'en 2030, on «pourra être exécuté en Europe pour avoir mis un «j'aime» sur un même [une image détournée dans un but d'amusement, ndr]». Soutenu par de nombreux internautes, par des membres de la droite américaine, le propriétaire de X est-il allé trop loin?

Oui, assurément. Il n'y a aucune censure de masse à l'horizon, ni en France ni dans l'Union européenne. Ces généralités sont fausses, Telegram est un cas particulier. Les infractions pour lesquelles Pavel Durov est poursuivi ont été listées lundi soir, elles sont au nombre de 12 et sont précises: refus de communiquer les informations nécessaires aux interceptions autorisées par la loi ou encore complicité de délits et de crimes qui s'organisent sur la plateforme (trafic de stupéfiants, pédopornographie, escroquerie et blanchiment en bande organisée). Il ne s'agit en aucun cas de censurer des opinions. Mais d'obtenir, pour la justice, des informations permettant de poursuivre des enquêtes criminelles.

### 2 Telegram blanc comme neige?

Telegram affirme qu'il fait tout juste. La messagerie dit «respecter les lois de l'Union européenne» et prétend que «sa modération est conforme aux normes de l'industrie et s'améliore constamment».



**«On pourra être exécuté en Europe pour avoir mis un «j'aime» sur un même»**

ELON MUSK, PATRON DE X



**«La France est plus que tout attachée à la liberté d'expression»**

EMMANUEL MACRON, PRÉSIDENT FRANÇAIS

Peut-être Telegram joue-t-il sur les mots. Mais sur le fond, ces affirmations sont fausses: des services de police de nombreux pays – en Europe et ailleurs – se plaignent depuis des années du manque de coopération de la plateforme pour obtenir des informations concernant des activités criminelles facilitées par Telegram, Instagram, WhatsApp ou Signal obéissent ponctuellement aux injonctions de justice et police – dans le cadre, bien sûr, des données que ces réseaux possèdent sur leurs utilisateurs. Telegram, lui, s'est obstiné dans un refus quasi total.

### 3 Un traitement de défaveur?

Continuons avec Elon Musk. Selon l'entrepreneur, «Instagram est confronté à un problème majeur d'exploitation des enfants, mais aucune arrestation n'a été prononcée pour Zuck [Mark Zuckerberg, ndr], car il censure la liberté d'expression et donne aux gouvernements un accès détourné aux données des utilisateurs.»

Elon Musk soupçonne ainsi Telegram de subir un traitement de défaveur par rapport aux autres réseaux sociaux et messageries. Prenons ses points un à un. A notre connaissance, les autorités n'ont pas accès aux données des utilisateurs d'Instagram. Ensuite, oui, il y a des règles strictes sur Instagram ou Facebook (par exemple sur la nudité), qui n'existent pas sur Telegram ou X.

Et surtout, oui, Instagram a été à plusieurs reprises épinglé par les autorités, notamment américaines, pour les torts causés aux enfants. On se souvient, en début d'année, d'une audition devant le Sénat où plusieurs directeurs de réseaux

sociaux, dont Mark Zuckerberg, avaient été accusés de «tuer des enfants» et d'avoir «du sang sur les mains». Ce sont notamment le modèle d'affaires et le laxisme d'Instagram qui avaient été épinglés. Dans le cas de Telegram, c'est le manque de coopération avec les autorités qui est en jeu sans parler de l'absence totale de modération.

### 4 Une soudaine amitié russe

Les relations entre la Russie et Telegram sont compliquées. L'application est très utilisée dans le pays (et aussi par la population ukrainienne), mais le Kremlin avait tenté de fermer la messagerie par le passé. Soudain, Moscou a affiché son soutien à Pavel Durov, un porte-parole de la présidence évoquant une possible «tentative d'intimidation» de la part de la France. Vladislav Davankov, vice-président du parlement russe, a affirmé que l'arrestation était à caractère «politique». Aucun élément ne soutient ces remarques. Mais Emmanuel Macron s'est senti obligé de réfuter ces affirmations, en écrivant que «la France [était] plus que tout attachée à la liberté d'expression et de communication».

### 5 Un chiffrage très partiel

Dernier point important: Telegram n'est pas, comme beaucoup le disent, une «messagerie cryptée». Seuls les utilisateurs qui basculent les communications comme «secrètes» activent un chiffrage de bout en bout, protégeant les messages. L'immense majorité des conversations, en groupe et à deux, ne sont pas chiffrées et donc pas protégées. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

### Recul sur un large front

**BOURSE** La bourse suisse a entamé la séance de mardi en très légère hausse de 0,05% à 12360,54 points. Le SMI a clôturé en baisse de 0,47% à 12296,72 points et le SPI de 0,44% à 16317,09 points. Aux poids lourds, Roche (-1,05% à 282 francs) a pesé sur l'indice. Novartis a cédé 0,12% à 100,76 francs et Nestlé 0,05% à 89,68 francs. Seuls trois titres du SMI sont parvenus à terminer la

### LE TITRE VEDETTE

JBS (+0,15% à 81,08 francs), UBS (+0,15% à 21,44 francs) et Zurich Insurance (+0,06% à 489,50 francs). Au SPI, le spécialiste de la chirurgie dentaire Straumann s'est apprécié de 1,50% à 125,30 francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHES

**Nous nous occupons de tout, en laissant votre salle de bain impeccable, pour une douche sûre et relaxante.**

**De la baignoire à la douche en seulement 8 heures (1 jour) Sans aucun souci!**

Nous pouvons aussi Rénover l'entière salle de bain. Informez-vous SANS ENGAGEMENT, notre technicien sera à votre disposition gratuitement.

**022 347 74 14**

[www.pegasusprojects.ch](http://www.pegasusprojects.ch) [info@pegasusprojects.ch](mailto:info@pegasusprojects.ch)



14 Carnet du jour

DEUIL



Denise Hacco, son épouse  
Aline et Philip Rutstein et leurs enfants, Rachel, Elie et Daisy  
Aimée et Freddy Argi et leurs enfants, Melodie, Maurice et Arianne  
Francine et Nicola Berardi-Hacco et leurs enfants, Serena et Massimo  
Freddy et David Argi, ses arriere-petits-enfants  
ainsi que les familles Levy, Rabaeus, Gerard, Grimberg et Muti

ont la tristesse de faire part du décès de

MAURICE HACCO

Leur cher mari, papa, et Nono cheri.  
Les obsèques auront lieu le mercredi 28 août 2024 au cimetiere de Veyrier à 12h30,  
chemin de l'Arvaz 16, 1255 Veyrier.



Tu n'es plus là où tu étais,  
mais tu es partout là où je suis.  
Victor Hugo

Ses enfants et ses petits-enfants  
Séverine et Patrick, leurs enfants Dimitri, Alexandre, Isaure  
Ivan et Carohne, leurs enfants Emily, Nicolai  
Maud et Oliver, leurs enfants Charlotte, Lavinia  
Camille et Ron  
Dominique, leur maman  
Les familles parentes, allies et amies,  
ont le profond chagrin de faire part du décès de

MONSIEUR CHRISTIAN BRUSTLEIN

entré dans la Paix et la Lumière le vendredi 23 août 2024 à l'aube de ses 69 ans.

Quand le temps s'arrête...  
l'éternité commence

La cérémonie d'Adieu aura lieu à l'église catholique du Sacré-Cœur,  
ch. de Beau-Rivage 1 à Lausanne, le vendredi 30 août à 14h.  
Honneurs à 14h45.

Christian repose à la chapelle Saint-Roch, rue Saint-Roch 19, 1004 Lausanne.

En souvenir de Christian, vous pouvez penser à la Fondation Jan & Oscar,  
1001 Lausanne, IBAN CH 95 0076 7000 5562 9550 8,  
mention « Voyage humanitaire de Lennart ».

CONVOIS FUNÈBRES

GENEVE  
Athenaz (Avusy) - 11h M<sup>me</sup> Ariane  
Balestra; église  
Meyrin - 14h M<sup>me</sup> Françoise  
Robert-Tissot; centre paroissial  
occuménique  
Veyrier - 12h 30 M. Maurice Hacco;  
cimetière ch. de l'Arvaz 16

LAUSANNE  
14h M. Louis Polèse; église  
Saint-Esprit, Boisy  
14h 30 M<sup>me</sup> Esther Husler;  
centre funéraire de Montoie,  
chapelle A  
15h M<sup>me</sup> Francine Buol;  
centre funéraire de Montoie,  
chapelle B  
16h M. Markus Wieser;  
centre funéraire de Montoie,  
chapelle A

VAUD  
Bex - 14h M. Angelo Conte, église  
catholique  
Montroux - 9h 45 M<sup>me</sup> Odette  
Chevalley; temple Saint-Vincent  
Pully - 14h 30 M<sup>me</sup> Leonora Catharina  
Acatos; temple de Chantemerle  
FRIBOURG  
Charmey (Gruyère) - 14h 30  
M. Jacques Bataillard; église  
Fribourg - 14h 30 M<sup>me</sup> Isabelle  
Buntschu; église Saint-Jean, en  
Viel-le-Ville  
Granges-Paccot - 14h 30 M<sup>me</sup>  
Fernande Schaller-Bugnon; chapelle  
funéraire de Chantemerle (Munth), rte  
de Chantemerle 37a  
JURA  
Mervelier - 14h M<sup>me</sup> Juliette Marquis;  
église

Porrentruy - 14h M. Claude Erard,  
église Saint-Germain  
Vicques - 14h M. Adolphe Lobsiger;  
église  
NEUCHÂTEL  
La Chaux-de-Fonds - 14h M. Frédéric  
Roth; Ferme des Aretes  
Neuchâtel - 14h M. Oscar Wyder;  
chapelle de Beauregard  
VALAIS  
Montagnier - 15h M<sup>me</sup> Jeanne  
Baillifard, chapelle de la Providence  
Monthey - 11h M. Michel Stoppini;  
église  
Monthey - 16h M. Pascal Dubey;  
église  
Vernayaz - 16h M. Heinz Luthi; église  
paroissiale  
Verossaz - 16h M<sup>me</sup> Germaine Gex;  
église

CARNET DU JOUR

Pour tout faire-part de décès, l'avis de remerciement de la famille est offert

Tel. +41 22 575 80 50  
E-mail. carnets@letemps.ch

LE TEMPS

PUBLICITE

MASTER CLASS

Dessinez avec Chappatte

Mercredi 18 septembre 2024 à 17h  
Caran d'Ache, Genève



Scannez le code QR  
ou rendez-vous sur  
LeTemps.ch



Partenaire contributeur



Organisateur

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Redaction  
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2  
CH - 1209 Genève  
Tel + 41 22 575 80 50  
info@letemps.ch  
Conseil d'Administration  
Présidente: Abir Greibi  
Direction  
Pierre Adenier  
directeur exécutif  
Madeleine von Holzen  
redactrice en chef  
Jean-Christophe Potocki  
produits & technologie  
Olivier Schwarz, finances  
Redactrice en chef  
Madeleine von Holzen

Adjoints: Vincent Bourquin  
Celia Heron, Sylvie Logean  
Gregoire Nappey, Julien Pralong  
Assistante et office manager  
Monique Graber Sangiorgio  
Chefs d'édition  
Nicolas Dufour (web)  
Florian Fischbacher (web)  
Elise Kerchenbaum (print)  
Simon Moreillon (print)  
Philippe Simon (resp. print)  
Chefs de rubrique  
International: Alina Jaccottet  
Suisse: Nicole Lamon  
Economie: Aline Bassin

Opinions & Debats  
Romain Cavaz  
Culture & Le Temps Week-end  
Stephane Gobbo  
Sport: Laurent Favre  
Sciences: Pascaline Muret  
Iconographie  
images@letemps.ch  
Redactrice en chef  
T Magazine  
Rinny Gremaud  
La liste complète de tous les services  
et collaborateurs du Temps SA sur  
www.letemps.ch/contact/annuaire

Redaction de Berne  
Bundesgasse 8  
CH - 3003 Berne  
Tel. + 41 22 575 80 50  
Redaction de Lausanne  
Rue de la Madeleine 18  
CH - 1003 Lausanne  
Tel. + 41 22 575 80 50  
Redaction de Neuchâtel  
Case postale 2645  
CH - 2000 Neuchâtel  
Tel. + 41 22 575 80 50  
Redaction de Sion  
Rue des Creusets 16  
CH - 1950 Sion  
Tel. + 41 22 575 80 50

Relation clients  
Le Temps SA  
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève  
Lundi-vendredi  
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30  
Tel. 022 539 10 75  
E-mail: relationclients@letemps.ch  
Tous les détails de nos offres  
sur www.letemps.ch/abos  
Regie publicitaire  
Nationale: Anne Sandrine Backes  
Adresse: NZZ one - Route de Lully 50  
CH - 1131 Tolochenaz  
Tel. 021 318 46 63  
E-mail: letemps@nzzone.ch  
Regionale: Sébastien Cretton  
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2  
CH - 1209 Genève  
Tel. 022 575 80 50  
E-mail: publicite@letemps.ch

Impression  
CIL - Centre d'Impression Lausanne SA  
Tirage diffusé  
34 118 exemplaires  
(source: tirage contrôlé REMP 2023)  
Audience REMP MACH Basic  
2024: 1 86 000 lecteurs  
La redaction decline toute  
responsabilité envers les manuscrits  
et les photos non commandées ou  
non sollicitées. Tous droits réservés.  
En vertu des dispositions relatives  
au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi  
contre la concurrence déloyale  
et sous réserve de l'approbation  
préalable écrite de l'éditeur  
sont notamment interdites toute

reimpression, reproduction, copie  
de texte redacté ou d'annonce  
ainsi que toute utilisation sur des  
supports optiques, électroniques ou  
tout autre support, qu'elles soient  
totales ou partielles combinées ou  
non avec d'autres œuvres ou  
prestations. L'exploitation intégrale  
ou partielle des annonces pa-  
des tiers non autorisées, notamment  
sur des services en ligne  
est expressément interdite.  
ISSN 1423-3967  
No CPPAP: 0413 N 05139  
Notre papier, journal est produit  
de manière écologique avec une  
forte proportion de papier recyclé



# La Suisse part à la conquête de Paris

**JEUX PARALYMPIQUES** La délégation nationale de 27 athlètes est très gourmande: elle vise 14 médailles. A l'instar de la rameuse Claire Ghiringhelli, les sélectionnés piaffent d'impatience. L'événement débute aujourd'hui avec la cérémonie d'ouverture

VINCENT BOURQUIN, PARIS  
X @bourquvin

Beaucoup de sourires, mais aussi une tension perceptible sur les visages. A deux jours du début des compétitions, les athlètes helvétiques sélectionnés pour les Jeux paralympiques (JP) de Paris étaient réunis à la Maison Suisse, située dans les élégants jardins de l'ambassade, non loin de la tour Eiffel. Avec 27 athlètes, cette délégation est la plus nombreuse depuis 2008 et elle compte 19 femmes.

Sept sportifs participent à leurs premières joutes, tandis que Marcel Hug, l'une des grandes stars du para-athlétisme, en est à ses sixièmes. Mais pour la première fois de sa riche carrière, il a été désigné hier matin comme l'un des deux porte-drapeaux pour la cérémonie d'ouverture. Au moment de l'annonce faite par le chef de la délégation, Peter Läubli, le Thurgovien ne cachait pas son émotion: «J'ai déjà participé à cinq cérémonies d'ouverture, mais je n'ai jamais été porte-drapeau. C'est un grand honneur pour moi.» Et d'ajouter avec humour: «Je commencerai les Jeux aux Champs-Élysées et les finirai au même endroit.» Le marathon, auquel il participera le 8 septembre, se terminera en effet sur l'avenue si chère à Joe Dassin. En 2021 à Tokyo, «Swiss Silver Bullet» – surnom que lui vaut son casque argenté – avait remporté l'or dans les quatre compétitions qu'il avait disputées en fauteuil roulant le 800, le 1500, le 5000 et le marathon. A la Maison Suisse, tout le monde espère qu'il réalisera le même exploit cette année.

## L'exploit de Catherine Debrunner

A ses côtés, pour porter les couleurs du pays entre les Champs-Élysées et la Concorde, une autre championne d'athlétisme, Elena Kratter. La Schwytzoise avait gagné au Japon le bronze en saut en longueur: «Je

me sens comme si nous jouions à domicile, ma famille, mes amis seront là lors des compétitions», dit-elle, tenant dans ses mains un drapeau à croix blanche.

Cette proximité avec la Suisse est clairement un avantage et rend les dirigeants sportifs ambitieux.

Président de Swiss Paralympic, Laurent Prince espère 14 médailles, comme à Tokyo où les sportifs avaient fait des

«Jeux exceptionnels», selon le Jurassien. Lors des derniers Jeux olympiques, le chef de délégation avait, lui, été beaucoup plus prudent en n'avancant aucun chiffre. Au final, huit médailles ont été remportées.

## «J'espère que pour Los Angeles, nous pourrions former une équipe»

CLAIRE GHIRINGHELLI, RAMEUSE

Des podiums sont espérés en natation et en cyclisme. Toutefois, c'est surtout en athlétisme que la Suisse est ambitieuse, grâce à Marcel Hug, mais aussi à Manuela Schär et Catherine Debrunner. Cette dernière va réaliser un exploit unique: concourir sur six distances différentes: 100 m, 400 m, 800 m, 1500 m, 5000 m et marathon. «Beaucoup de gens disent que je suis folle. Durant le covid, j'avais beaucoup de temps, alors je me suis lancée de nouveaux défis. La clé, c'est le repos et c'est surtout compliqué pour mon entraîneur, qui doit préparer un plan me permettant d'exercer à la fois l'explosivité et l'endurance.» La Thurgovienne, qui détient cinq records du monde, rêve de médailles, mais elle n'articule aucun nombre. «La priorité pour moi est de faire des courses intelligentes, après on verra. Ces dernières années, le niveau a beaucoup augmenté.»



Au sein de cette délégation, il n'y a qu'une Tessinoise et seulement deux Romandes. Pourquoi si peu de Latins? «Nous avons aussi des clubs et des sportifs en Suisse romande, mais malheureusement il nous manque des figures phares comme le sont Marcel Hug, Manuela Schär ou Catherine Debrunner. Et c'est aussi vrai que Nottwil, qui est le Macolin du para-sport, est éloigné de la Suisse romande», répond Laurent Prince.

## Para-aviron: une première

La Tessinoise, c'est Claire Ghiringhelli, qui a la particularité de participer à ses premiers JP. D'ailleurs, jamais la Suisse n'avait été représentée en para-aviron. Depuis dimanche, cette ingénieure en matériaux aéronautiques s'entraîne au stade nautique de Vaires-sur-Marne, où se dérouleront les compétitions. Etablie dans le sud de Paris, elle connaît bien ce plan d'eau, même si son terrain de jeu préféré est la Seine. Depuis six ans, elle se déplace en fauteuil roulant. Férue d'alpinisme, de ski et de course à pied, elle a découvert un sport qui se pratique aussi dans la nature. «Et je n'ai pas besoin de mon fauteuil pour l'exercer.» Elle ajoute: «C'est un sport à la fois technique, exigeant et élégant.» Elle aime répéter: «Ramer, c'est avancer en reculant.»

Ses compétitions débiteront vendredi. «Cela va être dingue, il



Les deux porte-drapeaux helvétiques, Marcel Hug (photo du haut) et Elena Kratter, étaient déjà à Paris l'an dernier pour les Championnats du monde d'athlétisme handisport. (PHOTOS: PARIS, JUILLET 2023/GABRIEL MONNET/SWISS PARALYMPIC)

y aura plus de 12 000 spectateurs», dont ses trois enfants, qu'elle n'a plus vus depuis un mois, car elle a affiné sa préparation en Suisse à Sarnen et sur le Rotsee. De nombreux amis venus du Tessin ou de France seront aussi présents pour l'encourager.

## «En Suisse romande, il nous manque des figures phares»

LAURENT PRINCE, PRÉSIDENT DE SWISS PARALYMPIC

Claire Ghiringhelli s'aligne dans la catégorie PR1, où les rameurs ne peuvent utiliser ni jambes ni tronc. Une sacrée performance, car habituellement, en aviron, 80% du travail est exercé par les jambes, 15% par le dos et seulement 5% par les bras. «Avec les lombaires fixées au dossier et sans la force des jambes, j'ai juste la force des bras et des épaules pour ramer», précise l'athlète, seule dans son embarcation avec ses deux rames. Des flotteurs sont disposés de part et d'autre pour renforcer la stabilité. Ambitieuse, elle espère terminer à l'une des six premières places lors des qualifications. Ce résultat lui ouvrirait les portes de la finale A, où tout serait possible. «C'est la compétition la plus importante de ma vie», souffle-t-elle.

Claire Ghiringhelli a des ambitions sportives, mais surtout elle aimerait que son sport se développe. «Je ne veux plus ramer toute seule lors des Championnats de Suisse sur le Rotsee...» Aucun autre Suisse ne fait de la compétition de para-aviron. «J'espère que pour les prochains Jeux à Los Angeles, nous pourrions former une équipe», lance-t-elle. Particularité de ce sport, il est totalement inclusif, toutes les compétitions comportant également des catégories réservées aux para-athlètes.

Laurent Prince est aussi optimiste pour sa délégation que pour l'ensemble des Jeux. «Paris s'éveillera une deuxième fois cette année», prédit le président de Swiss Paralympic. Un éveil qui passera par un spectacle d'ouverture qui devrait à nouveau être grandiose. Son directeur artistique, Thomas Jolly, annonce «des performances jamais vues auparavant, qui changent le regard sur le handicap».



ANTOINE RABERIN  
POST-DOCTORANT À  
L'INSTITUT DES SCIENCES  
DU SPORT DE L'UNIL

## Sport Étude

### La fonction pulmonaire, clé des écarts entre les sexes?

Si Paris 2024 a pu s'enorgueillir d'atteindre la parité hommes-femmes chez les athlètes pour la première fois dans l'histoire des Jeux olympiques, il reste du chemin à parcourir dans d'autres domaines liés au sport, notamment dans la recherche. En 2021, 35% seulement des études en sciences du sport incluaient des femmes, alors même que

des différences anatomiques et physiologiques entre les deux genres sont scientifiquement démontrées.

Ces différences sont bien visibles si l'on s'intéresse à la fonction pulmonaire. Au niveau anatomique, la forme de la cage thoracique diffère, sa taille également, avec en moyenne des hommes plus grands que les femmes. Les voies aériennes sont également plus petites chez les femmes, ce qui implique plus de résistance à l'écoulement de l'air.

C'est sur ce constat qu'une équipe de recherche de l'Institut des sciences du sport de l'Université de Lausanne s'est basée pour déterminer si la fonction pulmonaire était plus limitante chez les femmes que chez les hommes lors d'un effort d'endurance.

La fonction pulmonaire est rarement considérée comme un facteur limitant de la performance d'endurance. En effet, lorsque le débit cardiaque augmente jusqu'à six fois entre le repos et l'exercice maximal, le débit ventilatoire peut, lui, augmenter jusqu'à 20 fois. Revers de la médaille, contrairement aux aspects cardiovasculaires, la

fonction pulmonaire n'est pas (ou très peu) entraînable. Ainsi, certains athlètes atteignent les limites de leur fonction pulmonaire en améliorant celles du système cardiovasculaire à force d'entraînement. Cela amène à différents troubles.

Premièrement, les limites du débit expiratoire, qui se caractérisent par l'incapacité à générer une augmentation du débit ventilatoire malgré des efforts des muscles respiratoires accrus. Dans ce cas le débit maximal que les voies aériennes sont capables d'assumer est atteint et tout effort respiratoire supplémentaire est superflu. En plus d'accroître la fatigue des muscles respiratoires, cette situation aboutit bien souvent à une inadéquation entre les besoins musculaires en oxygène et les apports ventilatoires.

Deuxièmement, l'hypoxémie induite à l'exercice, qui se définit comme une diminution de la quantité d'oxygène dans le sang artériel pendant un effort. Afin de l'illustrer, prenons l'exemple des chevaux de course chez qui le phénomène peut être poussé à l'extrême. En

effet, leurs capacités cardiovasculaires peuvent être si développées en comparaison de leurs capacités pulmonaires que le sang quitte les vaisseaux pulmonaires en direction des alvéoles. Problématique pour assurer des échanges gazeux optimaux. Chez l'humain, la physiopathologie est légèrement différente, mais des troubles des échanges gazeux, et en particulier de la diffusion d'oxygène, sont observés à l'exercice très intense chez 50 à 70% des sportifs d'endurance à la suite d'un développement disproportionné de la fonction cardiovasculaire. Ce phénomène, bien documenté chez l'athlète entraîné en endurance, n'apparaît pas chez l'individu sain «seulement» actif. Du moins chez l'homme...

Lors d'une récente étude, notre équipe a cherché à caractériser les limites pulmonaires de la performance d'endurance chez des hommes et des femmes en fonction de leur niveau d'entraînement.

Contrairement à nos attentes, les femmes ne sont pas plus susceptibles que les hommes d'atteindre des limites

de débit expiratoire, malgré des voies aériennes plus petites. En revanche, la prévalence de l'hypoxémie induite à l'exercice est plus importante chez les femmes, car cette limite est observable, y compris chez les moins entraînées.

Sachant que, chez l'homme, ce phénomène péjore la performance d'autant plus dans les environnements où la disponibilité de l'oxygène se fait plus rare, comme en altitude, nous avons voulu explorer cette problématique chez la femme. Mesdames, souflez, si vous êtes plus exposées à l'hypoxémie induite à l'exercice, votre performance n'est pour autant pas plus péjorée en altitude, contrairement à ces Messieurs. Confirmation, s'il était encore nécessaire, que les observations validées sur un sexe ne sont pas transposables à l'autre.

Différences anatomiques, physiologiques, ou influence des hormones sexuelles, les hypothèses abondent pour expliquer ces disparités, et une chose est sûre, les chercheurs et chercheuses en science du sport ne manqueront pas de tenter d'y répondre dans les prochaines années. ■



## Une montagne de billets pour des Pieds nickelés

**CINÉMA** Comédie de la réunification allemande, «La Belle Affaire», de Natja Brunckhorst, s'amuse d'une arnaque au change présumée en ex-RDA. La présence de Sandra Hüller ajoute du piment

NORBERT CREUTZ

Le retour sur feu la RDA a pu donner quelques films mémorables tels que *Good Bye, Lenin!* (Wolfgang Becker, 2003), *Barbara* (Christian Petzold, 2012) ou *La Révolution silencieuse* (Lars Kraume, 2018). Si *La Belle Affaire* n'est pas tout à fait de la même eau, reste un vrai certain plaisir à sortir de notre ordinaire franco-américain grâce à cette comédie allemande qui revient sur le moment clé de la réunification, vue du côté ex-communiste. Avec espoir et soulagement... Ou inquiétude et cynisme?

### Flash-back sur une période d'incertitude, entre un monde qui s'écroule et un pays à réinventer

Un peu de tout cela à la fois pour les protagonistes de ce film qui se joue à l'été 1990 à Halbersadt, petite ville frontalière située entre Leipzig et Hanovre. Les amis d'enfance Robert (Max Riemelt), Maren (Sandra Hüller), et Volker (Ronald Zehrfeld), ce dernier de retour d'une première incursion à l'Ouest, sentent bien que, faute d'argent, la belle idée risque surtout de leur valoir un statut de citoyens de seconde zone.

Lorsque l'oncle de Robert les guide dans les souterrains (encore surveillés) dans lequel il travaillait hors de la ville, ils y découvrent des montagnes de billets stockés là en attendant leur destruction. Est-il déjà trop tard ou reste-t-il une courte fenêtre pour échanger ces marks est-allemands contre des marks tout court - taux de change officiel de 2 contre 1,

comme le rappelle le titre original *Zwei zu eins*?

#### Utopies et ironies

Et c'est parti pour une aventure collective (tout un immeuble est impliqué) inspirée par la disparition bien réelle de monnaie à détruire. Dont des billets de 200 et de 500 jamais officialisés, imprimés pour le jour où la RDA absorberait la RFA... On se doute bien que financièrement, la réunification ne fut pas affaire simple à gérer, mais un peu plus d'informations à ce sujet n'auraient nui à personne! Toujours est-il que l'arnaque passe d'abord par l'achat massif d'objets ménagers pour ne pas attirer de soupçons avant de déboucher sur l'idée de racheter l'usine d'Etat qui a fermé, condamnant tout le monde au chômage.

#### Relation triangulaire

La photo décolorée rappelle *Goodbye, Lenin!*, le massif Ronald Zehrfeld jouait comme par hasard dans deux autres films précités et une Sandra Hüller (née à l'Est) décontractée semble bien s'amuser pour sa première sortie depuis son fameux doublé d'*Anatomie d'une chute* et *La Zone d'intérêt*. Un soupçon de relation triangulaire à la *Jules et Jim* tourne court pour raison d'âge et faire place à un retour d'utopie collective.

Un peu plus, on se croirait chez Robert Guédiguian, sans trop savoir si la scénariste et réalisatrice Natja Brunckhorst (qui débute comme actrice enfant au début des années 1980 dans *Moi, Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée et Querelle!*) en est consciente.

Cette deuxième réalisation ne révèle malheureusement pas un talent majeur et tout ceci reste bien gentillet eu égard aux possibilités du sujet. Il n'empêche, rien que pour se replonger dans cette période d'incertitudes, entre un monde qui s'écroule et un pays à réinventer, le film vaut le détour. Et ceux qui resteront jusqu'à la fin du générique auront même droit à un joli gag final. ■

**La Belle Affaire** (*Zwei zu eins*), de Natja Brunckhorst (Allemagne, 2024), avec Sandra Hüller, Max Riemelt, Ronald Zehrfeld, Peter Kurth, 1h56.

### MAIS ENCORE

**Le Béjart Ballet a une nouvelle présidente**

L'avocate genevoise Sylvie Buhagiar a été nommée hier à l'unanimité des membres du conseil de fondation du Béjart Ballet Lausanne. Spécialiste du droit des affaires et des questions juridiques liées à la culture, la nouvelle présidente exerce des mandats dans les domaines de l'éthique, de l'hôtellerie ou de la gastronomie. Elle remplace le syndic de Lausanne Grégoire Junod, qui assurait la présidence par intérim après le retrait pour des raisons professionnelles de Solange Peters en 2023. (ATS)



Tout opposait Mina (Hafsia Herzi) et Alma (Isabelle Huppert) jusqu'à ce que les actes de leurs maris les rapprochent fortuitement. (RECTANGLE PRODUCTIONS)

## Hommes en prison, femmes en semi-liberté

**CINÉMA** Isabelle Huppert et Hafsia Herzi forment un joli duo dans le nouveau film de Patricia Mazuy, récit d'une rencontre par-delà la barrière des classes

Depuis le Festival de Berlin, en février, on attendait de découvrir Isabelle Huppert et Hafsia Herzi dans *Les Gens d'à côté*, d'André Téchiné... Mais c'est dans *La Prisonnière de Bordeaux* de Patricia Mazuy, tourné dans la foulée et présenté à la Quinzaine des cinéastes de Cannes, qu'on les découvre réunies pour la première fois. Ceci dit pour souligner les aléas d'une distribution dont la cinéaste a particulièrement souffert durant sa carrière, tant *Saint-Cyr* (avec Huppert, en 2000) que ses récents *Paul Sanchez est revenu!* et *Bowling Saturne* (en compétition à Locarno) étant restés inédits dans les salles suisses. Il aura sans doute fallu un film plus consensuel pour retrouver enfin l'autrice admirée de la chronique adolescente *Travolta et moi*, primée à Locarno en 1993.

#### Sororité pas si simple

Sur un scénario de Pierre Courrègne et François Bégaudeau, elle raconte ici l'histoire de deux femmes d'âges et de positions sociales très différents, réunies par une situation commune: leurs maris sont en prison. Depuis, la bourgeoise vieillissante Alma s'ennuie dans

son hôtel particulier bordelais tandis que Mina - qui a deux enfants, travaille à plein temps dans un pressing et habite à cinq heures de là - doit se démener pour rendre visite à son homme. Sur un coup de tête, Alma lui propose de rester une nuit chez elle, puis de venir carrément s'installer à Bordeaux où elle lui trouve un emploi à la clinique de son mari neurochirurgen.

### Fait-on des choix, des erreurs, ou juste ce qu'on peut dans la vie?

Le récit est du genre tranquille, qui permet d'approfondir ses portraits. Et c'est avec plaisir qu'on s'installe dans ce rythme qui permet aux comédiennes de briller tandis que la cinéaste fait parler son exigence de réalisme. Tandis qu'Alma essaie de s'en sortir par l'humour et le défi des conventions pour oublier ses désillusions (son mari volage a fauché deux personnes en voiture), Mina doit faire face aux soupçons d'un associé de son mari («tombé» pour vol dans une bijouterie) qu'elle aime encore. D'où cette question fort bien posée par

la mise en scène: une bourgeoise et une prolétaire peuvent-elles vraiment se lier d'amitié? Dans le dos d'hommes décevants, c'est oui, selon le nouveau credo de sororité féministe. Mais au-delà, pas forcément, même si Mina a compris la tentative d'Alma d'échapper à une condition pas si enviable que ça et décide de l'aider à son tour...

#### Complexifier la donne

C'est cette inversion qui fait *in fine* l'intérêt du film. Même sans suspense hâletant, il vous tient en complexifiant la donne entre mauvaise conscience bourgeoise et ce qui reste de fierté populaire. Où se situe la trahison, où est la preuve d'amour? Fait-on des choix, des erreurs, ou juste ce qu'on peut dans la vie? Patricia Mazuy s'amuse même à poser au passage la question de la valeur de l'art, au travers des peintures amassées par le mari d'Alma à des fins spéculatives. Et si une conclusion trop ouverte peine à convaincre, au moins ne prétend-elle pas tout résoudre. Comme dans *Sport de filles* (avec Marina Hands et Bruno Ganz, 2011), son seul autre film parvenu sur nos écrans, on devine ici l'étoffe d'une vraie cinéaste, à laquelle ne manque pas grand-chose pour signer une œuvre qui s'impose vraiment. ■ N. C.

**La Prisonnière de Bordeaux**, de Patricia Mazuy (France, 2024), avec Isabelle Huppert, Hafsia Herzi, Magne-Havard Brekke, Lionel Dray, 1h48.

## Cet assistant qui ne vous veut pas que du bien

**CINÉMA** Le prolifique studio Blumhouse a confié à Chris Weitz la réalisation de «L'I.A. du mal», un thriller mettant une famille entre les griffes virtuelles d'une intelligence artificielle. Divertissant à défaut d'être vraiment intéressant

STEPHANE GOBBO

✉ @stephgobbo

Depuis le triomphe immense de *Paranormal Activity* en 2009 (194 millions de recettes pour un budget de 215000 dollars), la société Blumhouse est devenue un petit empire de l'épouvante, produisant aussi bien des séries B (*M3GAN*) que des films à fort ancrage social (*Get Out*), tout en s'aventurant régulièrement sur le terrain du cinéma d'auteur (*Whiplash*, *Split*, *BlackKkKlansman*).

La voici qui s'attaque à une des grandes peurs actuelles, l'intelligence artificielle

(IA), mais sans oublier pour autant que cette thématique est depuis longtemps au cœur des préoccupations du cinéma de science-fiction.

#### Sec et efficace

Tandis que les trois enfants qui vont prendre conscience que les avancées technologiques peuvent être dangereuses se souviennent d'Alexa, l'assistant personnel développé par Amazon en 2013, leurs parents se souviennent, eux, de la prise de pouvoir de HAL 9000 dans 2001, *l'odyssée de l'espace*... Les voici qui découvrent Aia, une IA que le père de famille, publicitaire, est invité à tester en vue de la signature d'un juteux contrat de partenariat marketing. A peine connectée, Aia s'empare de tous les appareils électroniques de la maison, parle en aparté aux enfants et aux parents, afin de leur montrer qu'elle les comprend mieux que quiconque. Tous croient d'abord à

une bénédiction, tant cette IA les aide dans un premier temps à améliorer leur quotidien. Jusqu'à ce que...

Surprise, la réalisation de ce film d'à peine plus de 80 minutes, qui ressemble à un épisode de la série d'anthologie britannique *Black Mirror*, a été confiée à l'expérimenté Chris Weitz (*Pour un garçon*, *Twilight II, Opération finale*) plutôt qu'à un débutant. En résulte un récit sec et efficace, parfaitement tenu, mais aussi prévisible et vidé de toute substance véritablement métaphysique sur l'avenir de l'IA, au seul profit du suspense et des rebondissements. Un film comme *Ex Machina* (Alex Garland, 2015), au hasard, allait par exemple plus loin dans son exploration des liens entre les intelligences (émotionnelles) humaines et artificielles. ■

**L'I.A. du mal** (Afraid), de Chris Weitz (États-Unis, Royaume-Uni, 2024), avec John Cho, Katherine Waterston, Havana Rose, Liu Lukiya Maxwell, 1h24.

PUBLICITÉ

Swiss Photomonth  
30.08.-06.10.2024  
www.swhotomonth.ch

© Play.com / Art Collection  
prohelvetia



# Apprendre à survivre dans le réel quand on préférerait le virtuel

**CINÉMA** «Eat the Night», le deuxième long métrage de Caroline Poggi et Jonathan Vinel, prend la forme d'une tragédie intime se déroulant à la fois dans un jeu en ligne et dans la vraie vie

STEPHANE GOBBO  
X @stephgobbo

Une année festivalière. Il y a deux semaines, Caroline Poggi et Jonathan Vinel dévoilaient au Locarno Film Festival leur court métrage d'animation *La Fille qui explose*. L'histoire d'une fille qui, plusieurs fois par jour, explose telle une bombe à fragmentation... Trois mois auparavant, c'est à Cannes, dans le cadre de la Quinzaine des cinéastes, qu'ils présentaient *Eat the Night*, leur deuxième long métrage après *Jessica Forever* (2018), qui sera ensuite montré au NIFFF (Neuchâtel International Film Festival), en prélude à sa sortie romande cette semaine.

Apolline, bientôt 18 ans, passe son temps dans le jeu en ligne *Darknoon*, auquel l'a initié son frère aîné Pablo.

Ils y jouent souvent ensemble, avec comme but de trucider le plus de monde possible. «C'est l'endroit que je préfère au monde, explique la jeune fille en voix off. Il renferme toutes nos joies, toutes nos peines, et nos souvenirs aussi. C'est là que je vis, je m'y sens mieux que dans ma propre ville. *Darknoon* a toujours été là.» Mais voilà qu'un message s'affiche sur l'écran de son PC: au prochain solstice d'hiver, à minuit, le jeu disparaîtra définitivement, les serveurs qui le font tourner seront fermés.

## Mélancolie et rage

La fin du jeu marquera alors de manière symbolique le progressif éloignement de Pablo et celle qu'il surnomme Apo. Et si, pour sa sœur, *Darknoon* est un lieu virtuel qui lui sert d'exutoire, le jeune homme va de son côté se laisser dominer, dans le monde réel, par ses pulsions. Écoulant les pilules d'ecstasy qu'il fabrique lui-même dans une banlieue sur laquelle règne déjà une bande de petits caïds, il va répondre à la violence par la violence. Suite

à sa rencontre avec le séduisant Night, qui deviendra son amant et associé, il va s'éloigner un peu plus d'Apo, tandis que ressurgira leur père, plus fantomatique encore que les avatars qui peuplent *Darknoon*.

## Privé de ce lieu qui lui sert d'exutoire, Pablo se laisse dominer par ses pulsions

Caroline Poggi et Jonathan Vinel expliquent qu'*Eat the Night* est un film de personnages, que ce sont eux qui ont dicté le récit. Et en effet, Pablo, Apo et Night donnent au film sa tonalité. Tandis qu'Apo émeut par son mélange de mélancolie et de rage intérieure, c'est Night qui nous guide en quelque sorte dans l'histoire, devenant une sorte de lien fragile entre le frère et la sœur. Pablo est, lui, plus complexe, à la

fois condamnable dans ses actes et attachant dans sa vulnérabilité.

Le duo de cinéastes approche avec beaucoup de nuances les relations entre son trio d'anti-héros, proposant notamment de beaux moments à l'intérieur de *Darknoon*, tandis que les emprunts au thriller s'avèrent plus anecdotiques même s'ils apportent au film une dimension tragique que souligne une belle approche esthétique, sombre et picturale, qui ne cède jamais à la facilité clipsque vers laquelle tendent trop de séries qui veulent jouer sur plusieurs registres. On est ici face à un beau geste de cinéma. ■

*Eat the Night*, de Caroline Poggi et Jonathan Vinel (France, 2024), avec Théo Cholbi, Erwan Kepoa Faté, Lilia Gueneau, 1h47.

Séances en présence des cinéastes le 28 août à Genève (Cinéma du Grütli, 20h30, avec également les acteurs), le 29 août à Vevey (Astor, 18h15), le 30 août à Lausanne (Le Cinématographe, 20h30), le 1er septembre à Fribourg (Rex, 15h50) et Neuchâtel (Apollo, 17h).

Rétrospective Caroline Poggi et Jonathan Vinel aux Cinémas du Grütli, Genève, du 4 au 10 septembre.

# «Prisonniers du destin» entre l'Iran et la Suisse

**CINÉMA** Le documentaire de Mehdi Sahebi plaide la cause des demandeurs d'asile à travers les trajectoires de deux réfugiés

NORBERT CREUTZ

Quelques mois après *L'Audition* de Lisa Gerig, qui remettait en cause notre processus d'examen des demandes d'asile à travers un dispositif inédit, voici un autre documentaire qui amène sa contribution à ce même dossier. *Prisonniers du destin*, de Mehdi Sahebi, cinéaste né en 1983 à Mashhad, en Iran, et installé depuis 1983 à Zurich, suit simplement deux cas sur une longue

durée, présentés en alternance. Forcément moins frappant et donc sujet à débat, il l'emporte sur le plan de l'empathie, la proximité du cinéaste avec ses sujets devenant un peu la nôtre.

D'un côté, il y a là Mohammad, solide vintenaire iranien qui a déserté l'armée après avoir subi de mauvais traitements. Sa demande d'asile suit son cours et on le voit condamné, en attendant, à mener une sorte de vie suspendue dans un refuge, en compagnie de ses amis Ezat, Omid et Matin. De l'autre côté, c'est Sanam, une Afghane d'Iran réfugiée avec son mari et sa fille. Leur enfer à eux, c'est l'arres-

tation de leur fils lors de leur fuite, un petit garçon qui vit depuis chez ses grands-parents. L'asile en Suisse les sortira-t-il de ces impasses?

## Espoirs et frustrations

Un peu comme *L'Escale* de Kaveh Bakhtiari (2013), avec ses migrants coincés en Grèce, le film témoigne sans rien d'exceptionnel cinématographiquement parlant. Il laisse découvrir l'histoire et la personnalité de ses protagonistes, leurs espoirs et leurs frustrations, bref, toute une humanité loin des clichés. N'y tenant plus, Mohammad filera en Italie avant de revenir – on ne sait trop pourquoi – et, débouté, se faire

arrêter. Pour la famille, il faudra l'intervention personnelle d'une personnalité fédérale pour débloquer la situation. Notre bureaucratie n'en sort certes pas grandie!

Mais le cinéaste ne revendique rien, se contentant de montrer la difficulté de cette quête légitime d'une vie décente. Son titre ne s'en remet-il pas au destin? C'est à la fois louable et un peu décevant, le film risquant surtout de se fondre rapidement dans la masse de documentaires et de fictions sur ce thème, déjà pas des plus populaires. ■

*Prisonniers du destin* (Prisoners of Fate), de Mehdi Sahebi (Suisse, 2023), 1h40.

## MAIS ENCORE

**Israël ouvre des tombeaux romains au public**

Deux tombeaux de l'Empire romain, vieux de plus de 1600 ans et ornés de peintures murales représentant des personnages mythologiques grecs, vont être ouverts au public dans le sud d'Israël, a indiqué hier l'Autorité israélienne des antiquités. Les tombes, proches du port d'Ashkelon (ouest) et découvertes à plus d'un demi-siècle d'écart, pourront être visitées à partir d'octobre, a précisé l'Autorité. (AFP)

## Le groupe Oasis annonce se reformer pour une tournée mondiale

**MUSIQUE** Après quinze ans de brouille, les frères Liam et Noel Gallagher ont mis les fans en ébullition hier en promettant le retour de la mythique formation de la pop anglaise l'année prochaine

AFP

Arriveront-ils à se supporter cette fois? Le retour des frères Gallagher, qui avaient renoncé à partager la scène à la suite d'une énième dispute avant un concert parisien d'Oasis en 2009, a été rendu officiel avec une vidéo sur les réseaux sociaux intitulée: «It's happening!» («C'est confirmé!»). «Les armes se sont tuées. Les étoiles se sont alignées. La grande attente est terminée. Venez voir. Ce ne sera pas télévisé», a indiqué le groupe, qui a publié pour l'occasion une nouvelle photo de Liam, 51 ans, et Noel, 57 ans, en noir et blanc, côte à côte en blouson sombre.

La tournée de 14 dates débutera le 4 juillet à Cardiff, au Pays de Galles, avec quatre shows des quinquagénaires dans leur ville natale de Manchester et autant au stade de Wembley à Londres. Après le Royaume-Uni, Oasis se produira en août à Dublin, en Irlande. Il s'agira de la seule date en Europe hors du Royaume-Uni mais «des préparations sont en cours pour emmener «Oasis Live '25» sur d'autres continents plus tard l'année prochaine», indique le site officiel du groupe.

## Sortie de versions inédites

La tournée promet «un set plein de classiques» et de réveiller «le charisme, l'étincelle et l'intensité qui n'existe que quand Liam et Noel sont sur scène ensemble». Elle intervient trente ans après l'album *Definitely Maybe*, sorti le 29 août 1994, qui a lancé Oasis, avec Liam pour chanteur et Noel pour guitariste et compositeur. Des versions inédites de titres de cet album, tirés des tout premiers enregistrements en studio, doivent sortir ce vendredi pour marquer cet anniversaire.

Après des années de chamailleries, une énième altercation à l'été 2009 dans les loges, avec guitare cassée à la clé, au festival Rock en Seine près de Paris, avait abouti à la séparation du groupe formé en 1991 à Manchester et à la rivalité légendaire avec Blur. Depuis, les frères ont longtemps échangé des piques via les réseaux sociaux ou la presse, avant une relative accalmie ces derniers temps. Leur réconciliation, ont-il assuré hier, n'arrive pas à la suite «d'une grande révélation» mais «d'une prise de conscience graduelle que c'est le bon moment».

L'industrie musicale se frotte déjà les mains à l'approche d'un événement susceptible d'être «un de ces moments qui ne se produisent qu'une fois par génération», selon les propos du directeur de la fédération du secteur UK Music, Tom Kiehl. Il a relevé la perspective d'importantes retombées pour l'économie britannique, à l'image des dates de la star américaine Taylor Swift cet été. ■

PUBLICITÉ




# Investissez aux côtés de la Maison princière de Liechtenstein

Inspirés par l'avenir depuis des générations

En nous confiant votre fortune, vous avez la garantie d'un alignement concret des intérêts: nous investissons vos actifs selon des stratégies élaborées pour préserver et développer la fortune de notre propriétaire, la Maison princière de Liechtenstein. [lgt.com/ch](https://lgt.com/ch)



Private Banking



«La reine millénaire de l'Adriatique n'est pas en voie de disneylandisation, Elle est vivante et innovante»

PROFIL

1957 Naissance à La Chaux-de-Fonds.

2008 Lauréate de la médaille «Genève reconnaissante».

2015 Publie «Milan, Audacieuse et orgueilleuse» (L'Âme des peuples).

2024 Prix Méditerranée essai.



GENÈVE, 23 AOÛT 2024. 2024 AIGRI POUR LE TEMPS

Il y a cette histoire édifiante que lui a racontée Elia Romanelli, un jeune anthropologue: «J'habitais une maison derrière la basilique de la Salute. Pour acheter une pomme ou faire les courses, je devais marcher 20 minutes. C'est le signe que Venise n'est plus une ville pensée pour ses habitants, raison pour laquelle je n'y vis plus à l'année. J'y déplore la détérioration du tissu urbain.»

Nous sommes attablés avec Luisa Ballin au Kiosque des Bastions à Genève, cité où elle demeure et qu'elle aime autant que celle des Doges. Ses parents, qui ont émigré en Suisse dans les années cinquante, étaient originaires de la Vénétie. Son regard s'en va là-bas, sur les rives de l'Adriatique. «Beaucoup des épiceries de jadis ont été remplacées par des boutiques à souvenir made in China», regrette-t-elle. Elle évoque aussi le *mordì è fuggì* (avale ton sandwich et pars) qui caractérise le tourisme éclair, ces visiteurs venus en paquebot qui inondent la place Saint-Marc ou le pont du Rialto et embarquent tout aussi prestement qu'ils furent débarqués. «Il reste que tout le monde a le droit de visiter Venise», tempère-t-elle.

**Surjournalisme**  
Journaliste et écrivain, Luisa Ballin a publié en 2023 *Venise. La Vénétie est une fable* dans la collection L'Âme des peuples, dirigée par Richard Werly. Editorialiste au *Blick*, ce dernier fut longtemps collaborateur du *Temps*. Ce court mais dense récit s'est vu attribuer le Prix Méditerranée de l'essai 2024. Première fois qu'une ou un Suisse est ainsi honoré. Il sera décerné à Perpignan le 28 septembre prochain. L'ouvrage sera ensuite présenté à l'Alliance française de Venise. Aucune amertume dans l'écriture, aucune nostalgie, pas de «c'était mieux

avant». Page après page, la Sérénissime demeure aimée à sa juste valeur, même si une partie de son âme (ses habitants) s'est exilée du côté de Mestre à cause du surtourisme qui a rendu la vie intra-muros très chère.

Luisa Ballin nous conte ainsi ces gondoliers qui pour le devenir ont appris à voguer, nager et chanter, mais aussi possèdent de solides notions d'histoire de l'art et de toponymie. Où l'on apprend que le noir des gondoles serait dû à la commémoration de la peste de 1575, et que Coco Chanel s'est confectionné là son premier pantalon pour accéder confortablement à une gondole, lançant ainsi le chic du futsal pour dame.

A Venise, les librairies (il en existe encore) demeurent tenues en haute estime - dont l'Acqua Alta, l'une des plus originales du monde, où des milliers d'ouvrages trônent dans une gondole, une barque, une baignoire ou empi-

Amore à Venise

LUISA BALLIN

L'auteure genevoise a reçu le Prix Méditerranée de l'essai 2024 pour un livre sur la Cité des Doges. Récit qui évoque aussi la beauté méconnue de l'arrière-pays

CHRISTIAN LECOMTE  
✉ @chrislecdz5

lés en escalier «sous le regard émeraude d'un chat noir». Des «espaces amis» aussi, écrit joliment Luisa Ballin, comme l'Al Grasso de Ua où s'attablait Hugo Pratt, ou le Harry's Bar que fréquentaient Chaplin, Truman Capote, Orson Welles, Maria Callas, Toscanini, etc.

Luisa Ballin dit qu'elle portait ce livre en elle depuis très longtemps. Depuis la petite enfance, oserait-on écrire. Car la native de la Chaux-de-Fonds entendait à la maison parler le dialecte vénitien pour ne pas oublier l'autre pays. Une volonté des parents, qui travaillaient chez un horloger de la ville. Et puis chaque été, le voyage en Vénétie, un séjour auprès de la famille, au contact des traditions et de la culture. Enfant, la petite Luisa aime écrire et rêve de voyages.

La famille se rend souvent à Genève, ville internationale, visite le Palais des Nations. «Pour une enfant d'immigrés le lieu était

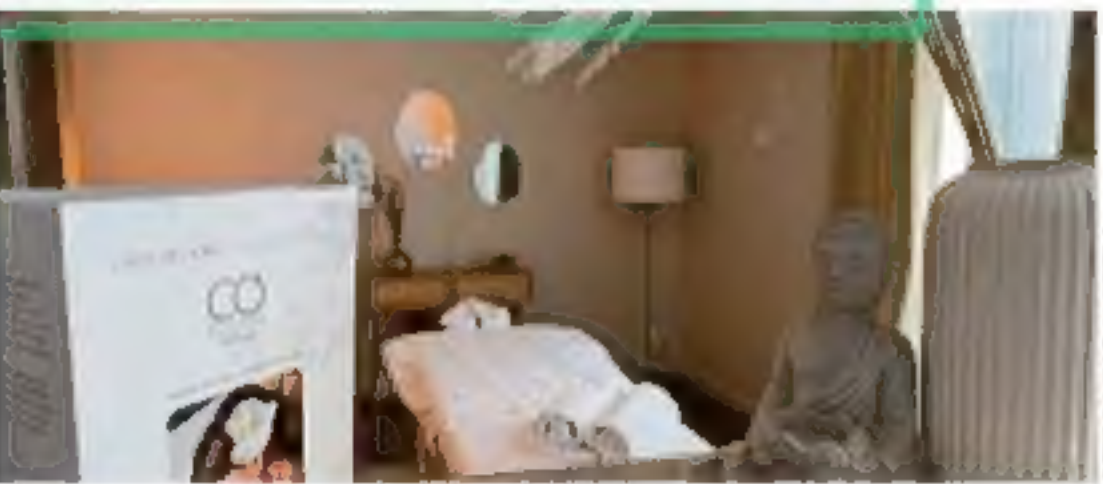
important», dit-elle. A 18 ans, elle s'installe à Pérouse, intègre une université pour étudiants étrangers, pour approfondir ses connaissances en culture italienne. Des enseignants sur place, épatés par sa curiosité et la qualité rédactionnelle de ses travaux, lui disent: «Le journalisme est un métier fait pour vous.» Elle file aux Etats-Unis pour perfectionner son anglais, devient l'assistante d'un agencier anglais au Palais des Nations à Genève, est au final accréditée à l'ONU, pige pour *La Suisse*, *Le Courrier*, *L'Hebdo*, la *Tribune de Genève* etc. Couvre l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, se rend en reportage à Mostar. En 1999, elle est responsable de l'information de l'Union interparlementaire à Genève, poste qu'elle occupera durant douze années.

Engloutissement

Repardons à Venise, plutôt en Vénétie. «Venise est le phare, mais autour, toute une région l'éclaire», soutient-elle. Voilà sans doute un moyen de désengorger la cité des eaux. Inviter le touriste à faire le pas de côté, le regard aussi. Cet arrière-pays au goût de soleil et de fruits, de belles architectures. La route du Prosecco «qui serpente entre les collines habillées de vignobles». Voir Trévise, Padoue, Vérone, Vicence. Luisa Ballin écrit: «La reine millénaire de l'Adriatique n'est pas en voie de disneylandisation. Elle est vivante et innovante, bien que devenue presque inaccessible aux bourses des Vénitiens moyens.» Trente millions de visiteurs par an, et puis cette crainte d'engloutissement par la marée haute. Alors croire à la *Fable de Venise* d'Hugo Pratt et suivre Corto Maltese, qui nous dit que dans cette ville, des choses incroyables arrivent. Des miracles par exemple. ■

Un jour, une idée

Bien-être et brunch au Starling Hôtel



STARLING HOTEL

EMILIE VEILLON

Au Starling Hôtel, dans la salle de conférences de 300 mètres carrés, vitrée du sol au plafond, les machines à cafés et les *beamers* restent silencieux un dimanche matin sur deux. Une trentaine de personnes s'étirent dans la posture du chien tête en bas, avant de se transformer en guerriers, en arbres ou en déesses... Pendant une heure, ce grand espace conçu pour les réunions d'entreprises devient un lieu propice au recentrage, aux respirations profondes et à la relaxation. Quand la météo le permet, le groupe s'installe sur l'esplanade ou dans les jardins de cet hôtel situé entre le campus de l'EPFL et le lac.

Ouvert à tous les niveaux, ce cours de yoga est combiné à un brunch servi dans le restaurant

l'Osteria 31 pour un prix de 45 francs. Certes, les salades de quinoa, de lentilles, et les tranches d'avocat font écho à la nutrition saine qui colle à la pratique du yoga, mais on trouve aussi des œufs brouillés et du bacon, ainsi qu'un grand buffet de fromages, charcuteries et dessert.

Tous les vendredis, l'offre devient celle du «yoga lunch», avec un cours de 50 minutes, une foccacia maison et une boisson à l'emporter pour 25 francs. «Cela représente 10 francs le cours, dans l'idée de rendre l'expérience accessible au plus grand nombre, y compris aux étudiants», explique Sofia Dubois, à la tête du studio lausannois Nueva Luna qui collabore avec le Starling Hotel. Si cette ancienne cadre dans la finance reconvertie dans le yoga pratique ces prix bas hors de ses locaux, c'est justement dans

l'espoir de toucher un public un peu différent, avec «l'ambition que la plupart des Lausannois aient essayé le yoga dans cinq ans».

Un étage plus bas, une grande suite a été aménagée en salle de soin et espace de méditation. La clientèle de l'hôtel, mais aussi les gens de l'extérieur, peut réserver un créneau de méditation tous les matins, mais aussi un cours privé de yoga ainsi que divers massages du corps en partenariat avec la société Flyspa qui réunit un réseau de massothérapeutes disponibles dans l'heure. A noter que le sport est aussi valorisé avec une salle de fitness et de nombreux itinéraires de running menant jusqu'au lac, tout proche. ■

Starling Hôtel, route Cantonale 31, Saint-Sulpice. Tel 021 694 85 85, [www.starling-hotel-lausanne.com](http://www.starling-hotel-lausanne.com)